

Liasse 5

Bidonvilles



« Leur hébergement [celui des travailleurs étrangers] s'est fait en quelque sorte de façon spontanée par la création de bidonvilles. [...] C'est ainsi que les bidonvilles se sont étendus aux dimensions de villages, parfois de petites villes, à Nanterre, La Courneuve et Champigny. »

Texte de la préfecture du Val de Marne préparé pour une émission de télé à propos de la résorption du bidonville de Champigny - 1968*

Bidonvilles, campements, cités de transits, hôtels meublés: depuis l'après-guerre, l'habitat précaire se développe, se « résorbe », se détruit, est mis en lumière ou disparaît cycliquement aux yeux des passants comme à l'attention des militants.

Si cette liasse est consacrée aux bidonvilles dans les années 60-70, c'est d'abord parce que les rushes qui nous ont été confiés datent de cette période : ces rencontres doivent ouvrir un champ de réflexion dans lequel le travail sur ces images prendra place. C'est aussi parce qu'avec la destruction du dernier grand bidonville à Nice en 76, ce n'est certainement pas la fin de l'habitat précaire mais c'est assurément la fin d'une époque : celle où les bidonvilles sont un problème à régler.

Les documents ici réunis témoignent de l'importance du phénomène des bidonvilles au croisement des questions de l'immigration et du logement. On y voit aussi comment le bidonville, lieu « sauvage » par excellence est un enjeu fort de contrôle et de quadrillage pour l'Etat, la police comme pour les municipalités, en même temps que s'y développent des formes de luttes et de solidarités particulières.

Une fois le bidonville résorbé, à coup de bulldozer, ceux qui le peuplaient continuent pour beaucoup l'histoire de l'habitat précaire et écrivent celle des banlieues populaires des grandes villes, dans les cités de transit ou dans les nouvelles barres HLM.

Les matériaux de cette liasse concernent exclusivement les bidonvilles du passé, nous espérons que les croisements, rapports, points communs et distinctions d'avec les situations d'aujourd'hui pourront se faire avec les participants des rencontres fort des expériences et des luttes qui traverseront les discussions.

« Nous avons été capables, dans des situations encore plus difficiles d'y faire face, dans les années 60, et donc nous allons renouer avec une capacité d'intervention qui permettra de résoudre de manière définitive la question des bidonvilles »

Cécile Duflot, ministre du logement, fin janvier 2014.

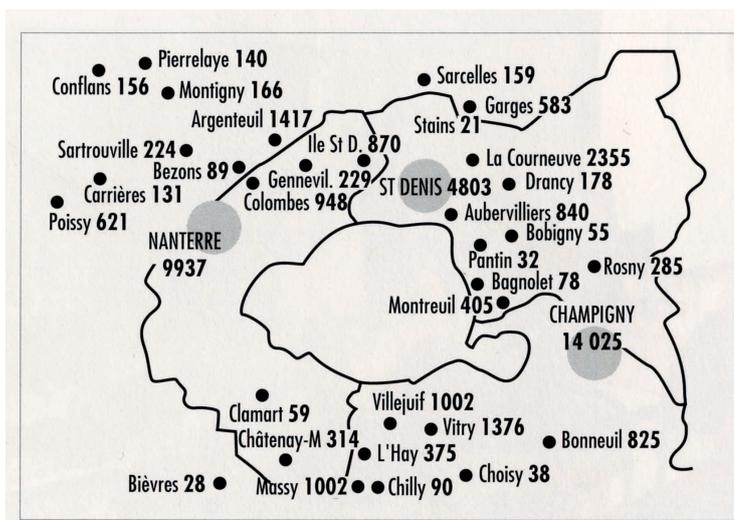
« Faudrait-il que la France accueille toute la misère du monde ? Je vous le dis : il n'y aura pas de bidonvilles dans notre pays. La France n'est pas un terrain vague. »

Brice Hortefeux, 30 août 2010.

* in Portugais à Champigny : le temps de baraques, Marie-Christine Volovitch-Tavares, Autrement, 1995, p. 34

I – Situation

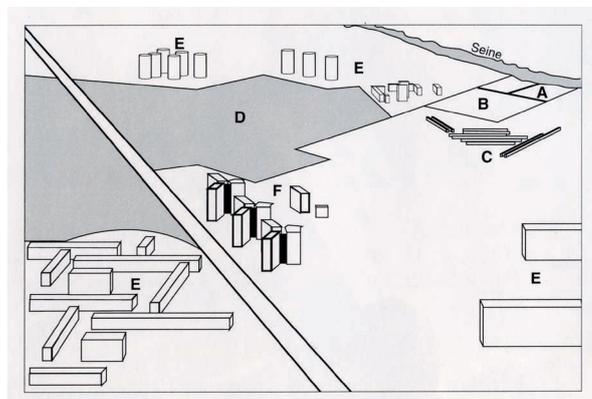
Du bidonville aux HLM, Mehdi Lallaoui, collection Au nom de la mémoire, Syros, 1993, pp.44, 52, 87.



«89 bidonvilles aux portes de Paris», titrait lors d'une série de reportages Maurice Josco à la une de France-Soir du 23 octobre 1965. Moins d'un an plus tard, le ministère de l'Intérieur en dénombre la moitié. Cette baisse spectaculaire est-elle due aux répercussions de la loi de 1964 ou bien est-ce parce que le recensement de 1966 ne prend en considération que les îlots où vivent une dizaine de familles et une trentaine d'isolés ?

Les bidonvilles en 1966

L'existence des bidonvilles est reconnue officiellement dès le début des années 50. France-Soir du 29 octobre 1957 établit le premier une carte des bidonvilles de la région parisienne, mais ce n'est que dix ans plus tard, en 1966, qu'un recensement du ministère de l'Intérieur tente d'en estimer l'importance. Depuis 1960 les déclarations des gouvernants annoncent régulièrement leur disparition et chaque fois ils resurgissent plus nombreux, tragiquement mis à l'affiche par des drames où périssent des hommes et parfois des enfants. Déjà on ne s'intéresse à la banlieue que lorsque l'incendie peut-être matière à sensation. Trois régions accueillent en 1966 90% des résidents en bidonville : région parisienne (62,15%), Provence-Côte d'Azur (18,83%) et Nord (7,83%). Huit villes sur près d'une centaine hébergeaient à elles seules les deux tiers de la population recensée des bidonvilles. C'étaient : Champigny 14 025 personnes, Nanterre 9 737, Saint-Denis 4 803, La Courneuve 2 355, Gennevilliers 2 292, Marseille 7 806, Lille 3 800 et Toulon 2 203 personnes. Les nationalités se répartissaient ainsi : Français 20%, Nord-Africains 42%, Espagnols 5,5%, Portugais 20,6% ; le restant étant composé d'Africains, de Yougoslaves, etc.



- A. Bidonville de la rue des Prés**
- B. Cité de transit «André-Doucet»**
- C. Cité de transit «Gutenberg»**
- D. Zone pavillonnaire**
- E. Logements HLM**
- F. Logements et caserne des gardes mobiles**

pp. 25-26

Hivers 1948, 1949. Des algériens meurent de froid sous les ponts de la Seine ou couchés contre les grilles d'aération du métro sur les trottoirs parisiens.

Marseille. 1951. Les Algériens vivent enfouis dans le sol des vestiges abandonnés du « mur de la Méditerranée » construit par les Allemands, Blockhaus, casemates. chemins d'accès creusés à deux mètres de profondeur, boyaux descendant aux souterrains : c'est le toit réservé aux Algériennes et à leurs bébés. Au pied des grues portuaires, les hommes dorment sur les quais encombrés de ballots et de marchandises. Dans la plaine de Nanterre, d'autres Algériens se cachent pour ne pas être chassés. Se terrent dans des trous : souterrains de champignonnières dont le sol est truffé. Enterrés. Ce sont les ouvriers des grosses entreprises de Nanterre : Papeteries de la Seine, Simca, Entrepôt des Tabacs, Cémentation. Les premières familles s'installent début 1951. La presse parle de « tanières » où se serrent des humains. Un journal fait le rapprochement entre ces terriers et les abris de DCA servant, pendant la guerre, à protéger les pièces d'artillerie.

Janvier 1952, à l'état embryonnaire, le bidonville de la rue de la Garenne, dit « La Folie », du nom du quartier commence à vivre. Plusieurs Algériennes avec de très jeunes enfants s'abritent entre caisses de récupération et vieux bidons. Sur le territoire de la commune de Nanterre, dès 1953, plus de 2000 Algériens, Marocains et Tunisiens se réfugient dans six bidonvilles. Et 350 d'entre eux ont déjà élu domicile à La Folie. Tout près de là, l'espace appelé « le bidonville du Petit-Nanterre », à la limite de la commune de Colombes, englobe une demi-douzaine de bidonvilles qui, avec leurs extensions, finiront par s'imbriquer les unes dans les autres. En 1954, plus de 1000 ouvriers y sont recensés.

Les bidonvilles prolifèrent. S'étendent démesurément. De rares articles de presse comparent ces abris à ceux des faubourgs de Calcutta.

p. 46 - 12 octobre - 23 décembre

Dans un vieux wagon, je crée une coopérative de matériaux où les familles peuvent venir chercher sacs de ciment et de plâtre, briques creuses et parpaings à très bas prix. C'est également un dépôt d'outils que chacun peut emprunter et le lieu de fabrication de panneaux ouvrants, imitations très sommaire de fenêtres.

p. 82 - 7 août

Sous les tôles des cabanes : chaleur torride. Suffocante. Intenable. La ferraille des voitures est comme chauffée à blanc. Un four. La soeur Léopold s'inquiète énormément de la déshydratation de nombreux bébés. Dans l'allée principale, plusieurs femmes d'une équipe médico-sociale itinérante (EMS), en uniforme militaire, distribuent des chaussures, des bonbons aux enfants. Leur mission, ici en France, est de patrouiller dans les bidonvilles de Nanterre et de Colombes pour convaincre les Algériennes, sous couvert d'aide sociale, de se rendre dans les locaux du SAT. C'est la pacification... De plus, ces équipes cherchent, par l'intermédiaire des familles avec lesquelles elles tentent d'entrer en contact, de s'infiltrer dans le quartier des ouvriers. En se déplaçant, elles s'approchent de plus en plus de leur zone. Mais, devant la froideur de la population, elles ne s'aventureront plus jamais aux abords des mesures.

pp. 108-109 - 4 mars

Au début de l'implantation de cette vaste étendue de cabanes, pendant plusieurs années, les services officiels ont reconnu l'adresse de La Folie. Portant des numéros de la rue de la Garenne : cartes d'identité, livrets de famille étaient établis. Désormais, les autorités déclarent cette adresse inexistante et refusent pour cette raison de délivrer des cartes de séjour — aux femmes seulement. Les Marocaines vont vivre clandestinement,

ne renouvelant plus leurs papiers ou, le plus souvent, demandant à un compatriote, tenancier d'hôtel meublé, de leur faire une fausse attestation de domicile.

Noûra, Berbère des massifs montagneux du Rif, se voit proroger sa carte provisoire de séjour, de trois mois en trois mois, après moult supplications et difficultés chaque fois qu'elle se rend à la préfecture de Police. Puis, c'est le refus catégorique. Les fonctionnaires prétextent : « il faut habiter dans une maison en briques et non en bois. Le bidonville, c'est sale et la baraque est trop petite pour les neuf personnes que vous êtes ! » Noûra est en larmes. Les plus jeunes de ses enfants ne comprennent pas pourquoi. Ils se serrent contre sa longue robe toute fleurie. La direction de la Sûreté nationale fixe son départ au 6 avril. Au besoin par la force publique. Motif inscrit sur le récépissé provisoire : « Loge en bidonville. » Son mari est autorisé à rester.

Aussi, l'expulsion du territoire de Noûra, la femme de Rachid le Rifain, et de ses sept enfants, dont le dernier-né est un bébé de huit mois, va causer une très vive émotion à La Folie. Une crainte énorme va s'installer chez les Marocaines. Même chez celles, la majorité, qui sont en règle. Elles ne vont plus oser séjourner dans leur pays. Revoir leurs parents. Trop d'appréhension de ne plus pouvoir revenir. D'être définitivement séparées de leurs enfants puisqu'elles doivent fournir, au passage à la frontière, l'adresse du bidonville. Elles vont se cacher au fond de leurs cabanes.

Néanmoins, autour de la famille de Rachid le Rifain, une immense solidarité se développe. Elle les soutient. Les sauve. Les hommes réfléchissent, imaginent que Rachid pourrait peut-être trouver un infâme taudis. Une pièce. En payant ce qu'on appelle par euphémisme « la clef », c'est-à-dire le dessous-de-table exigé par des propriétaires français pour prétendre à une location. Pratique alors généralisée qui, seule, permet de trouver un logement locatif dans le prive. Toutefois ce pot-de-vin est inabordable pour un salaire de manoeuvre ou d'ouvrier spécialisé.

p. 117 - 6 avril

Trois agents ont déchiré et jeté à tous vents les papiers officiels de Yâssîn. Brigitte Gall, assistante sociale du SSFNA (Service social familial nord-africain), passe au commissariat de Nanterre pour lui faire établir une nouvelle carte d'identité. Sinon, il risque d'être interné à Vincennes avec le danger d'être renvoyé en Algérie, voire balancé dans la mer du haut d'un avion avant son atterrissage. Le brigadier assure : « C'est interdit de la refaire. L'adresse de La Folie n'en est pas une. Le bidonville, ça n'existe pas. »

p. 146 - 11 août

Maintenant, à trois boyaux de chez Boû Salâh, les casseurs détruisent une autre baraque. C'est la maison d'un Marocain, maçon-boiseur. Les agents-recruteurs de l'administration française sont allés le chercher dans son pays pour qu'il vienne bosser dans le nôtre. Contrat de travail légal en poche, papiers nécessaires en règle, il atterrit à La Folie comme tous ceux de ses compatriotes peuplant le bidonville. Les HLM refusent de loger sa famille. Hassân, qui construit à longueur d'année des immeubles pour les Français, bâtitait sur le bidonville une pièce confortable pour ses enfants. A présent, c'est un tas de cailloux. A Casablanca, sa femme et ses deux bambins habitent le bidonville des Carrières centrales. Ils arrivent dans six jours. Ce sont des Chleuh : berbères du sud d'Agadir, nés dans une bourgade située aux portes du désert.

Dans un autre endroit, un Algérien dépose trois sacs de ciment pour réparer le sol de sa cahute, Passant dans la venelle, un policier de la brigade, en bleu d'ouvrier et arrache-clous en main, crève les sacs empilés devant la porte. La poudre grise glisse, se répand dans la caillasse.

Situation

« Pour le plus grand profit de quelques propriétaires, de misérables foyers pour travailleurs étrangers prennent peu à peu la relève des bidonvilles », Michele Andreani, *Le Monde*, 7 janvier 1970, pp.1 et 25.

Pour le plus grand profit de quelques propriétaires

De misérables « foyers » pour travailleurs étrangers prennent peu à peu la relève des bidonvilles

« Vous payez combien ici ? » Le visage se ferme. Les yeux se perdent dans la vague. La réponse ne se fait pas attendre : « No comprendre... Je ne parle pas français. Je n'habite pas ici. Je viens voir un ami... » D'expérience, Arabes, Africains, Portugais savent qu'ils ont peu de chances de sortir de leur taudis. Aussi accueillent-ils avec réticence les « étrangers » : qu'on les laisse se débrouiller seuls, qu'on cesse de les harceler avec de bonnes intentions envahissantes et inutiles.

Pendant l'occupation, les communes de la proche banlieue ont hérité de la population de la « zone » nettoyée sur l'ordre des Allemands, inquiets des activités de ce petit peuple vivant d'expédients. Les taudis se sont multipliés à cette époque. À la libération, les travailleurs algériens commencèrent à arriver en nombre. Ils logeaient pour la plupart dans des hôtels minables, mais autorisés et contrôlés. Les bidonvilles ont, eux, commencé à apparaître au moment de la guerre d'Algérie. Leur développement mit en évidence les conditions de vie sordides de leurs habitants et provoqua une campagne de presse et l'indignation de l'opinion publique. La loi Debré, en 1965, a permis de résorber un certain nombre d'entre eux. Mais, depuis, s'est développée une autre forme de ces cités de misère : le « bidonville vertical », exploité par des « négriers », les « marchands de sommeil ».

Verrue monstrueuse, le bidonville « traditionnel » était bien visible. Ce

Le Monde diplomatique
du mois de janvier
est paru
En vente dans les kiosques

Par MICHELE ANDREANI

n'est pas le cas du bidonville « vertical » : c'est généralement un pavillon un peu plus délabré que les maisons voisines. L'attention peut cependant être attirée par les fenêtres, toujours closes, condamnées par les lits placés devant. On ne découvre souvent leur présence que sur plainte de voisins, agacés par les allées et venues incessantes de trop nombreux locataires.

Si la loi Debré a facilité la destruction des bidonvilles « traditionnels », il est plus difficile, en revanche, de s'opposer à la transformation de pavillons et de masures en dortoirs clandestins. La loi protège, en effet, la propriété privée. Il faut donc employer des procédures détournées pour obtenir l'évacuation des occupants. Deux armes légales sont principalement à la disposition des municipalités : demander aux services départementaux un arrêté d'interdiction d'habiter pour infraction au code de la santé publique ou infraction au code d'urbanisme pour transformation d'un immeuble d'habitation en garni. Mais ces procédures sont longues et finalement inefficaces si l'on ne peut pas assurer le logement des habitants. L'arrêté d'interdiction d'habiter est donc souvent assorti d'une clause indi-

Si la géographie des taudis de la région parisienne n'a pas varié depuis un siècle, les propriétaires de masures, de sordides pavillons de la banlieue industrielle du nord et de l'est ont su en revanche en faire un moyen lucratif d'exploiter la misère des travailleurs étrangers. Les mêmes noms reviennent souvent : Gennevilliers, Saint-Ouen, Aubervilliers, Montreuil-sous-Bois, Saint-Denis. Une liste qui n'est toutefois pas limitative.

départ des occupants. Il permet toutefois de contrôler qu'un lit inoccupé à la suite d'un départ ne sera pas immédiatement reloué. L'infraction au code d'urbanisme est punie par des amendes allant jusqu'à 150 000 francs. Répétées, elles peuvent décourager le propriétaire, qui n'aurait plus intérêt à louer.

(Lire la suite page 25, 4^e col.)

Après la mort de cinq Africains à Aubervilliers

M. MITTERRAND : il faut ouvrir le dossier des « bidonvilles ».

Dans une question orale avec débat qu'il a adressée au ministre de l'intérieur, M. François Mitterrand, député non inscrit de la Nièvre, s'inquiète de la situation des travailleurs étrangers en France. Se référant aux « récents et dramatiques accidents », il demande au ministre l'ouverture du « dossier des bidonvilles » et des « foyers » de toute espèce, qui prolifèrent dans les grandes communautés urbaines », et souhaite que « l'Assemblée nationale soit informée des mesures urgentes prévues par le gouvernement, afin de remédier à un tragique état de choses ».

OBJECTIF 1972 : contre les « brimades » infligées aux travailleurs africains.

Le groupe Objectif 1972, animé par M. Robert Buron avait organisé l'hiver dernier un meeting de protestation contre les conditions d'accueil réservées en France aux travailleurs étrangers. Après le drame d'Aubervilliers, il renouvelle ses appels aux pouvoirs publics et s'élève « contre les brimades infligées aux Sénégalais, Mauritanien et Maliens dans des centres d'hébergement de la région parisienne. « La France, déclare Objectif 1972, a un devoir à remplir vis-à-vis des travailleurs immigrés : leur force de travail nous est indispensable ; ils ont droit à des conditions d'accueil décentes. »

LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME : une forme moderne de la traite des nègres.

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) fait état dans un communiqué du drame récent du foyer d'Aubervilliers, au cours duquel cinq ouvriers d'origine africaine ont péri intoxiqués par un feu de bois qu'ils avaient allumé pour se chauffer (le Monde du 4-5 janvier)

« Le M.R.A.P. s'indigne, déclare le communiqué, contre les conditions inhumaines de logement réservées à ces travailleurs étrangers, qui, au mépris des plus élémentaires consignes d'hygiène et de sécurité, sont parqués et traités comme du bétail. Il dénonce cette forme moderne de la traite des nègres, qui n'enferme plus les esclaves à fond de cale, mais les cantonne, aujourd'hui, dans des caves sordides baptisées foyers. »

● La Banque de l'entreprise, établissement bancaire qui vient de procéder récemment à une augmentation de son capital de 5 à 6,2 millions de francs, a porté les effectifs de son conseil d'administration de cinq à douze membres. Parmi les nouveaux administrateurs figurent M. Jean Clouet, délégué général de la Fédération nationale des travaux publics, et M. Philippe Clément, vice-président du Syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux publics de France.

« Pour le plus grand profit de quelques propriétaires, de misérables foyers pour travailleurs étrangers prennent peu à peu la relève des bidonvilles », Michele Andreani, *Le Monde*, 7 janvier 1970, p.25.

De misérables « foyers » pour travailleurs étrangers prennent peu à peu la relève des bidonvilles

(Suite de la première page.)

Mais qui sont ces propriétaires, ces « négriers » ? Tous semblent avoir un dénominateur commun : la bonne conscience. Noirs, Algériens, Portugais, Français, ils sont souvent de « braves gens » sans commune mesure avec les « racketteurs » de la Mafia. Il y a cependant quelques professionnels qui exploitent le plus souvent leurs compatriotes.

Quarante à cent locataires dans un pavillon

Les frères T..., Maliens d'origine, semblent pratiquer leur négoce à une grande échelle, achetant des pavillons dans toute la région parisienne, les revendant, dès que la situation devient trop difficile, pour recommencer ailleurs. Pour leur part, ils vivent dans le seizième arrondissement de Paris. S'ils louent leur appartement, il ne doit pas leur coûter ce que rapporte un minuscule pavillon de banlieue. Le calcul est simple : les lits sont loués entre 70 et 100 francs par mois. On peut faire entrer entre quarante et cent personnes dans un pavillon moyen.

Certains taudis sont baptisés pompeusement « foyer ». C'est le cas des « Centres d'hébergement des travailleurs africains du département (75) », dont le gérant est un Mauritanien au domicile inconnu. Il gère deux « foyers », l'un à Paris, l'autre à Saint-Ouen. Là, trente-huit Sénégalais et Mauritanien se partagent un pavillon d'un étage. Le rez-de-chaussée était occupé par une teinturerie. Dix lits en fer superposés sont installés dans l'ancienne boutique. À l'étage, les chambres. Dans l'une d'elles, de 3 m. 80 sur 3 mètres, huit lits superposés. Deux condamnent la fenêtre. Unique aération, la porte. Un poêle à butane touche le coin d'un lit. À côté, une pièce de 2 m. 50 sur 2 m. 50 : quatre lits seulement ont pu y être installés. Droit d'entrée : 150 F. Loyer 70 F. Mais les caves ne sont pas occupées comme c'est quelquefois le cas dans ces « foyers ».

De plus, ce pavillon n'est finalement pas le seul dans la mesure où il est doté du chauffage, qu'il dispose d'un chauffe-eau et même du téléphone. Seulement, les locataires doivent parfois se cotiser pour payer l'eau et l'électricité à la place du gérant « distrait ».

La municipalité de Saint-Ouen a dénombré une quinzaine de garnis clandestins abritant entre trois cent cinquante et quatre cents personnes. Caves, combles, baraquements au fond des cours, tout est utilisé. Un des plus sinistres a été vidé à mort. Une vingtaine de lits s'encastrent les uns dans les autres dans une remise aux murs suintants. Toujours les mêmes lits de fer peints en gris, les couvertures trouées isolant tant bien que mal ceux qui dorment. Un poêle rouillé donne une chaleur qui rend encore plus suffocante l'atmosphère raréfiée par l'absence d'ouverture. On s'étonne de trouver des hommes propres, aux chemises blanches impeccables lorsqu'on apprend qu'il existe un unique point d'eau.

La bonne conscience

Quelques-uns acceptent de parler. Beaucoup sont là parce qu'ils ne peuvent pas trouver de place dans des foyers véritables. Un Sénégalais de vingt-cinq ans vient de se marier dans son pays. Il veut y retourner après avoir fait des économies pour y ouvrir un petit commerce. Oui, il envoie de l'argent à sa famille ;

oui, il a besoin d'économiser de l'argent. Mais il est capable de payer le prix moyen d'un loyer en foyer entre 140 F et 160 F par mois. Les 180 F demandés pour une chambre individuelle lui semblent un peu lourds.

À le suivre dans ses pérégrinations de service social en ambassade, d'ambassade en ministère, on pense au désarroi du jeune Mauritanien arrivé depuis deux jours en France et qui se terre au fond de son lit. Comme la plupart, il est arrivé avec une vilaine valise en carton, quelques mots de français et une adresse qu'il ne peut pas lire griffonnée sur un morceau de papier. Elle lui a été donnée par un habitant de son village qui avait séjourné là.

Dans ces « foyers » clandestins, les locataires se sont organisés. Il y a toujours une personne chargée des relations avec le gérant et de lui remettre les loyers. La vie en commun est de règle. Le jeune sans travail est pris en charge par la communauté qui le nourrit, l'habille et lui donne un peu d'argent de poche. Il fera de même quand il aura trouvé du travail. Les chômeurs, les malades, ne sont pas abandonnés. Très souvent, ils sont originaires d'un même pays, voire d'une même région. C'est pourquoi ils demandent à être réunis dans un même foyer quand ils sont relégués.

« Ils » ne veulent pas s'adapter ; « ils » ne sont pas gênés par des conditions de vie médiocres ; « ils » ne veulent pas payer de loyer ; « ils » ne cherchent pas de travail ; « ils » ne sont pas capables de vivre dans un logement moderne... toutes réflexions qui donnent bonne conscience. Pourtant, les faits sont là : beaucoup se déclarent prêts à payer un petit loyer. A Montreuil, lors de la construction des foyers, 80 % des locataires des taudis ont accepté d'y être relégués.

« Chambres » pour célibataires

À Saint-Ouen, les Portugais sont nombreux. Presque toujours, ils sont exploités par des compatriotes. L'un d'eux, propriétaire d'un petit pavillon au fond d'une cour, a amélioré

son ordinaire en aménageant sa cave et les combles. Dans la cave hâtivement repeinte en jaune vif, une série de « chambres » pour célibataires. Deux lits par pièce. 100 F par mois.

Dans les combles, une famille. On y accède par une petite échelle de fer. La salle à manger-cuisine-chambre à coucher est chaude, mais on ne peut se tenir debout que devant la porte à cause de la pente du toit. Dans la « chambre » règne une humidité malsaine. Elle est presque totalement occupée par le lit des parents. Contre les murs, dans la partie la plus basse, les lits des cinq enfants. Loyer : 250 F par mois. Au tribunal, le propriétaire a déclaré qu'il logeait cette famille par charité. Un arrêté d'interdiction d'habiter a été rendu. Mais où reloger cette famille, plus difficile à « caser » qu'un célibataire ?

A Aulnay-sous-Bois s'est développée une forme originale de mini-bidonville. Des quartiers pavillonnaires presque cossus sont brusquement atteints par la lèpre : un pavillon est tombé entre les mains d'un « négrier ». Le processus est devenu classique : le jardin est bouché sur la rue par de hautes palissades et, derrière, on construit des cahutes. Les voisins mécontents alertent les pouvoirs publics. Mais il est toujours trop tard. Immédiatement habitées, les cabanes ne peuvent plus être démolies. La lèpre gagne alors les pavillons voisins. Ayant perdu de leur valeur, ils sont vendus à un autre « négrier » qui s'empresse de louer ces baraques au prix fort. La plupart de ces mini-bidonvilles sont habités par des Marocains ou des Algériens.

Toujours la même résignation, les mêmes réticences, l'absence de plainte. Certains attendent d'avoir quelque argent de côté pour suivre l'exemple de leur propriétaire. Puisqu'on ne peut pas sortir du système, à quoi bon garder toujours la place de la victime ?

On ne croit plus guère aux H.L.M. comme ce Marocain qui va de bidonville en bidonville depuis cinq ans. Il gagne 3.50 F de l'heure. Où peut-il trouver un logement à la mesure de ses ressources ? C'est le seul endroit où il peut avoir un lit pour 70 F par mois.

MICHELE ANDREANI.

II – Le bidonville de Massy et l'affaire Fonseca

Laurete Fonseca expulsée de France?, Comité de soutien à Laurete Fonseca, Secours Rouge 1971. Os portuguesas do bidonville protestam, Les portugais du bidonville de Massy. Lorete Fonseca de novo ameaçada de expulsão. (extrait).

LAURETE FONSECA expulsée de France ?

QUI EST LAURETE FONSECA ?

C'est une Portugaise habitant à MASSY depuis plus de trois ans. Elle a cinq enfants. Elle habite dans une résidence à MASSY.

LAURETE FONSECA EST EXPULSÉE DE FRANCE

Elle est convoquée devant une COMMISSION SPECIALE D'EXPULSION (ce n'est pas un tribunal, c'est une commission nommée par Marcellin). Cette commission siégera le 22 septembre à la Préfecture de l'Essonne à EVRY.

QUE REPROCHE-T-ON A LAURETE ?

Ce qu'on reproche à Laurete, c'est d'être l'amie de tous les habitants du bidonville portugais de Massy. Parce qu'elle connaît mieux les français que presque toutes les femmes et que beaucoup d'hommes du bidonville, elle les aide à remplir les papiers de Sécurité sociale, elle les aide à résister aux tracasseries administratives au Commissariat et à la Mairie, elle les aide à réclamer leur dû au patron qui refuse de payer. Parce qu'elle connaît bien les Portugais du bidonville, elle partage leurs problèmes. Elle s'est faite l'interprète de leurs revendications.

QUE SE PASSE-T-IL AU BIDONVILLE ?

Ce que réclament les Portugais de Massy, c'est d'être relogés à MASSY dans un programme de cent logements H.L.M. Pour obtenir qu'on arrête la démolition du bidonville AVANT la construction des logements promis, pour obtenir l'arrêt des pressions et des menaces, les Portugais du bidonville ont fait, en mars 1971, une manifestation devant la mairie de MASSY. Ils ont gagné : le maire adjoint a signé une déclaration prescrivant l'arrêt des menaces et des démolitions, la remise en état du bidonville, et promettant des logements à MASSY. Cependant, à nouveau, fin août et début septembre, les manœuvres d'intimidation ont recommencé.

En janvier 1970, devant l'indignation soulevée par la mort de 5 travailleurs africains à Aubervilliers, CHABAN-DELMAS a lancé son plan de « résorption des bidonvilles ». Peu lui importe ce que deviennent les habitants des bidonvilles détruits. Les uns sont relogés à des loyers exorbitants, les autres sont envoyés loin de leur travail, d'autres viennent grossir d'autres bidonvilles.

LES NOUVELLES DIRECTIVES DE CHABAN-DELMAS CONSTITUENT UNE NOUVELLE MENACE :

- Par la destruction des bidonvilles sans relogement sur place, on cherche à disperser les travailleurs émigrés ;
- Par les expulsions, on veut les empêcher de s'unir et de s'organiser.

Nous ne laisserons pas expulser Laurete Fonseca

**Tous à la Manifestation
Mardi 21 septembre, à 18 h. 30
à la gare des Baconnets (Ligne de Sceaux)**

Comité de soutien à Laurete FONSECA
SECOURS ROUGE.

Imprimerie ABEXPRESS.

OS PORTUGUESES DO BIDONVILLE

PROTESTAM

Nós os portugueses de Massy estamos de acordo e juntos para que não nos deixem levar pela Bêta e pela polícia, e opoem-nos que sejam expulsados de França trabalhadores portugueses que lutam pelos seus direitos.

Porque nós resistimos a ficar no bidonville e porque lutamos pelos nossos direitos de alojamento é que camaradas portugueses receberam avisos de expulsão.

Um português é um homem como os outros, paga os seus direitos se lhe exigirem: O português quer os direitos, não o trabalho.

Os portugueses não querem barracas, querem alojamentos próximo do trabalho, onde trabalhem desde há mais de 7 anos.

Somos ameaçados de expulsão, porque? Já Julião (antigo empregado da Oltara e responsável do bidonville) e outros camaradas dele, quiseram nos expulsar, nada conseguimos, nós passamo-los fora.

Quantas "gravatas" há na Oltara? quase centenas. E quantas "picaretas" há nas mãos dos estrangeiros?

Nós lutaremos até nos darem um bom alojamento à Massy-Villaine.

Nós os Portugueses do bidonville de Massy estamos juntos a todos os Portugueses de Villebon, Antony, Massy e não deixaremos expulsar de França homens ou mulheres, sem razão.

Nós devemos-nos ajudar em tudo e para tudo.

Os portugueses do Bidonville de Massy

LORETE FONSECA de novo ameaçada de expulsão



LORETE E CARLOS FONSECA NO BIDONVILLE DE MASSY

ARCHIVES GETAWAY

Avis affiché à l'entrée du bidonville de la route de Chilly à Massy, le 26 janvier 1971.

VILLE DE MASSY
(SESONNE)
MASSY, LE 26/1/71



SECRETARIAT
DE LA
MAIRIE
TÉL. 920 29-80

AVERTISSEMENT

OBJET :

Avis à la population du
bidonville de la route de Chilly

I) A n'êt des destructions de baraques
en full-doger pendant la mauvaise
saison.

II) Permise en état ds que le temps le
permettra ds chemins intérieurs.

III) A aucune pression ne sera faite
sur les familles qui désirent être relogés
à Massy, où elles seront relogés dans les HLM
qui leur sont réservées. De ce fait ces familles
ont le droit de demeurer au bidonville en
attendant le relogement.

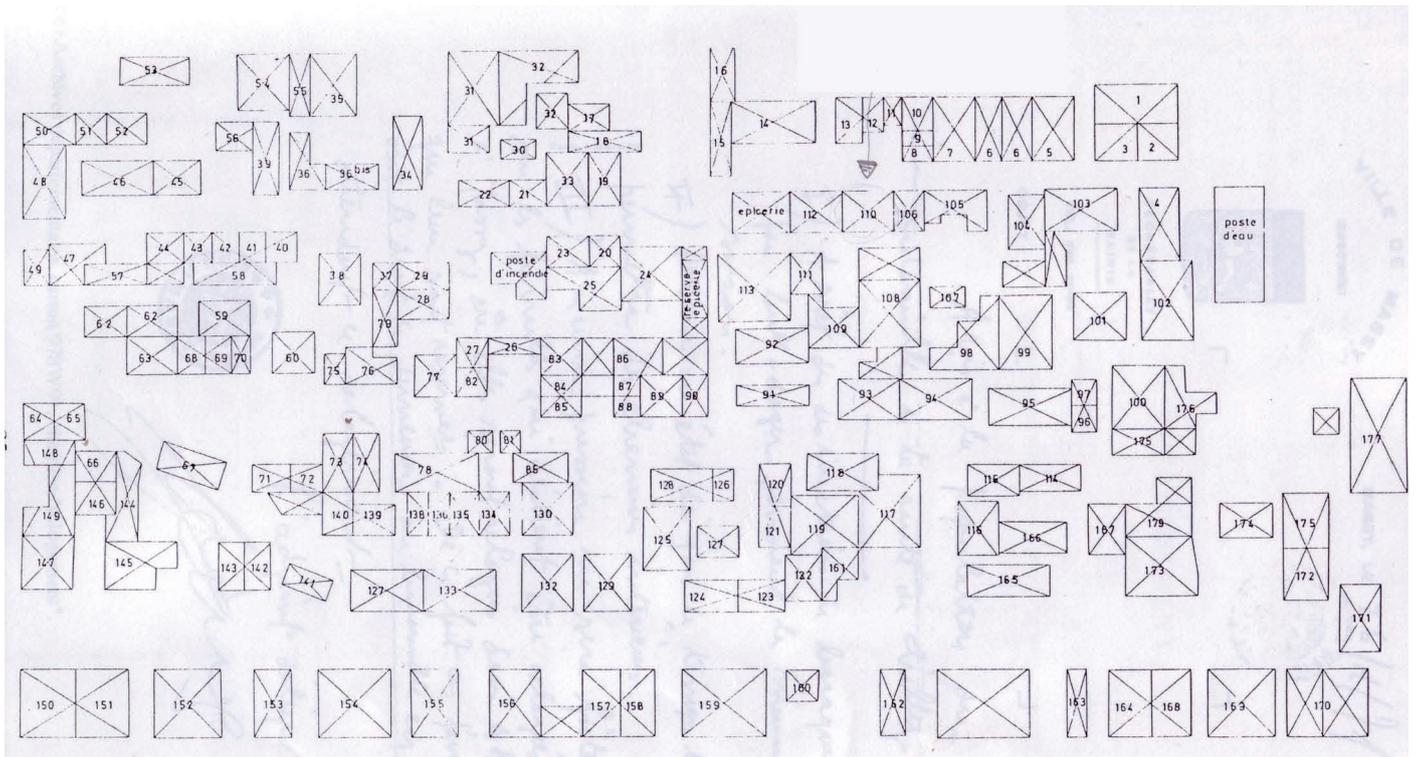
l'adjoint délégué



PH. LACROIX

Le bidonville de Massy et l'affaire Fonseca

Plan du «bidonville des Portugais» au 25 février 1970.



ARCHIVES GETAWAY

Travaille et tais-toi, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés de Massy, 15-09-1973. Avertissement, Préfecture de l'Essonne, 26 février 1971. Non à l'expulsion des immigrés, Comité de soutien à Lorete Fonseca, Section Psu Massy, UL CFDT, Commission CFDT Immigrés.

Association de Solidarité avec
Les Travailleurs Immigrés de Massy

Massy, le 15 - 9 - 1971

Travaille et tais-toi

C'est l'ordre que l'immigré reçoit dès son arrivée en France, à l'atelier, sur le chantier. S'il demande une explication, si sa tête ne revient pas, il sera licencié et remplacé par un autre, si heureux de prendre sa place!
Il se souviendra de cet ordre s'il veut faire valoir ses droits; Car se syndiquer c'est dangereux.
Pars et tais-toi, lui dira la police quand n'ayant pu se procurer de logement, il ne trouvera pour l'accueillir que le bidonville de ses frères. Et si, indigné par l'injustice qui l'entoure, il veut faire entendre sa voix, travaille et tais-toi ou pars, lui dira la Loi, tu n'es qu'un étranger.
A Conflans, les femmes portugaises habitant le bidonville sont soumises à une procédure d'expulsion depuis 1 an.
A villaine, une famille algérienne vivant en caravane, avec ses cinq enfants, installée sur un terrain de chantier a dû se retirer devant les menaces pressantes et réitérées de la police.
Prochainement, une mère de famille portugaise, Madame Fonseca sera-t-elle reconduite à la frontière parce qu'une commission administrative aura juré que ses activités privées sont dangereuses pour le pouvoir.
L' A.S.T.I de Massy dénonce la situation précaire faite aux travailleurs immigrés et lance un appel pour que soit respectée leur dignité, pour que des mesures soient prises en vue de leur accorder réellement le droit au travail, au logement, à la liberté d'expression.

COMITE DE SOUTIEN A LAURETE FONSECA - UNION LOCAL PSU DE MASSY
SECTION DE MASSY DU PSU - COMMISSION CFDT DES IMMIGRES

NON à l'EXPULSION des IMMIGRÉS

Laurete FONSECA a aidé ses compatriotes, les Portugais du bidonville de Massy, à se défendre contre toutes sortes de tracasseries administratives.

Elle les a défendus lorsqu'ils étaient victimes d'injustices. Avec eux, elle a refusé leurs conditions de vie dans leur bidonville, avec eux elle a revendiqué un logement à Massy.

Elle les a aidés à prendre conscience de leur condition actuelle et elle les a aidés à en sortir.

VOILA POURQUOI LAURETE FONSECA SE TROUVE MENACÉE
D'EXPULSION DE FRANCE

En janvier 70, devant l'indignation soulevée par la mort de 5 travailleurs immigrés à Aubervilliers, CHABAN DEIMAS a lancé son plan "résorption des bidonvilles". Peu lui importe ce que devient les habitants des bidonvilles détruits; les uns sont relogés à des loyers exorbitants, les autres sont envoyés loin de leur travail (beaucoup perdent leur emploi); d'autres encore viennent grossir de nouveaux bidonvilles.

C'est qui importe à CHABAN et à MARCELLIN, c'est de tenter d'empêcher la révolte des travailleurs immigrés face aux dures conditions de vie, de travail, qui leur sont faites. Les habitants des bidonvilles ne sont-ils pas eux aussi des travailleurs et dans leur majorité, les prolétaires du monde moderne. Parcequ'ils sont étrangers et immigrés, le Gouvernement exploite leur ignorance.

NOUS REFUSONS L'EXPULSION DE LAURETE FONSECA !

- Parce que cette mesure est une tentative d'intimidation à l'encontre des travailleurs immigrés de Massy;
- Parce que la répression qui s'abat aujourd'hui sur les immigrés, s'abattra demain sur tous les travailleurs;
- Parce que c'est une nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

PREFECTURE DE L'ESSONNE
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
3^e Bureau
ETRANGERS
DOSSIER N° E/1730.71
LA/AND

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVERTISSEMENT

Il est donné un sévère avertissement à la
ressortissante portugaise DA FONSECA née DE JESUS Lorette
née le 16 septembre 1936
à SAO SEBASTIANO (Portugal)
demeurant à MASSY 5 résidence du Parc

Pour le motif suivant: Ne respecte pas la stricte neutralité
politique qui s'impose aux étrangers résidant en FRANCE.

Cet étranger est avisé que, si sa conduite donnait lieu
à de nouvelles remarques défavorables elle pourrait faire l'objet d'une
mesure administrative.

P. AMPLIATION
Corbeil-Essonnes, le 26 FEV 1971
P. LE PREFET
4 Directeur de la Réglementation



Fait à CORBEIL-
ESSONNES, le 26 FEV 1971

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Signé : A. DELMAS

POUR La LIBERTÉ d'EXPRESSION et d'ORGANISATION des TRAVAILLEURS IMMIGRÉS Le MAINTIEN de L. FONSECA à MASSY

Tous à la

MANIFESTATION MARDI 21 à 18^h 15

GARE DES BACONNETS

Des délégations se rendront à la Préfecture de l'Essonne
à Evry, le mercredi 22 à 9 H 30 où se réunira la Commission
d'Expulsion devant laquelle est convoquée Laurete Fonseca.

Des cars partiront de la gare de Massy-Palaisseau à 8 H,
seront à la salle du fer n°1, à 8 H 15,

ARCHIVES GETAWAY

Travailleurs de Massy vous êtes concernés, Union Locale CFDT Massy, 19-09-1971. Non à l'expulsion de Laurete Fonseca, Comité de soutien à Laurette Fonseca. Pétition de soutien à Lorette Fonseca, 1971. Bidonvilles, première victoire: ce n'est qu'un début! Secours Rouge Massy.

CFDT (Union Locale de MASSY.) (Commission des IMMIGRÉS)

TRAVAILLEURS DE MASSY VOUS ÊTES CONCERNÉS

Depuis quelques jours, vous avez vu des affiches sur les murs de MASSY, qui demandent que soit rejetée la mesure d'expulsion qu'envisagent de prendre les pouvoirs publics, à l'encontre d'une immigrée portugaise habitant Massy : Laurette FONSECA, militante, mère de 5 enfants.

Les affiches, si elles alertent les travailleurs et la population sur une nouvelle atteinte à la liberté d'expression, ne sont pas suffisantes pour empêcher une décision arbitraire qui frapperait une militante immigrée dans sa liberté d'action et d'organisation avec ses camarades du bidonville de Massy.

TOUS LES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES DE MASSY SONT CONCERNÉS PAR CETTE

NOUVELLE ATTEINTE AUX LIBERTÉS LES PLUS FONDAMENTALES :

- Echanger, dialoguer avec ses camarades,
- S'informer pour dominer les tracasseries de la vie quotidienne, ce qui pour les travailleurs immigrés, prend une dimension toute particulière
- S'organiser pour se défendre mais aussi s'exprimer, réfléchir et décider ensemble les formes d'action qu'impose la situation qui est celle des travailleurs immigrés en France, de nos jours.

SOUUCIEUX DANS LES ENTREPRISES DE LUTTER

POUR LA DÉFENSE DES DROITS DURÉMENT ACQUIS ET POUR LEUR EXTENSION, les travailleurs doivent être solidaires de ce cas qui, si près de nous, ne saurait nous laisser indifférents.

PAR L'ACTION DE TOUS LES TRAVAILLEURS IL EST POSSIBLE DE FAIRE ÉCART À CETTE MENACE D'EXPULSION.

COMME LE DEMANDE LA CFDT ET LA CGT DANS LEUR DÉCLARATION COMMUNE DU 7/9/71 IL EST POSSIBLE PAR LA LUTTE D'OBTENIR L'EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX : DROITS DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS.

L'UNION LOCALE CFDT DE MASSY, APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS à être vigilants pour qu'aucune liberté ne soit remise en cause dans leur entreprise, et leur demande de VENIR NOMBREUX MANIFESTER LE MÉRREDI 21 SEPTEMBRE 1971 A 18H15 A LA GARE DES BACONNETS.

Nous invitons chaque entreprise à organiser des délégations qui porteront lettres et pétitions, MÉRREDI 22 SEPTEMBRE 1971, AVANT 9H30 à la Préfecture de l'Essonne à EVRY.

Texte de la pétition de 1971

Qui est Lorette FONSECA ?

Lorette FONSECA est notre amie. C'est une portugaise habitant à MASSY depuis plus de trois ans. Elle a cinq enfants. Elle habite dans une résidence de Massy. Elle est l'amie de tous les Portugais du bidonville de la route de Chilly.

Parce qu'elle connaît mieux le français que presque toutes les femmes et que beaucoup d'hommes du bidonville, elle les aide à remplir les papiers de Sécurité Sociale, à faire les démarches administratives au commissariat (pour obtenir les papiers : cartes de séjour, cartes de travail) à la mairie (inscription des enfants à l'école).

Parce qu'elle connaît bien les Portugais du bidonville, elle part leurs problèmes. Elle était à la mairie à leur côté lorsqu'ils ont été tout ensemble réclamer les logements que la municipalité leur avait promis à M.

Pour tout ce qu'elle a fait, nous estimons Lorette FONSECA.

Le vendredi 3 Septembre, elle a reçu un avis d'expulsion du territoire français. NOUS NE LAISSERONS PAS EXPULSER LORETTE FONSECA !

Nous avons quelques jours pour agir pour empêcher cela : Lorette FONSECA est convoquée le 22 Septembre à la préfecture de l'Essonne pour comparaître devant la commission d'expulsion.

Signez la pétition ! Envoyez des lettres à la sous-préfecture de PALAISEAU ou à la préfecture d'EVRY ! Déposez vos témoignages !

Comité de Soutien à Lorette FONSECA

LAURETTE NON A L'EXPULSION DE FONSECA

PERMANENCE 18-21"

EGLISE S'PAUL
près du centre commercial Paris-sud
MASSY

comité de soutien à Laurete Fonseca.
Imp. Spéc. Massy.

BIDONVILLE, PREMIERE VICTOIRE: CE N'EST QU'UN DEBUT!

La mairie de Massy, en application du plan Chaban, veut raser le plus rapidement possible le bidonville portugais (route de Chilly); pour cela, elle a porté les familles à Grigny.

Les portugais refusent de partir; pourquoi?

--la mairie a promis 100 Hm² à Massy pour les portugais (Informations municipales n° 41, nov. 70). Rien n'a encore été construit!

--pour les portugais qui travaillent à Massy et qui sont logés à Grigny, il y a deux solutions: ou bien au moins 3h. de transport par jour avec 80P de dépenses par mois; ou bien, abandonner son emploi à Massy, et se reconstruire sur les chantiers de Grigny, en étant décaissé (un wagon qui gagnait 1400 F par mois à Massy, est employé à Grigny comme terrassier pour 1000 F par mois et 60 à 40 travail par semaine).

--ceux qui travaillent en équipe de nuit perdent leur travail car il n'y a pas de transport après 20h. entre Massy et Grigny; mais le plus grand des soucis de famille qui sont souvent scindés de ménage chez plusieurs employeurs à Massy, ne trouvent pas d'emploi à Grigny.

Les portugais ne ont marre d'être traités comme des bêtes que l'on change d'enclos; ils en ont marre de voir un bulldozer, venu pour détruire les baraques inhabitées, transformer le bidonville en un bourbier dangereux en le rendant invivable; la mairie espère ainsi faire céder les portugais qui refusent d'être logés à Grigny. Toutes les méthodes sont bonnes pour les obliger à partir: chantage à l'expulsion au Portugal, menace de faire intervenir la gendarmerie... C'est pourquoi les portugais ont décidé de se rendre à la mairie pour faire entendre leurs revendications.

Mardi 26 Janvier, à 10h, 150 manifestants (30 portugais, des membres du Secours Rouge de Massy, des lycéens, des étudiants et personnel de la faculté des Sciences d'ORSAY) envahissent le bureau de l'adjoint au maire, Millay; celui-ci se cantonne dans de 7. Mes promesses et au bout d'une demi heure, tente de forcer le passage avec l'aide de filles en civil; mais la détermination des manifestants le fait renoncer; il comprend que les camarades sont prêts à le déguerpir jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction; après 1h. de discussion serrée, il lâche le morceau: il engage par écrit (voir au verso) avec l'accord du maire, après avoir désavoué son collaborateur du bureau de la main d'œuvre qui avait organisé des pressions sur les portugais.

De toute cette action, nous avons tiré plusieurs conclusions:
--c'est l'action de masse et la présence des portugais qui ont permis le succès.
--la 3^e d'occupation ont fait plus que toute autre mesure ou action.
--ce n'est qu'un début car portugais et français doivent veiller à la réalisation concrète des engagements de la mairie (les travaux promis n'ont pas encore été entrepris)

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET FRANÇAIS, TOUS UNIS: LA LUTTE FAIT

Terminerie Spéciale, Casier
rue de Santouil, Paris, Vème

Secours Rouge de Massy

III - Dépêches APL - 1971

Dépêches A.P.L. (Agence de Presse Libération), 1971, mobilisation autour de Laurette Fonseca à Massy.

7 septembre 1971



6 SEPTEMBRE- MASSY: DE NOMBREUSES PROTESTATIONS AU SUJET DE L'EXPULSION DE LAURETTE FONSECA

Laurette FONSECA, mère de cinq enfants, et de nationalité portugaise a reçu le 3 septembre un avis à comparaître devant la commission d'expulsion de l'Essonne. Dès que cette nouvelle a été connue, un Comité de Soutien s'est constitué, avec la participation du Pasteur René CRUSE. Le Comité de Soutien a fait circuler dans MASSY une pétition réclamant le report de la mesure d'expulsion, si elle doit être prise. En deux jours, la pétition a déjà recueilli plus de 400 signatures.

Dans la soirée du 6 septembre, un tract était également distribué dans les rues de MASSY. Ce tract, appelant à signer la pétition pour Laurette FONSECA, explique les raisons de son expulsion:

"Vous avez sans doute déjà aidé des amis, des voisins à remplir des papiers. Or, c'est exactement ce que fait Laurette FONSECA: parce qu'elle connaît mieux le français que presque toutes les femmes et que beaucoup d'hommes du bidonville portugais, elle les aide à remplir les papiers de Sécurité Sociale, à faire les démarches administratives au Commissariat (pour obtenir les papiers: carte de séjour, carte de travail), et à la mairie (inscription des enfants à l'école).

"Parce qu'elle connaît bien les Portugais du bidonville, elle partage leurs problèmes: elle était à leurs côtés à la mairie lorsqu'ils ont été tous ensemble réclamer les logements que la municipalité leur avait promis à MASSY.

"Et c'est pour cela qu'on veut l'expulser. Il est vrai que toutes les expulsions sont politiques. Mais aider des travailleurs immigrés dans leur vie de tous les jours, et surtout quand on est soi-même immigré, c'est un acte politique qui attire la répression".

21 septembre 1971

MASSY - DEPUIS 2 ANS, LAURETTE FONSECA PREND LA DEFENSE DES HABITANTS DU BIDONVILLE.

En 1969, les portugais se révoltent contre JULIEN, responsable du bidonville à la mairie de MASSY. La police intervient: elle est chassée du bidonville par les femmes portugaises. Et la mairie décide de licencier JULIEN. Laurette FONSECA prend une part importante dans cette mobilisation. Dès la fin de l'année, ses successeurs, FOIN et MOLLECOU, tentent de reprendre en main le bidonville.

Pendant le même temps, un groupe de français arrache un local à la mairie, dans le bidonville (la baraque des pompiers), où se déroulent des cours d'alphabétisation et des discussions. On y joue aux cartes, on écoute de la musique. Ce local est ouvert aux enfants le jeudi et le samedi après-midi. Il sert également de base à toute une action d'aide sociale à laquelle participe Laurette FONSECA: remplir les papiers, accompagner les portugais à la mairie et au commissariat, chez le médecin, au planning familial...

En novembre 70, la mairie de MASSY décide de résorber le bidonville pour le printemps 71, et de déporter les gens à GRIGNY, à STE GENEVIEVE DES BOIS. Les convocations sont assorties de menaces et de chantages de toutes sortes. Mais beaucoup de portugais refusent de partir... Au fur et à mesure des déménagements, la mairie détruit les baraques vides.

Mi-janvier: le SECOURS ROUGE organise une campagne à MASSY sur le thème: Halte à la déportation des portugais, relogement à MASSY. Fin février, début mars, les portugais décident de nettoyer le bidonville: pendant trois dimanches de suite, un chantier est organisé, une délégation de français et de portugais va réclamer au maire le gravier promis depuis longtemps. Finalement, la mairie envoie du sable: ce n'est pas la qualité espérée.

Au cours du chantier, le bulldozer réapparaît et recommence à détruire. Pour répondre à cette agression, les portugais et les militants du Secours Rouge décident d'aller demander des comptes au maire.

Le bulldozer ne réapparaîtra pas. Laurette FONSECA est convoquée pour s'être fait remarquer à la mairie. Son mari est également menacé d'expulsion pour non-respect de la neutralité politique. Mais l'action se poursuit: travail d'alphabétisation, aide sociale; la résistance aux menaces de la mairie continue, et de nombreux portugais refusent de partir.

Les portugais du bidonville ont ainsi appris à se défendre et à se battre. Mairie et Préfecture ont donc décidé de frapper certains des animateurs. Laurette FONSECA fait partie de la première charrette..

Dépêches APL - 1971

Dépêches A.P.L. (Agence de Presse Libération), 1971, mobilisation autour de Laurete Fonseca à Massy.

22 septembre 1971

ESSONNE - MANIFESTATIONS DE SOUTIEN A LAURETE FONSECA

Le Comité de soutien à Laurete FONSECA, l'Union départementale locale CFDT de l'ESSONNE, la fédération PSU de l'ESSONNE, la commission CFDT des immigrés soulignent la réussite de la manifestation qui, le 21 septembre à 19 h 30, à MASSY, a conduit les travailleurs et la population à exprimer l'opposition à la menace arbitraire d'expulsion qui pesait sur Mme Laurete FONSECA, portugaise, mère de 5 enfants. Environ 1500 personnes ont défilé calmement de la gare des BACONNETS au Centre Commercial.

Aujourd'hui, une assistance nombreuse a accompagné Laurete FONSECA, à 9 h 30, devant la préfecture de l'ESSONNE, où siégeait la commission administrative d'expulsion. Une délégation, composée d'un représentant du Comité de soutien à Laurete FONSECA, du secrétaire fédéral du PSU de l'ESSONNE, du secrétaire de l'union départementale CFDT-ESSONNE et de Michel ROCARD, député, secrétaire national du PSU, a demandé à être reçue par le préfet, qui a opposé un refus catégorique à cette demande. "Le préfet ne reçoit que sur rendez-vous. Si vous voulez lui dire quelque chose, vous pouvez lui écrire!" leur a-t-on répondu en refermant les grilles de la préfecture.

Les organisations se sont indignées du refus du préfet de les recevoir. Elles ont appelé la population et les travailleurs à rester prêts à répondre à toute mesure qui pourrait être prise à l'encontre de Laurete FONSECA.

2 décembre 1971

MASSY (APL 2 DEC.) LAURETE FONSECA NE SERA PAS EXPULSEE

Samedi prochain 4 décembre aura lieu à MASSY, salle du 1er mai, un meeting sur le thème: "Les expulsions d'immigrés, et la condition des travailleurs immigrés en France". Ce meeting fait suite à la suspension de la décision d'expulser Laurete FONSECA, que le Ministère de l'Intérieur avait prise le 22 septembre dernier, et qu'il avait dû reconsidérer devant la solidarité autour d'elle.

Laurete FONSECA, de nationalité portugaise, dont le seul crime est d'avoir aidé ses compatriotes du bidonville de MASSY à régler leurs problèmes, est soumise à une sorte de chantage: tous les six mois, elle devra retirer à la préfecture de l'Essonne un récépissé l'autorisant à rester en France. Ce récépissé ne lui sera donné que dans la mesure où "elle se tient tranquille". Si au bout de deux ans "sa conduite est satisfaisante", l'arrêté d'expulsion sera annulé.

Dépêches A.P.L. (Agence de Presse Libération), 1971, à propos du logement, banlieue parisienne.

3 octobre 1971

PARIS (APL 3 octobre) FETE AU FOYER DE PIERREFITTE POUR LA VICTOIRE APRES 14 MOIS DE GREVE DES LOYERS

Samedi, les travailleurs africains du foyer de PIERREFITTE ont fêté dans la joie leur victoire complète en invitant les locataires d'autres foyers et leurs amis français: ils ont organisé un repas et joué de la musique africaine. Ils venaient d'obtenir "l'amélioration des conditions de logement et l'expulsion du gérant africain raciste".

Rappelons que le foyer, situé avenue Lénine à PIERREFITTE, est une vieille usine désaffectée où les travailleurs africains étaient entassés jusqu'à 26 par pièce. En 1970, 38 avaient été transférés au sanatorium pour tuberculose. Le règlement intérieur interdisait les visites et donnait tout pouvoir au gérant, couvert par la police. Après plusieurs démarches vaines, la grève des loyers débutait en juillet 70. Un Comité de locataires se formait alors. Pendant plusieurs mois, de nombreuses pressions des S.A.T. ("Service d'Assistance Technique") visaient à obtenir le paiement des arriérés de loyer. Le 20 juillet, la police emmenait de force 14 locataires dans un foyer du 17e en jetant leurs affaires par les fenêtres (APL n° 13). Le jour même, le bureau du gérant a été rendu inutilisable. Le comité des locataires n'a jamais transigé sur ses revendications: renvoi du gérant raciste, divulgation des factures de frais permettant de payer les arriérés, réfection des chambres.

29 octobre 1971

SCEAUX (APL 29 OCT.) UNE FAMILLE DE DIX ENFANTS EXPULSEE DE SON LOGEMENT

D'origine nord-africaine, naturalisés français, M.BENAMER et sa famille doivent être expulsés de leur logement de la Cité des Bas-coudrais à SCEAUX, le 15 février prochain. L'appartement de M.BENAMER lui avait été loué par la Société immobilière de la Caisse des Dépôts.

C'est en raison des activités politiques qu'aurait M. BENAMER que cette société rompt le contrat de location. M.BENAMER a dix enfants dont plusieurs en bas âge.

23 novembre 1971

VILLENEUVE-LE-ROI (APL 23 NOV.) : LES HABITANTS D'UN BIDONVILLE EN LUTTE CONTRE LES EXPULSIONS SANS RELOGEMENT

Le bidonville de Villeneuve-le-Roi tient lieu de logement pour environ 300 personnes : une majorité de portugais avec leurs familles et une trentaine de travailleurs arabes, tous célibataires : la plupart de ses habitants travaillent dans les usines de la région, quelques femmes font le ménage à l'aéroport d'Orly.

Il y a 15 jours la police venait faire un recensement du bidonville et prévenait les habitants qu'ils allaient être "relogés" dans des foyers. Elle faisait détruire, en même temps, deux maisons : l'une inhabitée, l'autre appartenant à un algérien actuellement en vacances.

Le vendredi 19/11 la police prévenait les célibataires de ne pas aller travailler le mercredi 24, afin de préparer leurs affaires pour partir dans un foyer, les baraques devant être brûlées le jour-même.

Or les habitants du bidonville veulent être relogés près de leur travail et dans des conditions décentes. Le Secours Rouge de Choisy-Villeneuve-le-Roi et les habitants du bidonville appellent à un rassemblement dimanche 28 Novembre à 13h30 au bidonville pour organiser la défense des habitants contre les expulsions.

25 novembre 1971

VILLENEUVE-LE-ROI (APL 25 NOV.) : LES CRS INVESTISSENT ET BRULENT UNE PARTIE DU BIDONVILLE :

Il y a 15 jours, la police, qui venait pour recenser les habitants du bidonville de Villeneuve le Roi, prévenait ceux-ci qu'ils allaient être relogés dans des foyers. La police revenait le 19 Novembre pour prévenir les célibataires qu'ils devraient quitter le bidonville le 24 Novembre, leurs maisons devant être brûlées le jour même. Or les habitants du bidonville veulent être relogés près de leur lieu de travail et dans des conditions décentes. C'est pourquoi hier à l'appel du Secours Rouge de Villeneuve-Choisy et du Comité de Soutien aux habitants du bidonville, plus d'une cinquantaine de personnes étaient dès 6 h du matin à l'entrée du bidonville. A 7h20, les pompiers étaient en position, les lances en batterie; à 7h45, des forces de police arrivent suivies du maire de la municipalité PCF, M. Maxime Kalinski. M. Kalinski promet aux travailleurs immigrés qu'ils seront logés temporairement aux foyers de Vitry-Chatillon, Vitry, Créteil; il s'agit de foyers où les travailleurs sont logés à 3 par chambre. Tous les travailleurs refusent malgré les provocations policières et les tentatives de division du maire. Les représentants du SR demandent au Maire de prendre ses responsabilités face aux exigences des travailleurs du bidonville. Pour toute réponse, M. Kaminski fait appel aux CRS qui arrivent vers 8h15, les CRS chargent alors les militants du S.R. et détruisent trois baraques qui brûlent entièrement.

Ce soir aura lieu une réunion publique d'information à l'appel du Comité de Soutien aux Habitants, à 20 h à Choisy le Roi dans les locaux paroissiaux de St. Martin d'Orly.

29 novembre 1971

CHAMPIGNY (APL 29 NOV.) : UNE FAMILLE DE 6 ENFANTS EXPULSEE DE FRANCE :

Une famille de 6 enfants, habitant 65 bis sentier des Pondants à Champigny (Val de Marne) vient de recevoir son avis d'expulsion de France. Délai leur a été donné jusqu'au 1er Décembre pour quitter le territoire français. Les 4 derniers enfants sont nés en France, le 6ème est actuellement à l'hôpital des enfants malades, à Paris. Le motif donné à la famille est le caractère illégal du petit bistrot qu'aurait ouvert le père de la famille et l'achat d'un faux permis de conduire.

D'autre part, la famille se plaint d'avoir subi les exactions de la brigade Z, dite des kakis de la police du service des expulsions, en particulier que les enfants aient été plusieurs fois grandement effrayés.

2 décembre 1971

CHAMPIGNY (APL 2 DEC.) : UNE FAMILLE DE 6 ENFANTS EXPULSEE DE FRANCE :

A Champigny une famille du bidonville est en cours d'expulsion sans motif véritable. Le délai qui leur avait été accordé pour quitter la France expirait le 1er Décembre (Cf. APL N°89), un commissaire de police a pris à Mr. GOMEZ et à sa femme leurs papiers. A partir de ce soir ils sont tous les deux aussi que leurs 6 enfants en situation irrégulière. L'un d'eux atteint d'une malformation cardiaque passe son temps entre la pouponnière et l'hôpital des enfants malades ainsi que le déclarait l'assistante sociale qui s'en occupe.

Dépêches APL - 1971

Dépêches A.P.L. (Agence de Presse Libération), 1971, à propos des bidonvilles, banlieue parisienne, Ferrières-la-Grande et Tours.

23 septembre 1971

FERRIERE LA GRANDE: APRES L'INCENDIE DES ABRIS DE SIX TRAVAILLEURS IMMIGRES

Nous avons signalé hier l'incendie qui a détruit, dans la nuit de vendredi à samedi, deux baraquements et une camionnette appartenant à l'entreprise "Chantiers et Constructions", dans l'enceinte d'un chantier situé rue de la Digue, à FERRIERE LA GRANDE, près de MAUBEUGE.

Dans ces abris scot"parqués" 11 travailleurs immigrés, algériens et espagnols, et cela depuis le mois d'avril 1971. Vendredi 17 septembre, un des poêles à mazout qui servait au chauffage explose: une baraque et la camionnette sont entièrement détruits, les travailleurs ont tout perdu; deux des ouvriers espagnols y ont laissé tout leur argent, soit 1.600 F.

Trois jours plus tard, les travailleurs sont entassés à 10 dans une des baraques du chantier, de 2mètres sur 4m. Finalement, la direction de "Chantiers et Constructions" accorde l'hôtel, mais pour deux jours seulement, à 5 des ouvriers.

Cette même direction n'a d'ailleurs pas jugé utile de se déplacer. Par téléphone, le patron fait dire: "Les choses seront réglées avec les assurances", et encore: "De toute manière, l'argent ne sera pas remboursé".

Il faut à ce propos rappeler dans quelles conditions étaient "abrités" les ouvriers de l'entreprise:

- 70 F. de loyer par mois, soit 280 F. par baraque
- aucune prime de déplacement, alors que les ouvriers logés là venaient de PARIS.

- 800 F. par mois de salaire net.

La direction du chantier quant à elle, déclare que les travailleurs ainsi logés "ne payent aucun loyer" et que "Tout est fourni gratuitement: la literie, le blanchissage des draps, l'eau, le chauffage et l'électricité".

Par ailleurs la direction affirme que des bungalows neufs viennent d'être achetés et sont en route pour FERRIERE LA GRANDE.

24 septembre 1971

GENNEVILLIERS: EXPULSION DE 42 TRAVAILLEURS IMMIGRES

Ce matin à 8 heures 30 devait avoir lieu à GENNEVILLIERS, au foyer du 45-47 rue Louis CALMEL, l'expulsion des 42 travailleurs habitant le foyer. Cette expulsion fait partie du plan de dégagement d'un îlot tout entier, qui doit être prochainement livré aux entreprises de construction.

La mairie de GENNEVILLIERS a proposé aux travailleurs expulsés de les reloger dans le 17ème arrondissement et à CLICHY. Mais les habitants du foyer ne sont pas d'accord, car ce qu'on leur propose ce sont, selon eux, des chambre pour 15 personnes, sans eau courante, et sans endroit pour faire la cuisine. Par ailleurs, ce relogement augmenterait considérablement leur temps de transport quotidien.

Le Comité de Secours Rouge de GENNEVILLIERS a distribué ces derniers jours un tract de soutien aux expulsés, appelant la population à empêcher cette expulsion.

26 septembre 1971

GENNEVILLIERS - 26 SEPTEMBRE: APRES L'EXPULSION DU FOYER DE LA RUE CALMEL

Vendredi 24 septembre à 8 heures 30, au 45-47 rue Louis CALMEL, a eu lieu l'expulsion de 42 travailleurs immigrés. Nous avons reçu le témoignage suivant:

" A 8 heures 30, appuyés par d'importantes forces de police, le commissaire d'ASNIERES et un représentant de la Préfecture se sont présentés pour procéder à l'"opération relogement". Après avoir demandé que "les personnes non locataires évacuent l'immeuble", et devant le refus des travailleurs immigrés de se séparer "des frères du SECOURS ROUGE", le commissaire fait interpellé, non sans brutalité, trois militants du SECOURS ROUGE, et les fait emmener au Commissariat d'ASNIERES.

Alors, avec le soutien de la police et l'aide de la municipalité communiste de GENNEVILLIERS, l'expulsion a lieu."

La municipalité s'était déjà manifestée sur cette affaire. Dans la nuit du 21 au 22, avaient été collées des affiches signées par elle, sur lesquelles on pouvait lire notamment: "Nous avons tenu à informer la population pour qu'elle soit exactement renseignée, tenant compte qu'un groupe de jeunes provocateurs inconnus à GENNEVILLIERS (ce sont les mêmes qui souvent salissent nos murs), veulent essayer de provoquer des incidents."

29 septembre 1971

TOURS (APL TOURS, 28 SEPTEMBRE) EXPULSION D'UNE DIZAINE DE FAMILLES DE TRAVAILLEURS IMMIGRES A SAINT-CYR-EN-VAL

Les 45 hectares de terrains situés près de la Route Nationale 20 à ST CYR EN VAL (Loiret) et qui abritaient une scierie, ont été expropriés au profit du département du Loiret qui a établi, avec la ville d'ORLEANS, une importante réserve foncière. Une dizaine de familles (portugaises et espagnoles), d'ouvriers de la scierie, étaient logées dans des baraquements aménagés sur ce terrain. Avec les enfants, cela représente une quarantaine de personnes qui, par lettre recommandée, ont été piées de vider les lieux dans un délai de deux mois.

Rien n'a été prévu pour leur relogement, et le conseil municipal de ST CYR EN VAL a du émettre un voeu demandant au préfet qu'un délai supplémentaire soit accordé à l'approche de l'hiver. Le Conseil demande même au préfet de pourvoir au relogement.

29 septembre 1971

AIX EN PROVENCE (APL 29 SEPTEMBRE) UNE OUVRIERE ITALIENNE MENACEE D'EXPULSION

Mademoiselle Nicole SOLIMINE, ouvrière aux usines de biscottes ROGER, à AIX EN PROVENCE, vient de recevoir un avis de comparution devant la commission d'expulsion.

Mademoiselle SOLIMINE avait été interpellée, le 12 janvier 1971, alors qu'elle vendait le journal "La Cause du Peuple" numéro 30 et 31. Déjà le 3 juin 1970, elle avait été mise en demeure de "respecter la neutralité politique". On lui reproche aujourd'hui d'avoir été "militante de l'ex Gauche Prolétarienne".

11 octobre 1971

AVIGNON (APL 11 octobre) UNE JEUNE OUVRIERE ITALIENNE MENACEE D'EXPULSION

Le 28 septembre, Mlle Nicoletta SOLIMINE, ouvrière aux usines ROGER d'AIX EN PROVENCE, recevait un avis d'avoir à comparaître le 4 octobre devant la commission d'expulsion. Mlle SOLIMINE a 22 ans. Elle est italienne, et vit en France depuis l'âge de 9 ans. Cet avis faisait suite à un "Bulletin de notification" reçu le 12 janvier 71, qui informait Mlle SOLIMINE qu'une "procédure est engagée à son encontre en vue de procéder à son expulsion du territoire français et la déchéance de sa qualité de "résident privilégié" pour les motifs suivants:

- Militante de l'ex-gauche prolétarienne.
- N'a tenu aucun compte de la notification qui lui a été faite le 3 juin 70 d'avoir à observer une stricte neutralité politique
- A été de nouveau interpellée le 1er novembre 70 à AVIGNON et le 19 novembre 70 à CAVAILLON alors qu'elle vendait sur la voie publique les numéros 29 et 30 du journal "La Cause du Peuple".

La comparution de Mlle SOLIMINE a été reportée, après qu'elle ait envoyé un recours au Ministère de l'Intérieur.

Dimanche matin, à 11 h, devant les Halles d'AVIGNON, un groupe d'étudiants et de travailleurs s'est enchaîné en signe de protestation contre cette menace d'expulsion. Le groupe, enchaîné à un lampadaire, portait une banderolle "MARCELLIN traite les travailleurs immigrés comme des esclaves. L'expulsion est son arme." A côté, un panneau reprenait les principaux thèmes du tract distribué en même temps. De nombreuses personnes venaient discuter avec eux, pendant plus d'une heure.

14 novembre 1971

AIX EN PROVENCE (APL 14 NOV.) LE COMITE DES LOCATAIRES DE LA PINETTE ET LE SECOURS ROUGE FONT IRRUPTION DANS UNE REUNION DE PROSPECTIVE SUR L'URBANISME

Sur appel du Comité des Locataires de La Pinette, "cité de transit" d'AIX EN PROVENCE, (cf. APL N°69), et du SECOURS ROUGE local, lundi 9 novembre, environ 80 à 100 personnes, se sont rendus dans la cour de la Mairie d'AIX, pour poser le problème du relogement à La Pinette. Personne ne venant pour recevoir l'assemblée, les personnes présentes décidaient de se rendre au Palais des Congrès, où avait lieu au même moment une réunion de prospective sur l'urbanisme dans la région. A cette réunion étaient présents tous les représentants de la Municipalité et diverses personnalités du département.

Vers 18h30, la manifestation pénétrait dans la salle de réunion du Palais des Congrès. Un militant du SECOURS ROUGE se rendit à la tribune et demanda au Président des débats d'intervenir sur un certain nombre de points concernant La Pinette. Un représentant du Comité de lutte prit la parole, dénonçant le rôle de la Municipalité et de l'office départemental des HLM. Le Maire d'AIX EN PROVENCE, M. CICCOLINI, fit alors une réponse publique, parlant de crédits débloqués (300 M.A.F.), et promettant qu'aucune mesure ne serait prise sans que le Comité de lutte de La Pinette ne soit consulté.

Une campagne d'informations et d'action sur la cité de La Pinette est actuellement en cours à AIX EN PROVENCE.

14 novembre 1971

AIX EN PROVENCE (APL 24 NOV.) LES HABITANTS DE LA CITE DE TRANSIT DE LA PINETTE S'ORGANISENT AVEC L'ENSEMBLE DES MAL-LOGES CONTRE LES MANOEUVRES D'EXPULSION

Le 17 novembre dernier, une centaine de personnes, réunies à l'appel du Secours Rouge d'AIX EN PROVENCE, et du Comité de Locataires et Amis de la Pinette, étaient venues pour participer à la réunion, annoncée par le Maire le 8 novembre. Sur ordre de la municipalité, un filtrage sévère est opéré. Les personnes refoulées par le contrôle décident une manifestation silencieuse, en attendant dehors la fin des pourparlers que la Municipalité avait interrompus, ne voulant pas subir de "pressions".

Dans la réunion intérieure, le représentant de la Mairie déclare:

- qu'il n'y a aucune confirmation du Ministère de l'équipement au sujet des 6 millions "débloqués pour construire un H.L.M."
- qu'une tranche de crédits était prévue pour l'amélioration de la Cité d'Urgence de La PIOLINE,
- qu'une cité mobile sera créée sur un terrain d'un hectare et demie, mais que la mairie est dans l'impossibilité de trouver ce terrain, que 60 familles, parés un passage dans la Cité mobile, seraient relogées en H.L.M., et que 18 autres familles, jugées "asociales", seraient envoyées dans la Cité d'urgence de la PIOLINE.

Les travailleurs immigrés ont eux-mêmes fait une enquête sur les conditions de relogement. Ils proposent que le terrain de la Pinette, actuellement cédé par la municipalité aux H.L.M. soit le terrain du relogement, ceci pour diminuer les frais et rendre l'opération plus rapide., que la Pinette soit démolie, par tranches, et reconstruite en HLM.

Dépêches APL - 1971

Dépêches A.P.L. (Agence de Presse Libération), 1971, Nanterre, cité de transit des Marguerites.

19 octobre 1971

NANTERRE: (APL 19 octobre) APRES LA PERQUISITION DE LA CITE DES MARGUERITES

A la suite de coups de feu tirés sur une camionnette de police qui circulait dans les rues de la Cité des Marguerites à NANTERRE, 40 personnes ont été arrêtées, 1500 personnes contrôlées, soit tous les habitants de la Cité. Cette perquisition, qui visait toute la Cité et non pas, comme on l'a dit une pseudo "cellule néo-nazie", a suscité de nombreuses réactions.

Un groupe de jeunes du F.L.J. nous a fait connaître son point de vue:

" Vendredi, FRANCE SOIR attire l'attention du public sur une Cité de NANTERRE, la Cité des Marguerites où paraît-il, des jeunes font la terreur dès la tombée de la nuit. Pire encore, des coups de feu auraient été tirés sur un car de police. Et par hasard, trois jours après la parution de cet article, une vaste opération de police sur la Cité est montée par la préfecture des Hauts de Seine: 10 cars de CRS, 6 estafettes, 6 voitures d'inspecteurs, des land-rovers de télécommunication, et 4 motards sous la direction du Préfet, du capitaine de gendarmerie de COURBEVOIE, M. BRETEIGNIER, du Commissaire de NANTERRE, et de l'inspecteur BERNARD, quadrillent la Cité dès 5 heures du matin ce lundi 18 octobre. Les 500 flics entreprennent une fouille systématique de chaque appartement, regardent sous les lits, mettent tout sens dessus dessous, montent sur les toits, fracturent les serrures des caves, et renversent les ordures. Ils cherchent des armes disent-ils, et ils en trouvent.

Pour 260 familles, les flics ramassent 1 fusil mitrailleur, plusieurs mitraillettes, 30 à 40 fusils, des grenades et plusieurs caisses de munitions, et des armes blanches à la pelle. Bilan de l'opération: beaucoup de personnes sont arrêtées, puis après interrogatoire et fichage sont relâchées. Mais deux familles restent inquiétées. L'une d'elles est expulsée pour n'avoir pas payé les loyers de son logement depuis deux ans, l'autre dont un fils est accusé de recel de marchandises volées sur son lieu de travail, et tous les membres de sa famille, sont soumis à des interrogatoires.

Que chacun essaie de s'imaginer une telle descente de flics sur son immeuble au petit matin. Il n'y a qu'à NANTERRE et en banlieue, dans les familles ouvrières, que les flics peuvent se permettre ça. Le maire de NANTERRE, membre du PCF, n'a jusqu'à présent pas remué le petit doigt, il fait connaître ainsi son opinion. De toute façon, on s'en fout. De telles descentes laissent rêveurs. Mais on n'a pas le temps de rêver. En tout cas, ça promet du bon temps pour l'avenir. On peut présager une sale guerre civile, car c'est bien de ça qu'il s'agit.

Les flics désarment le peuple, en partageant du conflit du type petite guérilla qui les oppose aux jeunes depuis des années, et en l'étendant à des opérations d'envergure, menées contre toute la population des cités. Les flics entendent faire régner un climat de terreur policière, et l'occupation, qui rappelle l'Irlande à s'y méprendre. Cette opération a lieu dans un contexte général bien précis: la bourgeoisie refoule les populations ouvrières sur les banlieues, en rasant les quartiers populaires à Paris, et ils installent tout autour de Paris un formidable dispositif policier qui permet à la police de fichier chaque individu, d'être au courant des moindres faits et gestes de chacun.

La bourgeoisie prend des mesures pour préparer la répression de toute insurrection populaire et pour écraser toute guérilla urbaine.

La répression contre les jeunes n'est que le prétexte et la tête de pont cet effort militaire parfaitement pensé et déjà largement entamé.

Il faut que tous ceux qui savent qu'en dernier ressort la liberté se conquiert par les armes se sentent concernés par les mesures d'importance et d'urgence du combat à mener, pour empêcher une installation définitive du carcan policier, et empêcher qu'on ne s'habitue à voir la police quadriller la vie quotidienne. A chaque acte de répression policière, nous devons riposter énergiquement, avec les moyens appropriés.

Réunion de discussion sur la riposte à envisager vendredi à 15 h, Bâtiment des Lettres - Hall C - à NANTERRE."

24 octobre 1971

NANTERRE (APL 24 oct) UN POLICIER EN CIVIL RAFILE DES PHOTOS EXPOSEES SUR LE MARCHÉ

Dimanche matin 24 oct, à 10 h, sur le grand marché de NANTERRE, des militants des Comités Palestine organisent une exposition de photos prises au moment de la rafle opérée par la police dans la Cité des MARGUERITES le 18 octobre.

Vers 10 h 30, un policier en civil s'avance vers les photos exposées à même le sol et s'en empare rapidement. Comme les militants se précipitent pour les lui reprendre, il brandit un revolver dans leur direction et, tout en reculant, profère des menaces: "Reculer ou je te flingue!"

Quelques minutes plus tard, le quartier du marché est bouclé par d'importantes forces de police.

24 octobre 1971

NANTERRE (APL 24 OCT.) LA RATONNADE POLICIERE DE LA CITE DES MARGUERITES, LE

19 octobre (photos disponibles)

Le 19 octobre à NANTERRE au petit matin, commence dans la Cité des Marguerites une rafle policière de masse comme on en avait pas vu depuis longtemps: 1500 personnes contrôlées, 200 appartements perquisitionnés, 40 personnes arrêtées. Mais il reste à justifier cette ratonnade. C'est ainsi que la police donne le ton: C'est une rafle "anti-nazie". Malheureusement, la presse emboîte le pas de la version policière: "Les Nazis à NANTERRE" (Combat) "Cellule néo-nazie découverte dans une cité de NANTERRE" (France Soir) "Rafle anti-chienlit" (L'AUREOLE)

Deux jours après, la vérité commence à poindre: "Nous on serait plutôt maos, disent les jeunes de NANTERRE" (France Soir) "Vaste opération de police dans une cité de NANTERRE" (Le Monde) "La Cité des Marguerites de NANTERRE: un bidonville de béton pour 750 jeunes" (Le Figaro). L'opération dite "anti-nazie" par la police n'était en fait qu'une opération de terreur anti-jeunes.

L'enquête qu'a menée l'Agence de Presse "LIBERATION" auprès des jeunes de la Cité, permet de donner des faits la version suivante:

La Cité des Marguerites est une cité de transit réservée aux travailleurs immigrés, aux familles à "reclasser". Le 12 octobre, un car de police arrive à la Cité, prétextant un incendie. En fait il n'y a aucun incendie à la Cité, et les jeunes accueillent le car à coups de pavés. Les policiers diront par la suite que des coups de feu ont été tirés: cela semble peu probable. En tous cas, on n'a jamais parlé de traces de balles.

Le 18 octobre à 5 heures 15, 300 policiers de NANTERRE, SURESNES, PUTEAUX, arrivent à la Cité, et l'investissent. Ils bouclent entièrement le quartier, bloquent toutes les sorties, montent sur les toits, descendent dans les caves, mitraille au poing. Jusqu'à 11 heures, personne ne peut sortir de la Cité, si ce n'est dans les cars de police, que ce soit pour aller acheter du lait ou pour aller travailler. Les policiers perquisitionnent chaque appartement, à 15 ou 20, réveillent tout le monde, passent tout au peigne fin.

Entré 5 heures et 11 heures, une quarantaine de personnes sont interpellées: 20 gosses de 7 à 13 ans; une dizaine d'adolescents et quelques adultes. Un père de famille et ses cinq enfants sont embarqués. La mère obtient de rester à la maison. Le plus jeune des enfants a 10 ans, un autre est sorti du sanatorium deux jours plus tôt. Les policiers interdisent aux enfants d'aller aux toilettes au commissariat, interdisent au père de fumer: "Nous on a le droit, pas toi!"; s'ils sont arrêtés, c'est qu'un des fils est accusé de vol: on a trouvé chez lui des produits de la maison CLAIROL (ex FORVILLE) dans laquelle il était employé intérimaire. Il a beau protester de son innocence, on embarque tout le monde. Il faudra l'intervention personnelle de la directrice de CLAIROL, Melle SANDERS, pour que la famille soit relâchée; elle confirme ce que le jeune homme a déclaré: Quand la maison CLAIROL a fait faillite, qu'elle a revendu ses locaux à la maison NATALYS, les stocks ont été revendus, et les produits de retour distribués aux employés...

Un autre jeune est embarqué pour vol: on a trouvé des phares à iode et un auto-radio à son domicile. Il avait en effet acheté deux vieilles DS pour s'en refaire une, et monté quelques pièces chez lui. Il est emmené immédiatement. Comme il est malade, sa mère essaie de lui apporter de quoi manger: on la refoule du commissariat. Jusqu'à 20 heures, heure à laquelle on l'emmène en ambulance à l'hôpital de NANTERRE, les policiers refusent de lui donner des soins. A l'hôpital de NANTERRE, il est surveillé en permanence. On interdit à sa mère de lui parler en arabe. C'est après l'intervention du consulat et de son patron qu'il sera relâché, le mardi soir, 19 octobre.

C'est ainsi qu'on pouvait lire dans "le Monde" du 20 octobre: "dans plusieurs caves, les policiers ont trouvé de grandes quantités d'objets volés, notamment des accessoires d'automobiles et des flacons de parfum".

Une jeune algérienne est embarquée au commissariat avec son enfant d'un an et demi. Jusqu'à 11 heures, on lui refuse l'autorisation d'aller acheter du lait pour l'enfant.

L'"arsenal" qui a déclenché cette campagne, c'est une vieille mitrailleuse russe, des fusils de chasse, accompagnés d'ailleurs de permis de chasse, et de quelques revolvers. La cellule nazie, la salle de réunion nazie, c'est une croix gammée sur un fanion. "Elle appartient", dit un jeune de la Cité, "à un mythomane, un fou qui s'enferme dans sa cave, et lit des bouquins nazis".

Mardi matin enfin, des policiers en civil arrivent à nouveau Cité des MARGUERITES, et Cité des GRANDS PRES, dans trois 404, et deux Simca. A la Cité des GRANDS PRES, ils embarquent cinq jeunes de 12 à 17 ans, et aux MARGUERITES; 2 garçons de 7 ans et demi et 15 ans.

Au commissariat, on les bouscule, on les intimide, on cherche à les faire "bavarder". On les relâche dans la soirée du mardi.

25 octobre 1971

NANTERRE (APL 25 OCT) COMMENT LES POUVOIRS PUBLICS "S'INTERESSENT" A LA CITE DES MARGUERITES

Après la gigantesque rafle de la Cité des Marguerites, à NANTERRE, le 18 octobre dernier, les Pouvoirs Publics ont déclaré s'intéresser au sort de cette cité. Un porte-parole de la Préfecture des Hauts de Seine a annoncé que les services préfectoraux, chargés de cette cité depuis le 1er janvier 71, avaient mis en oeuvre un programme d'aménagement de l'environnement et d'assainissement, que des mesures avaient déjà été prises et que d'autres allaient suivre.

Des mesures ont en effet été prises: jusqu'à présent, les sous-sol des différents immeubles communiquaient entre eux. En quelques jours, des murs de ciment ont été construits dans les caves. Désormais, les gosses ne pourront plus s'y réfugier aussi facilement.

En attendant, les caves n'ont toujours pas d'électricité, les sols ne sont pas cimentés et les rats y pullulent. La façade des immeubles, repeinte côté rue, est délabrée côté cour.

Il y a quelques mois, un gosse est tombé dans une citerne: cela n'a pas mobilisé 200 policiers. Ils ont même plutôt tardé à venir: le gosse était mort à leur arrivée.

Dans la cité voisine, dix enfants sont morts accidentellement en un an. Il a fallu l'intervention du Secours Rouge et des Comités Palestine pour qu'on pose enfin des panneaux de signalisation.



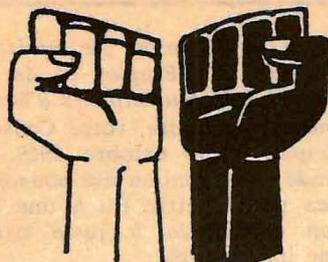
IV – Répression

Du bidonville aux HLM, Mehdi Lallaoui, p.53, collection *Au nom de la mémoire*, Syros, 1993. «A bas la répression du 5^e S.A.T! A bas les polices spéciales pour immigrés», *Le Paria*, n°2, 21 février 1970, p.3.

La brigade « Z »

« Les gens n'avaient pas le droit d'arranger leur maison. La brigade "Z", formée de punis de la police, était spécialement chargée de détruire toute amélioration. Ce qui fait que les baraques étaient surpeuplées. Les enfants naissaient et on ne pouvait pas agrandir la modeste cabane. Je connaissais un père de famille qui avait aménagé sa maison comme un carton à chaussures : il repoussait les murs tous les jours de quelques centimètres, pour que les "Z" ne le remarque pas. Il a réussi de cette façon à gagner un mètre en quelques mois et à ne pas envoyer Hamma, son fils aîné, à l'Assistance publique. Dans certaines baraques, le sol était en terre battue, les gens coulaient une dalle de ciment et remettaient de la boue par-dessus pour que les "Z" ne la casse pas. Les Marocains et les Portugais écrivaient le nom de leur pays sur leur porte pour que la police frappe avant d'entrer ; car chez, les Algériens, j'en ai été plusieurs fois témoin, les "Z" entraient directement en défonçant la porte, et tant pis si la fille de la maison prenait une douche, dans la cour. »

François Lefort



A BAS LA RÉPRESSION

DU 5^e S.A.T. !

A BAS LES POLICES

SPÉCIALES POUR IMMIGRÉS

A la fin du mois de janvier 1970, au siège de l'A.F.T.A.M. (Association Fraternelle des Travailleurs Africains et Malgaches), 34, rue Sedaine, Paris 2^e, un travailleur maurétanien, Ismaïla Diarra fut d'abord agressé verbalement, puis physiquement par un « flic » nommé SCHNEIDER, ancien officier des troupes de répression en Algérie, et actuellement policier du 5^e S.A.T. (le S.A.T. est le « Service d'Assistance Technique », c'est-à-dire, le service de police spécialement chargé des immigrés. Les quatre premiers S.A.T. correspondent aux quatre parties de la région parisienne, et le 5^e S.A.T. est plus spécialement chargé de la répression vis à vis de l'ensemble des travailleurs africains).

Ismaïla Diarra, devant l'attaque du « flic » se défendit, attitude à laquelle, il faut le dire, jusqu'à présent, les « flics » du 5^e S.A.T. n'étaient pas habitués. Schneider, fou furieux après la résistance du camarade mauritanien, fit emmener Diarra au poste de police ; il n'en fut libéré qu'après une grève de protestation d'une partie du personnel de l'A.F.T.A.M. qui avait été témoins de l'agression et de l'intervention du consul de Mauritanie.

Le « flic » Schneider ne se tint pas pour battu et déposa une plainte contre Ismaïla Diarra, auprès du juge LASSUS (affaire 96).

Nous devons tous, travailleurs immigrés et français, être solidaire de Diarra, afin d'empêcher une

condamnation ou une expulsion éventuelle.

Les S.A.T. regroupent des anciens des troupes coloniales et des harkis, entraînés à la répression sous toutes ses formes. Toutes les méthodes sont utilisées, de la violence à la rouerie. Les flics des S.A.T. jouent sur tout pour opposer les immigrés entre eux : ethnies, question de personne, utilisation d'agents provocateurs grassement payés, etc... Leur rôle primitif était théoriquement de servir de tampon entre les immigrés et la police en uniforme. On peut voir dans le comportement de Schneider, et dans le fait que les S.A.T. sont habituellement logés dans les commissariats de police, que rien ne les différencie des forces de répression habituelles.

Le rôle répressif des S.A.T. et plus particulièrement du 5^e S.A.T., la fameuse police des africains du 19^e arrondissement, doit être dénoncée à chaque instant. Nous devons obtenir leur dissolution.

SOUTENONS LA LUTTE DES
TRAVAILLEURS AFRICAINS CONTRE
LA RÉPRESSION DU 5^e S.A.T.

DEFENDONS ACTIVEMENT
DIARRA.

DENONÇONS PARTOUT LE
RÔLE ET LE COMPORTEMENT
COLONIALISTE DES S.A.T.

pp. 46-47

12 octobre – 23 décembre

Au mois de novembre 1958 un officier des Affaires algériennes, le capitaine Raymond Montaner, vétéran de la guerre d'Indochine, ancien des services psychologiques en Algérie est arrivé à Nanterre. Il a installé ses bureaux dans les bâtiments de la Maison départementale de Nanterre : le SAT, Service d'Assistance Technique, est né. Montaner vient d'Algérie où il dirigeait la Section Administrative Urbaine (SAU) du clos Salembier à Alger. Peu de temps après son arrivée à Nanterre, il a déclaré : « J'ai pacifié un bidonville d'Alger, je sais m'y prendre. Je vais installer des haut-parleurs partout, les gens vont savoir qu'on les protège. Le FLN va cesser de les terroriser ».

Le passage du pouvoir civil au pouvoir militaire, au fil du temps, a des conséquences considérables pour la population arabe. Le bureau d'état civil de la mairie qui assurait jusqu'alors les formalités administratives des Algériens, au même titre que pour les français, voit ses compétences transférées au SAT de Nanterre. Ce qui entraîne un renforcement administratif jusqu'ici inconnu. Ainsi, les petits commerçants des échoppes du bidonville, en plus de la patente réglementaire, sont astreints à la possession d'une autorisation du SAT.

pp. 153-154

18 août

Toujours à La Folie, la police ratisse le bidonville. Les agents mettent le feu à deux cabanons situés un peu à l'écart. Puis c'est la démolition du wagon servant d'entrepôt à la coopérative de matériaux. Dès que les policiers s'attaquent au vieux wagon, les habitants, consternés, se massent autour des agents. Tout le monde accourt, même de l'autre bout du bidonville. En silence, les habitants

contemplant ce vandalisme gratuit avec la haine au cœur. Trois vieillards protestent mais, au milieu du bruit des masses s'abattant, des panneaux craquant sous l'effet des arrache-clous, les agents ne répondent rien. Poursuivent leur casse. A présent, le wagon n'est que débris. De la population atterrée, toujours muette, deux femmes osent crier : « Pourquoi vous faites ça ? »

Nous apprenons la dénomination de ces équipes de policiers-casseurs : « brigade Z ». Les Z déambulent tous les jours dans les ruelles. Inspectent l'aspect de chaque abri. Pénètrent dans les cours. Repèrent l'ajout d'une planche, le remplacement d'une porte ou l'adjonction d'une ouverture. Guettent le moindre coup de marteau. Les habitants, eux, les appellent « les Bleus ». Étrange cette dénomination officielle : Z.

23 août

Brigitte, outrée par la destruction du wagon abritant la coopérative, file avec moi au commissariat de Nanterre pour déposer une réclamation avec demande d'autorisation de remettre un wagon sur le terrain de La Folie. Le commissaire nous reçoit fort bien et nous déclare : « C'est très faisable. D'accord. Vous pouvez reconstruire un grand baraquement mais vous indiquerez aux policiers de Nanterre et de Puteaux l'emplacement de la baraque d'une famille quand nous ne trouverons pas quelqu'un. » Et d'ajouter : « Vous connaissez bien le bidonville, pour vous c'est facile de nous dire où habite un tel ou un tel. » Il n'y eut plus de coopérative.

Je prends conscience du chantage exercé sur certains foyers : autorisation de reconstruire l'abri abattu par les policiers-casseurs à condition de devenir « indic ». Mais, dans le bidonville, ceux-ci sont rapidement repérables.

A BAS LA GANGRENE DES S.A.T.!

Le 20 février 1970, à l'occasion de la journée de solidarité impérialiste qui cette année était surtout axée sur le soutien aux luttes des travailleurs immigrés et sur le développement de l'unité des travailleurs français et immigrés, les comités d'action de la région parisienne ont entrepris une campagne de dénonciation des polices spéciales pour immigrés.

Cette journée devait se replacer dans une campagne prolongée visant à la dissolution des Services d'Assistance Technique (S.A.T.) créés en pleine guerre d'Algérie pour quadriller les travailleurs algériens.

La presse bourgeoise compris très bien le sens de cette campagne quand elle apprit que plusieurs locaux des S.A.T. furent saccagés, en particulier dans le 4^e et le 14^e arrondissement, elle fit d'elle-même le lien entre les attaques que subirent ces mêmes commissariats pendant la guerre d'Algérie et la campagne actuelle.

Si cette journée a pu apparaître comme un demi-échec du fait des carences au niveau de la préparation et de la répercussion immédiate, les militants un tant soit peu au courant des conditions d'oppression qui pèsent sur les immigrés furent convaincus de sa justesse. Mais à l'heure actuelle cette campagne doit être amplifiée : **partout les travailleurs immigrés se retrouvent face aux S.A.T.**, et au fur et à mesure que des liaisons se créent avec eux, que des comités de soutien se forment, les témoignages affluent dans ce sens.

POURQUOI UNE POLICE SPECIALE ?

Ce sont eux qui viennent dans les foyers « vérifier » régulièrement le contenu du cours d'alphabétisation et voir si l'on parle de politique. Ce sont eux qui, comme à Saint-Denis, délèguent l'un des leurs comme gérant. Ce sont eux encore qui interviennent auprès du patron pour obtenir le licenciement d'ouvriers révolutionnaires. A Ivry, c'est le 5^e S.A.T. (police du 19^e

arrondissement) et les services de Foccart sont très bons et contrairement à leur statut, ils emmènent des travailleurs au poste de police, perquisitionnent en douce, etc.

Il est très important pour les combattre efficacement de connaître leur pratique d'infiltration qui s'appuie sur le manque de vigilance, la démobilisation ou le manque de formation des travailleurs immigrés. Ce sont tous d'anciens officiers des affaires indigènes ou d'anciens har-

ceurs des travailleurs : « Venez, on réglera vos problèmes de travail, de logement, etc. ». Une de leur force réside aussi dans l'existence d'associations « charitables », ce dont nous reparlerons.

COMMENT LUTTER CONCRETEMENT CONTRE LES S.A.T. ?

Pendant la guerre d'Algérie, certaines municipalités, sous la pression des immigrés excédés, allèrent jusqu'à interdire l'accès de leur territoire aux S.A.T. Mais à l'heure actuelle c'est aux militants des groupes d'alphabétisation ou des groupes de soutien de repérer les flics des S.A.T. en s'informant auprès des immigrés, en menant leur enquête.

Tous les immigrés exigent leur dissolution, et plutôt que d'être en but à un espionnage et une oppression constante, préfèrent même avoir à faire à la police locale, aux commissariats plutôt qu'à la police déguisée des S.A.T.

Il faut donc s'efforcer partout où cela est possible de rendre les S.A.T. inopérants en refusant toute demande d'indication pour papiers, renseignements, certificats... en s'adressant pour cela aux commissariats locaux, en refusant toute intrusion dans le domaine du logement, des conflits dans les foyers, en préférant dans les pires cas s'adresser à la police des garnis (Préfecture de police).

Menons partout des campagnes d'explication sur les S.A.T. ! Soutenons les immigrés dans leur lutte !

A BAS LA GANGRENE
DES S.A.T. !



arrondissement spécialement chargée de la répression des Africains) qui est venu lors de l'occupation chez Morael, le propriétaire.

Ils sont en liaison avec des services répressifs officiels ou non et avec certains consulats. Par exemple, les 1-2-3 et 4^e S.A.T. sont dans des commissariats. Les rapports avec les renseignements géné-

kis qui possèdent la langue et les coutumes du pays d'origine, et qui pratiquent la fausse camaraderie, les invitations à bouffer, et jusqu'au chantage à partir d'histoires de fric, de femmes ou de logement où se trouvent mêlés des travailleurs immigrés et d'où ils tirent de nombreux indicateurs conscients ou inconscients. Enfin, ils utilisent les

V – Gestion

Lutte Ouvrière, «Quand Chaban inaugure des H.L.M. l'art de jeter de la poudre aux yeux» (extrait) n°97, 7/13-07-1970, p.24. (extrait).



Côté face : quelques H.L.M. pour les travailleurs. Ce sont surtout les façades qui sont soignées. (Photo L.O.)

Quand Chaban inaugure des H.L.M.

l'art de jeter de la poudre aux yeux

TOUS les gaullistes d'Asnières s'étaient donnés rendez-vous le 19 juin à la cité des Mourinoux pour inaugurer les nouvelles H.L.M. en la présence de Chaban-Delmas, Bokanowsky et bien sûr l'inévitable Chalandon, toujours là lorsqu'il s'agit de logements « sociaux ».

C'était un spectacle étrange auquel ont pu assister ce soir-là les banlieusards d'Asnières ; défilant dans les rues de leur quartier, une brochette de ministres suivis de leurs épouse et progéniture en grande tenue et, bien sûr, comme dans toute cérémonie de ce genre, la musique militaire, les sportifs locaux, le tout entouré de flics de toutes espèces qui, depuis une semaine, avaient doublé rondes et patrouilles dans la cité.

Quant à l'enthousiasme de la population locale, il laissait plutôt à désirer : aucun applaudissement, beaucoup d'indifférence, et même des rires venant de la part des bandes de jeunes nord-africains et français de la cité : « T'as vu la mémé, elle est ma ! ! ». Et même des familles considérant ce défilé sous leurs fenêtres

comme une provocation, marquaient leur mécontentement en demandant : « Et les loyers et les impôts ? ». Si Chaban et Chalandon étaient venus pour un bain de foule, c'était raté !

En effet, ce ne sont pas les sujets de mécontentement qui manquent pour les habitants des Mourinoux. Il a fallu d'abord attendre dix ans pour que cette cité soit entièrement équipée, pour qu'il y ait autre chose que des cages à lapins.

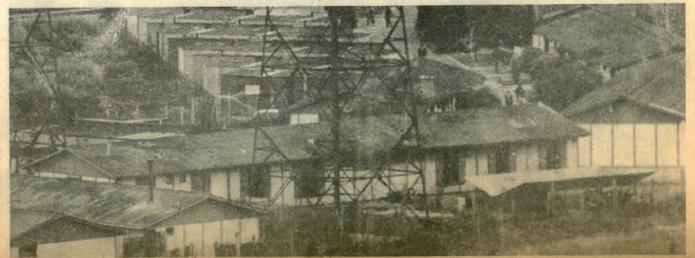
Il y a encore quelques mois, il fallait marcher dix minutes à pied pour trouver des commerçants, et les centres commerciaux actuellement existants sont chers et sont loin de donner satisfaction à leurs clients. Pour les loisirs, absolument rien, sauf ce qui a encore la prétention de s'appeler « Maison des Jeunes et de la Culture » et qui est désertée depuis plusieurs années, depuis que la municipalité gaulliste et bien pensante s'est permis de renvoyer un directeur qui ne pensait pas comme elle.

Pour les enfants de la cité, pouvoir être acceptés dans le groupe scolaire le plus proche représente, de la part des parents, une somme d'efforts et d'ingéniosité assez grande ; car le groupe est perpétuellement surchargé.

Mais là où la municipalité dépasse vraiment les bornes, c'est dans l'attitude qu'elle a vis-à-vis des travailleurs immigrés (pour la plupart Algériens) : en plein milieu de cette « belle réalisation » que Chaban est venu inaugurer, s'étend un bidonville pudiquement baptisé « cité de transit ». Comme elle est trop petite, seules quelques familles ont le droit d'y

vivre, les autres qui y logeaient ont été expulsées sans autre forme de procès. Et pour ceux qui ont la « chance » d'être tolérés, ils doivent subir presque continuellement les tracasseries administratives et les descentes de police.

La seule façon qu'a Chaban de résoudre le problème des bidonvilles, c'est de met-



Côté pile : la cité de transit pour travailleurs immigrés, à quelques mètres des grands ensembles. Et ce n'est qu'un aspect de la carence des pouvoirs publics. (Photo L.O.)

Gestion

Transcription de l'interview d'André Karman, maire PCF d'Aubervilliers, extrait du film *Etranges étrangers*, 1970, Marcel Trillat et Frédéric Variot. Lettre du préfet au maire de la Courneuve, sur la pétition de résidents de la cité Floréal, voisins du bidonville de La Campa, 20-11-1970.

Introduction voix off : Comme par enchantement, le lendemain, on se retrouve à Argenteuil, à Saint-Denis, à Gennevilliers ou à Aubervilliers, mais est-ce bien par hasard ? Monsieur Karman maire d'Aubervilliers.

Karman : Quand on vient ici à Aubervilliers ou comme à Saint-Denis, ou à Gennevilliers ou ailleurs parce que d'abord on y connaît quelqu'un de la famille ou du village, un petit bout papier dans la poche qui indique «à Aubervilliers». Ou bien même les ambassades, les consulats de certains de ces pays orientent vers des logeurs de ces nationalités qui tiennent un mauvais café, un hôtel sordide, et qui les envoie vers ces gens là. Ou même la police qui voit errer des gens dans la rue, ne les laisse pas évidemment dans les beaux quartiers ou aux alentours des gares et les expédie dans cette localité ou dans les localités similaires.

Voix off : Pas à Neuilly.

Karman : Alors le lendemain on trouve un camarade qui parle la même langue et on lui demande si il peut pas aider à trouver du travail et puis on se serre un peu plus pour lui donner la place pour dormir.

Karman : Aubervilliers en 1945, lorsque l'ancien maire, Pierre Laval, a cédé la place au nouveau, ce n'était guère qu'un immense taudis. Depuis près de 6000 logements ont été construits et dans les baraques du canal il ne reste plus que 300 personnes, Monsieur peut aujourd'hui annoncer à Arthur Machado, le responsable du bidonville, une nouvelle qu'il attend depuis des années.

Karman : Bonjour, comment va ? (*bruits*)

Voix hors champs d'un habitant du bidonville : Monsieur le maire donnez vous la peine d'entrer.

Karman : Spécialement pour le bidonville d'ici, il y a maintenant de décidé, de part et d'autre du boulevard Francis de Préssensé là à la limite de Saint-Denis, la construction de logements pour famille, la construction de logements pour célibataires et le nombre de logements prévus doit normalement permettre de terminer complètement ici.

Voix hors champs d'un habitant du bidonville : Fin d'année là ? 70 ?

Voix off : Aubervilliers : environ 6 000 immigré sur 70 000 habitants, c'est à dire 8 % de la population, Saint-Denis 20 % d'immigrés, Gennevilliers 30 % d'immigrés.

Karman : Il est insupportable pour les finances d'une commune, et pour les moyens de contributions des travailleurs d'une commune de supporter ce poids énorme qui finalement représente les intérêts des pays exportateurs de main d'oeuvre qui tirent des devises étrangères et pour ça contribue à l'exportation de cette main d'oeuvre, le patronat qui a besoin de cette main d'oeuvre, la paye très bon marché, se soucie pas de leurs conditions de logement, et le gouvernement qui a révélé d'ailleurs que effectivement cette main d'oeuvre était nécessaire à l'industrie française. Alors, nous, les maires communistes de la région parisienne, nous continuerons bien-sûr à faire notre devoir, mais devant l'accroissement de ce problème nous pensons qu'un plan doit être établi pour répartir cette main d'oeuvre dans toute la région parisienne et puis que participent à ce financement les pays exportateurs, le patronat et le gouvernement. Comment voulez-vous que, bien que connaissant leur solidarité, les travailleurs français disent "nous allons réduire les progrès de notre niveau de vie que nous voulons pour nos enfants pour que des localités comme celles-ci, aient la vocation de recevoir un poids beaucoup trop lourd de travailleurs immigrés". Il m'est arrivé moi d'avoir des reproches de gens, de braves gens d'ailleurs, "vous faites trop pour les immigrés". Je ne pense pas que ce soit d'ailleurs un racisme forcené, c'est simplement des gens qui considèrent ce qui a été déjà fait dans cette localité et qui pensent qu'il n'est pas possible que certaines localités de la région parisienne, pour le plaisir et le profit des patrons soient transformés en des sortes de ghetto.

Vous avez bien voulu, par votre lettre en date du 2 Novembre 1970, me communiquer copie d'une pétition émanant des résidents de la Cité Floréal à SAINT-DENIS.

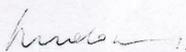
Ces derniers font état des dommages de toute nature qu'entraîne l'existence d'une population marginale au bidonville de la Campa. Il s'agit, en effet, du noyau le plus réfractaire aux normes habituelles de la vie en Société; et il est certain que la résorption de tout bidonville passe par le relogement inévitablement très difficile, de cette population.

J'interviens par le même courrier auprès des Services de Police, pour leur demander de renforcer leur surveillance dans ce secteur.

Mais il est évident, comme vous n'avez pas manqué de le souligner, que seuls la disparition du bidonville et le relogement de ses habitants pourront résoudre définitivement les difficultés constatées.

Aussi, je m'emploie à réaliser la résorption définitive dans les délais les plus brefs et en tout état de cause avant la fin de l'année. A ce sujet, je crois devoir vous rappeler qu'en 1967, la Campa comptait encore plus de 350 familles souvent sociales dont l'Administration dut assurer le relogement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments très distingués.



P. BOLOTTE

DECLARATION DU BUREAU DE SECTION D'IVRY DU P.C.F.

La Section d'Ivry du Parti communiste français appelle à la lutte pour trois objectifs :

POUR LE DROIT AU LOGEMENT SOCIAL POUR VIVRE TRANQUILLE ET FAIRE RECULER L'INSECURITE, CONTRE LA CONCENTRATION DE L'IMMIGRATION A IVRY.

Les Ivryens subissent durement dans tous les domaines les conséquences de la politique giscardienne.

Décidés à poursuivre leur action, notamment pour l'emploi et pour l'école, les communistes d'Ivry sont décidés à mener avec détermination la lutte pour les trois objectifs suivants :

- Pour le droit au logement social
- Pour faire reculer l'insécurité
- Contre la concentration de l'immigration à Ivry.

C'est pourquoi ils lancent aux habitants des quartiers et cités populaires d'Ivry cet appel à la lutte.

NOUS APPELONS A LA LUTTE POUR LE DROIT AU LOGEMENT SOCIAL

POUR LA DEFENSE DES MAL-LOGES
Giscard d'Estaing et le patronat sont décidés à en finir avec les H.L.M. Ils ne supportent pas cette conquête des luttes ouvrières. Ils veulent faire payer toujours plus aux ouvriers, aux travailleurs. Ils ne supportent pas que l'action des élus communistes, ait limité à Ivry la spéculation immobilière. Nous appelons les Ivryens et en particulier les mal-logés à la lutte pour défendre l'Office Public H.L.M., pour qu'il puisse continuer à réaliser des constructions sociales.

Nous appelons à la lutte contre les hausses des loyers et des charges.

Nous appelons à la lutte dans chaque cité, dans chaque quartier pour arracher les crédits nécessaires à l'entretien, aux réparations, à l'amélioration des conditions d'habitat. Ces crédits existent dans le budget de l'Etat et de la Région. Ils doivent être débloqués sans condition.

Nous appelons à la lutte pour empêcher les saisies et les expulsions.

Les communistes entendent contribuer à l'action des Amicales de Locataires et agir pour le développement de la vie démocratique dans les cités.

NOUS APPELONS A LA LUTTE POUR FAIRE RECULER L'INSECURITE, POUR VIVRE TRANQUILLE A IVRY

Les agressions, les viols, les cambriolages, le racket : c'est inacceptable. Les Ivryens ont le droit de vivre en sécurité chez eux et dans leur ville. Nous accusons le Pouvoir giscardien de pratiquer le laisser-faire, le laisser-pourrir pour que le mécontentement se retourne contre les élus communistes.

La police doit jouer son rôle, utiliser toutes ses forces dans ce but au lieu d'être systématiquement mobilisée con-



La police doit jouer son rôle.
Au lieu d'être mobiliser contre les travailleurs....

tre les travailleurs. Le Préfet doit lever l'interdit qu'il fait peser sur l'installation d'ilotiers, gardiens de la paix vivant dans les quartiers et cités populaires.

Les Elus communistes sont décidés à user de tous leurs moyens et à faire preuve de fermeté pour œuvrer dans ce sens, comme ils l'ont déjà fait en demandant à l'O.p.h.l.m. d'expulser six familles qui étaient à l'origine de troubles et de violences, ou en convoquant des familles de jeunes responsables d'actes de violences. Dans le même temps nous appelons à la lutte pour une véritable politique de prévention.

Nous appelons plus particulièrement les jeunes à ne pas tomber dans le piège de la délinquance, de la violence, de la drogue, à lutter pour une véritable formation professionnelle, pour l'emploi, à lutter pour changer la société. Nous les appelons à s'organiser pour lutter à la Jeunesse Communiste.

Pour faire reculer l'insécurité, les Ivryens, les jeunes ont aussi leur rôle à jouer. Ensemble nous sommes une grande force. Les quelques dizaines de délinquants et d'agresseurs ne font pas le poids, surtout à Ivry, où le Parti communiste à une forte influence. Il faut que s'exerce contre eux la dissuasion populaire et démocratique, que s'exprime entre les honnêtes gens la solidarité, que pas un acte de dégradation ou d'agression ne reste sans riposte.

Nous voulons reconquérir le droit de sortir tranquille jour et nuit, de ne pas avoir à se barricader chez soi au prix de coûteuses dépenses, de garer sa voiture en sécurité, d'utiliser sa cave, le droit aussi de vivre dans des cités propres et respectées par chacun.

Nous appelons à la lutte pour vivre tranquille à Ivry.

NOUS APPELONS A LA LUTTE CONTRE LA CONCENTRATION DE L'IMMIGRATION A IVRY

Il y a à Ivry 20 % de population immigrée. Dans certains quartiers ce pourcentage atteint 50 %. Nous le disons franchement : c'est trop ! C'est mauvais pour les Français et les immigrés.

Nous nous prononçons pour l'arrêt réel de l'immigration et pour des mesures conduisant à une plus juste répartition des immigrés.

Nous accusons le pouvoir giscardien et le préfet de concentrer systématiquement les immigrés dans les villes ouvrières à direction communiste. Nous refusons que les ouvriers, les travailleurs paient le racisme des bourgeois et des maires réactionnaires de Charenton ou de Nogent où il n'y a que 6 à 8 % d'immigrés.

Nous combattons le racisme et nous sommes solidaires des luttes des travailleurs immigrés, pour leurs droits et pour se faire respecter. Nous luttons pour un statut démocratique de l'immigration, pour le droit au travail pour tous, pour l'égalité des salaires et des droits sociaux. Nous luttons contre les expulsions, pour le libre choix des travailleurs immigrés de rentrer ou non dans leur pays. Nous luttons pour un nouvel ordre économique et politique mondial permet-

tant aux pays dont sont originaires les immigrés de connaître un réel développement, et nous soutenons particulièrement le combat dans ce sens de l'Algérie et de son peuple.

Mais le combat contre le racisme et pour l'égalité des droits sociaux passe aussi par l'exigence d'une juste répartition de l'immigration. Nous accusons le préfet et le patronat d'attribuer systématiquement les logements H.l.m. dont ils disposent à Ivry à des immigrés. Cela doit cesser. La commune doit avoir la maîtrise des attributions. S'il le faut nous appellerons à l'occupation de ces logements pour y reloger des mal-logés Ivryens.

Les Elus communistes limitent pour la part qui dépend d'eux les attributions de logements H.l.m. aux familles immigrées. Ils agissent pour que le préfet reloge dans d'autres villes des familles immigrées.

La concentration de l'immigration à Ivry fait peser sur la commune et la population une lourde charge. Elle conduit à un déséquilibre au détriment de la population française. C'est pourquoi les élus communistes exigent du préfet et du



L'ASSOCIATION CENTRES DE TRANSIT FAMILIAUX CE.TRA.FA

15/1/1972

La CE.TRA.FA. a été créée en 1961, à l'initiative de la Préfecture de la Seine, pour gérer un centre de transit pour familles édifié à Gennevilliers. Conçue pour un objectif très limité en vue d'assurer en effet le transit de familles dans une Cité de 80 logements (c'est-à-dire pour 80 familles en principe et 500 personnes environ au total) la CE.TRA.FA. s'est vue par la suite offrir la gestion de dix autres cités : quatre à Nanterre, trois autres à Gennevilliers, une à la Courneuve, une à Ivry et une à Ste Geneviève-des-Bois.

Le nombre de familles pouvant être accueillies dans «les cités de la CE.TRA.FA.» allait ainsi passer, en dix ans, de 80 à 1.145, comportant une population totale de près de 7.500 personnes, dont 2.392 adultes et 4.988 enfants de moins de 20 ans.

L'Association a un double objet :

1°) création et gestion de cités familiales de transit;
2°) promotion d'action sociale, qui va de pair avec la fourniture du logement, en vue de faire évoluer les familles pour leur permettre d'accéder tout naturellement à un logement définitif qui s'intègre au régime normal.

Ce double objet de l'association répond parfaitement aux termes de la circulaire interministérielle du 27 août 1971 : «Les cités de transit peuvent être définies comme des ensembles d'habitations affectées au logement provisoire de familles dont l'accès en habitat définitif ne peut être envisagé sans une action socio-éducative s'exerçant au premier chef dans cet habitat provisoire».

Le logement

Les familles logées par la CE.TRA.FA. sont pour 78 % environ de nationalité algérienne, et pour 22 % de nationalités portugaise, espagnole, marocaine, tunisienne, yougoslave. Ces pourcentages valables pour l'ensemble des centres, sont à rectifier bien entendu pour quelques cités dans lesquelles la population d'origine portugaise est particulièrement nombreuse.

Désignation des occupants

Ce sont les services préfectoraux qui procèdent à la désignation des occupants. Ils sont seuls aptes en effet à juger d'une situation d'ensemble dans une région ou dans un département, et seuls habilités en conséquence à résorber tel ou tel bidonville et, partant, à reloger ses habitants dans telle ou telle cité. Dans l'hypothèse contraire l'anarchie s'installerait peu à peu dans la désignation des occupants des centres de transit si le choix en était laissé aux dirigeants des cités, sollicités qu'ils sont de toute part et à plus ou moins bon escient.

Mais les résorptions de bidonvilles ne sont pas toujours faciles, voire possibles, en raison, d'une part, du manque de logements de transit, d'autre part, du nombre insuffisant de cités ou d'immeubles H.L.M. Ce dernier point pose un problème très ardu à résoudre dans la région parisienne : où peut-on bâtir, et, si le terrain existe, à quel prix devra-t-on l'acheter, même avec la garantie d'une estimation de domaines. On pourrait citer particulièrement telle commune où deux cents familles au minimum vivent encore en bidonvilles et où les terrains sont, soit impossibles à trouver, soit quasi impossibles à acheter - s'il s'en trouve - en raison du prix prohibitif demandé. Certains milieux bien informés assurent aussi que l'édification de logements pour les travailleurs étrangers est parfois entravée par l'incompréhension locale qui voit en l'ouvrier émigré une sorte de mal, nécessaire certes, mais un mal néanmoins qu'il vaut mieux laisser au voisin le soin de guérir.

L'occupation

A son arrivée, le gérant remet et commente au chef de famille le «Règlement intérieur» de la Cité de transit, règlement qui énonce les obligations diverses incombant aux occupants en matière de comportement général, d'attitude des enfants, etc... En même temps, le chef de famille est invité à signer un «engagement d'occupation» qui est rédigé en fonction des buts de l'association, laquelle, à l'initiative des pouvoirs publics, met pour une durée limitée un logement à la disposition des familles sorties des bidonvilles ou d'habitats insalubres. Cet engagement précise bien que la fourniture du logement est essentiellement provisoire, temporaire, et que les lieux doivent être libérés à première réquisition, notamment en cas de relogement en H.L.M. A cet engagement est joint une déclaration de l'arrivant sur la composition exacte de sa famille, sur sa profession, sur ses ressources etc..., tous renseignements indispensables à l'affectation d'un logement convenable et susceptibles en même temps de juger de la solvabilité future de l'intéressé en ce qui concerne le paiement de l'indemnité d'occupation demandée.

Cette indemnité d'occupation est fixée en accord avec les services préfectoraux. Il a été jusqu'ici jugé convenable de l'établir en tenant compte des prix pratiqués en H.L.M., dans la commune, tout en la maintenant à un taux inférieur, eu égard, bien entendu dans chaque commune et pour chaque cité, à la nature et à la qualité de la prestation fournie. Mais pour éviter une durée anormale de séjour en transit et éventuellement (ce qui arrive d'ailleurs plus souvent qu'on ne le pense) un refus du logement définitif, une indemnité d'occupation est progressive et elle peut atteindre le montant du loyer du local en H.L.M. refusé - jusqu'à l'expulsion qui est au surplus automatiquement demandée. Cet habitat particulier n'est pas sans créer quelques difficultés qui se règlent pour la plupart soit par l'action des gérants, soit par l'action des services sociaux, soit par les deux actions à la fois, et très souvent avec les conseils et l'appui du Siège social.

C'est ainsi que presque journellement des observations sont faites :

- sur la propreté indispensable des abords des bâtiments où n'est toléré aucun objet inutilisé ou inutilisable,
- sur l'état des bâtiments, ainsi que son utilisation et la tenue des intérieurs où par exemple tout élevage d'animaux quelconques est strictement interdit,
- sur le comportement de chaque locataire et de ses enfants au regard des autres locataires, des autres enfants et des bâtiments eux-mêmes (murs, canalisations des eaux de pluie et des eaux usées, etc...).

En matière de paiement des «loyers», il convient de noter que la CE.TRA.FA. n'a pas eu jusqu'ici de souci majeur, bien quelle ait du avoir parfois recours à l'huissier et que des mesures d'expulsion aient été prises à l'encontre de certains mauvais payeurs ou de ceux qui s'obstinent à refuser pour divers motifs leur relogement en H.L.M. Une surveillance stricte est assurée enfin pour éviter l'arrivée et l'installation de locataires clandestins, ou d'occupants n'ayant pas la qualité nécessaire de salarié.

Le relogement.

Pour les mêmes raisons que celles indiquées ci-dessus en matière d'admission, le relogement en H.L.M. ne peut être le fait que des seuls services préfectoraux. Ceux-ci en effet, ayant une vue d'ensemble en la matière, peuvent donner les impulsions nécessaires, d'une part, à la construction d'H.L.M., d'autre part, à l'établissement d'une réglementation tendant à la réservation de logements dans ces H.L.M. en faveur des ouvriers étrangers. Le relogement définitif est envisagé dès que la famille est reconnue capable, par son comportement général et par les ressources dont elle dispose, d'entrer dans le type habituel du logement social normal sans que puissent se poser des problèmes majeurs d'adaptation.

L'action socio-éducative

Après avoir offert aux familles un logement plus décent qu'un bidonville, il s'agit de favoriser au maximum leur implantation dans le nouveau quartier, dans la commune, et de les aider progressivement à découvrir et à utiliser elles-mêmes les structures sociales, économiques, sanitaires et culturelles existantes. L'observation des besoins est objective et tient compte du respect dû à la personne humaine et du climat de confiance à créer. Car si la vie commune est disciplinée, cette notion de discipline n'est pas spéciale à la CE.TRA.FA.; elle est valable dans tous les ensembles immobiliers, mais ici, en Cités de transit, tous les soins sont donnés pour éviter la constitution d'un milieu marginal, d'un milieu séparé des autres groupes constituant l'ensemble communal. Créer un climat de confiance, c'est le but qui est fixé à chacune des éducatrices de l'association (comme aux gérants d'ailleurs). Le thème de l'action est tracé par le fait que l'on prend en charge des familles d'origine et de nationalités diverses dont le choix dépend exclusivement des pouvoirs publics, en l'espèce la préfecture.

Ces familles se divisent à peu près en trois catégories :

- celles pour qui le logement en Cité de transit n'est qu'un pis-aller en raison de la crise du logement et qui seraient tout à fait aptes à habiter normalement en H.L.M.,
- celles qu'il est indispensable de préparer au passage en H.L.M. par une action familiale soutenue de plus ou moins longue durée,
- celles enfin dont l'insertion en milieu normal pose des problèmes, spécifiques, particuliers à chaque cas.

Le deuxième groupe est le plus important, et l'expérience de l'action sociale à son sujet a amené à constater que la formule de relogement appelé «horizontal» peut permettre dans certains cas une promotion plus rapide. Mais la difficulté de trouver des terrains de grande superficie pour l'édification de cités pavillonnaires, a conduit à adopter aujourd'hui le «logement vertical», c'est-à-dire l'immeuble courant à étages dont le prototype est la Cité de transit «en dur» qui comporte au maximum 4 étages, des cages d'escaliers sans ascenseurs et de 80 à 100 logements. Mais les familles sont de diverses nationalités et cette diversité implique de la part des éducatrices un effort constant d'attention et d'adaptation. Tout, en effet, est ici fonction de condition les plus diversifiées, du caractère de chaque membre de la famille, de la réceptivité aux conseils, de l'âge et du sexe des intéressés, des coutumes de chaque groupe, et aussi du degré d'évolution que peuvent déjà avoir atteint les membres de la famille au contact du milieu français dans lequel ils se meuvent depuis plus ou moins longtemps. On ne peut poser de règles strictes, on ne peut résoudre les problèmes qui se posent à l'aide de formules mathématiques, mais les éducatrices suivent en dépit de toutes les difficultés un grand principe : faire en sorte que les émigrés et leurs familles ne soient plus un jour, pour paraphraser un mot célèbre, «des étrangers dans la Cité».

(...) Nous avons à lutter contre des facteurs de régression ou de frein dont les plus importants sont :

- l'inaction professionnelle du père,
- l'absence trop fréquente de contacts de la femme avec le milieu français,

Les femmes que nous abordons sont trop souvent inhibées par de multiples complexes - infériorité par rapport au mari - infériorité par rapport aux enfants - méconnaissance de la langue - sentiment d'impuissance et d'isolement - complexes entretenus par la vie qu'elles mènent et contre lesquels se sont avérés insuffisants l'environnement et les obligations imposées aux femmes de l'extérieur. C'est sur la condition de la femme, facteur essentiel de promotion familiale, que nous avons fait porter notre effort principal. Au début, l'action menée s'est inspirée des tâches habituelles - celles des infirmières-puéricultrices, jardinières d'enfants, travailleuses familiales - dans l'espoir d'inculquer aux femmes quelques réflexes élémentaires. Nous y avons ajouté la présence de professeurs pour enseigner le français et commencer l'alphabetisation des femmes. L'équipe d'éducatrices professionnelles est en permanence sur la Cité de transit :

La secrétaire sociale, responsable d'un secteur, travaille directement à l'animation socio-culturelle : orientation des familles vers les organismes sociaux et administratifs normaux extérieurs à la Cité de Transit, apprentissage des démarches et formalités nécessaires à la constitution des dossiers d'Allocations Familiales, de logement, de Sécurité Sociale etc...

L'infirmière assure évidemment les soins; mais, partant de là, son rôle consiste à être l'éducatrice sanitaire de la famille. Elle explique les règles d'hygiène, de vie, les éléments essentiels de la diététique et de la puériculture; elle travaille en liaison avec les centres de P.M.I. existants, les dispensaires de soins ou d'hygiène sociale et les hôpitaux. Elle s'assure de l'assiduité des familles aux consultations, aux rappels de vaccination, aux visites de dispensaires et de soins. On peut affirmer qu'éducatrice de santé, l'infirmière est à la base de la connaissance profonde des familles et de leurs besoins

La jardinière d'enfants donne aux enfants les premiers moyens d'expression, le premier vocabulaire, des habitudes de politesse. Les contacts de la jardinière avec les mères ou les grandes soeurs sont fréquents pour leur permettre d'acquérir des habitudes de régularité et d'exactitude.

La monitrice d'enseignement familial ou la travailleuse familiale, selon l'importance des cités, travaille - soit au local de la permanence ménagère, soit à domicile - directement à l'éducation des femmes - éducation pratique aux tâches ménagères : tenue du logement, cuisine, achats, rangements, couture, tricot, etc... C'est elle qui est le lien entre les femmes et les professeurs chargés de l'alphabetisation; son action, suivant les cas, peut aboutir à la préparation d'un budget familial, voire même à une initiation aux loisirs.

Il a bien fallu constater que les habitudes données restaient trop souvent extérieures à la pensée des femmes et risquaient de disparaître rapidement. Nous avons donc cherché à donner aux femmes l'intérêt profond d'agir en «motivant de l'intérieur» : il n'est pas suffisant de savoir comment on manie le balai si le désir d'avoir un intérieur propre et un foyer accueillant n'entraîne l'effort de balayer. La recherche d'une motivation profonde, humaine, très loin de la simple acquisition d'un «réflexe de Pavlov», nous a amenés à rechercher l'éveil de l'intelligence. Restait à trouver le moyen d'éclairer cette intelligence sans sortir du milieu habituel, et d'en favoriser l'expression par des contacts individuels. C'est dans la ligne de l'alphabetisation que nous avons cherché une formule d'application pratique :

Chaque professeur a un nombre limité d'élèves, ce qui permet à la fois l'expression personnelle et l'émulation indispensable aux progrès et au soutien de l'intérêt. Il faut maintenir, à tout prix, l'instruction de la femme dans son milieu familial où elle n'est pas dépaysée et lui faire découvrir l'apport d'autres femmes en recherche comme elle. L'enseignement reste lié à la vie de tous les jours; d'où :

- professeurs femmes, recrutées parmi des mères de famille, et strictement bénévoles,
- groupes de 3 élèves pour permettre l'émulation,
- leçons données au domicile des élèves, une fois chez l'une, une fois chez l'autre,
- autour de cette «leçon» qui a lieu une fois par semaine, la présence d'une éducatrice permanente, habituellement la travailleuse familiale, représente la continuité dans l'action entreprise : c'est elle qui assure les répétitions, qui aide et surveille le travail de la semaine, qui suggère l'accueil du professeur, etc... ; c'est elle qui soutient la femme contre l'inconstance, le laisser-aller et le découragement.

VI – Résorption

Du bidonville aux HLM, Mehdi Lallaoui, collection Au nom de la mémoire, Syros, 1993, pp.79 et 85.

UN TRANSIT QUI N'EN FINIT PLUS

A partir des années 70, les pouvoirs publics accélèrent la construction d'habitats provisoires dont le séjour ne devait pas dépasser deux ans. Les cités de transit existaient pourtant depuis 1960, mais le patrimoine HLM restait insuffisant pour accueillir les populations des bidonvilles détruits. Le statut des cités de transit sera défini par la loi de juillet 1970 « tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre ». Entre la réglementation officielle et son application subsisteront d'énormes différences. La loi insistait sur l'importance du choix d'implantation des cités afin qu'elles ne soient pas rejetées à la périphérie des villes pour éviter de créer des « obstacles insurmontables à l'adaptation des familles ». Elle ne sera jamais appliquée. Bien au contraire. Les cités de transit furent mises dans des endroits ne favorisant pas la vie en collectivité, loin des centres-ville et des lieux de travail, inaccessibles en transports collectifs, éloignées des commerces

et des structures socio-éducatives. Certains parlèrent déjà de ghetto.

Elles furent, selon le législateur, « destinées aux seules familles présentant des difficultés d'insertion sociale et qui dès lors, risqueraient d'être "rejetées" par les populations résidant habituellement en logement social ». Il était dit que le transit serait limité et que la plupart des familles pouvaient être relogées directement en habitat définitif. En réalité, les familles des bidonvilles ont presque systématiquement été transférées dans des cités de transit. Certaines y résideront parfois pendant deux décennies. Si, dans nombre de cas, le « propriétaire » était l'Etat par le biais des préfetures, des organismes tels que le CETRAFA (Centre de transits familiaux) assuraient la responsabilité de la gestion.

QU'EST-CE QUE LA CITE DE TRANSIT « GUTENBERG » ?

« C'est le plus beau jour de ma vie »
déclarait J. Chaban-Delmas lors de
l'inauguration de la cité « Gutenberg »

« Une cité qui pèse sur le cœur d'année en année. Cette cité située juste au-dessus d'un ancien lac où les gens paient l'eau encore plus cher qu'ailleurs, où le loyer est de 1200 à 1700 francs (1983) pour les familles. Les tuyaux de chauffage sont à l'extérieur des maisons, des tuyaux enveloppés de plaques de béton ; on paie plus ce qui est chauffé à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il y a certains logements vides ou sinistrés où le chauffage fonctionne en permanence. Ils ont fait une installation rapide sans régulateur dans chaque baraque. Nous ne pouvons pas régler à notre guise chez nous ; il y a un régulateur pour tout le monde, qui fonctionne quand il veut. Un ghetto où les conditions de vie sont inhumaines. Une cité délabrée, boueuse, merdique, qui n'a jamais été entretenue par ses responsables. Derrière cette cité, un bidonville fait en contre-plaqué ayant vingt ans d'âge où vivent encore quelques familles dans des conditions de vie infra-humaines, dans des logements insalubres. Derrière celle-ci se trouve la Seine, et non loin un dépotoir d'ordures sur une longueur de 100 mètres ; à côté de ce dépôt d'ordures « les Papeteries de la Seine » : immense usine ouverte en permanence, jetant de ses gueules cette fumée pour mieux polluer. Nous sommes les premiers à subir les conséquences de cette pollution. Du même côté, le pont du RER où passent les trains tard le soir. Dans ces bidonvilles, ils n'ont rien fait pour isoler contre le bruit car quand ces trains passent au-dessus de nos têtes on a l'impression que ces baraques vont s'écrouler, car elles ne sont faites que de contreplaqué, à l'intérieur : de la fibre de verre. Des baraques masquées en F2, 3, 4, 5 en général : deux chambres pour dormir, faire la cuisine, étudiant, eh oui étudiant, malgré toutes les embûches. Dans ces « transits » les escaliers sont faits de plaques de fer extensibles qui essaient de résister au fil des années. Douze ans après, la CETRAFA se réveillait, voulait refaire le parking et les allées, des plaques pour faire joli sur le plafond des cuisines. Un transit qui devait durer trois à quatre ans maximum. L'aménagement de la misère, nous n'en voulons pas. Y en a marre du transit, ce genre de scandale ne doit plus exister quand on aperçoit, derrière cette autoroute, des HLM faits pour la Garde républicaine, construits des propres mains de nos parents, ainsi que la cité « Komarov », quand on voit la différence d'habitat, c'est du noir et blanc.

Houmat.T, journal de l'association « Gutenberg », 1983.



« Les cités de transit sont affectées au logement provisoire des familles dont l'accès en habitat définitif ne peut être envisagé sans une action socio-éducative s'exerçant au premier chef dans cet habitat provisoire. »

Circulaire du 27 août 1971

Résorption

Du bidonville aux HLM, Mehdi Lallaoui, collection Au nom de la mémoire, Syros, 1993, pp.84 et 74.

SOUVENIR «DE GUTENBERG»

A la suite du meurtre en octobre 1982 d'un jeune de 19 ans à la cité de transit « Gutenberg » à Nanterre, François Lefort fut chargé d'une mission pour la résorption des cités de transit bidonvillées. Cette année verra le débat sur le logement des plus démunis et des immigrés en particulier relancé par l'échéance des municipales du mois de mars, où le Front national commença son ascension à Dreux sur le thème du « seuil de tolérance ». 1983 représentera également l'émergence des associations issues des quartiers qui organiseront la Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits, rassemblant 100 000 personnes le 3 décembre à Paris.

« Il est bien certain que cette opération de résorption a été modifiée par le drame de l'incendie de la cité des Côtes-d'Auty qui a fait deux morts le 24 avril 1983. La destruction rapide des cités dites à "ossature métallique" devenait la priorité des priorités. Si le délai du 21 septembre n'a pas pu être respecté, un effort sans précédent a cependant été accompli et on peut espérer voir une disparition totale de ces cités vers la fin de l'année.

En ce qui concerne les cités bidonvillées de type "Gutenberg", un nouvel effort doit être accompli si l'on veut tenir les promesses de destruction pour mai 1984. Dans les deux cités des "Pont-de-Bezons" et "Gutenberg", le problème essentiel reste toujours celui du relogement des familles nombreuses (le terme de "famille lourde" devant être proscrit).

L'unique solution restant l'attribution de pavillons. Il en faudrait 67 pour les deux cités ; or, depuis un an, aucune famille de ces cités n'a été dans des pavillons. Quatre pavillons seulement viennent d'être achetés et 17 sont en voie d'acquisition. C'est très insuffisant. A juste titre, les résidents sont très inquiets et doutent de la volonté gouvernementale. Des moyens nouveaux doivent être mis en oeuvre rapidement.

Il est nécessaire d'envisager dès maintenant la résorption des cités marginalisées du type de celle du port de Gennevilliers et la réhabilitation avec intégration au parc HLM de celles pour lesquelles c'est possible, du type Châtenay-Malabry et Houilles. Les question de ces cités de transit n'est que

la partie visible de celle du logement des immigrés. Certaines familles étrangères vivent dans des conditions inhumaines et inadmissibles. Or, il faut bien le dire, on ne loge pratiquement plus les familles immigrées. Les jeunes couples sont obligés d'habiter chez leurs parents, c'est un obstacle majeur à l'insertion. »

Extrait du premier rapport de F. Lefort.

« En 1966, dans les seuls départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise, on comptait 3 565 familles. 1 445 familles ont été relogées par plusieurs organismes, et le recensement, au 31 décembre 1968, révélait que 3 270 familles vivaient dans des bidonvilles. 3 565 moins 1 445 égale 3 270 : telle est l'arithmétique des bidonvilles. Les crédits tels qu'ils sont dégagés actuellement ne suffiront pas à l'élimination des bidonvilles avant 1975, car il faudrait multiplier par cinq les sommes qui sont affectées à la construction de foyers-hôtels et de cités de transit. Alors les mois passent. C'est ainsi que l'on attend pendant quinze mois l'autorisation de construire des cités de transit, que l'on attend pendant dix mois l'autorisation d'appliquer la loi. Puis le préfet attend deux mois, le juge six mois, l'administration des domaines huit mois avant de prendre une décision. Durant tout ce temps, des enfants meurent chaque jour dans les bidonvilles. C'est à Nanterre - qui nous empêche de dormir parce que les étudiants sont un peu trop troublés et un peu trop troublants - que l'on a osé construire une université au milieu des bidonvilles, au moment où tout le monde parle d'«environnement» ! Et tout cela a été dénoncé par les doyens qui avaient prédit : "Si vous ne détruisez pas les bidonvilles d'abord, vous aurez la révolte." Nous avons eu la révolte, mais les bidonvilles n'ont pas été détruits. On a achevé la construction de la préfecture, on a construit le RER, que l'on a bâti sur des talus, coupant ainsi l'agglomération, c'est-à-dire empêchant les relations entre les quartiers. On a créé un "univers" qui ne peut être qu'explosif. Après, on dit qu'il y a chez les jeunes quelque chose qui ne va pas ! »

Claudius-Petit, le 10 juin 1970, lors des débats sur l'« habitat insalubre ».



Bidonville de «La Folie» à Nanterre. En face s'élèvera la préfecture des Hauts-de-Seine. Les familles seront relogées dans les cités de transit des bords de Seine, loin des regards de compassion. Elles y resteront jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

LE DERNIER DES BIDONVILLES

Présenté comme le dernier bidonville de France, la « Digue des Français » a été rasé en mars 1976. C'est la Sonacotra qui pilote l'opération de résorption, des terrains acquis par elle des 1974 à Nice devant servir à la construction de foyers-hôtels. A travers la presse de l'époque (*Nice-Matin*), nous avons suivi son histoire de 1974 à 1976.

« Etat dans l'Etat, le bidonville vit avec ses propres lois et ses propres règles. On évalue mal sa population. Les chiffres les plus bas l'estiment toutefois à un minimum de 1 800 habitants. Mais on parle de 5 000 personnes qui vivraient à demeure dans cet espace entre la rive est du Var et la route de Grenoble. Nice reste l'une des dernières grandes cités françaises à "posséder" un bidonville de cette importance.

Le programme général devrait durer plusieurs années. Il porte sur 1 500 chambres qui seraient réparties dans quatre ou cinq foyers-hôtels. Parallèlement à l'avancement des travaux, le bidonville sera détruit, ses occupants affectés dans des logements préfabriqués, en dehors de Nice, qui leur serviront ainsi d'asile provisoire en attendant leur hébergement dans des logements en pierre. »

Nice-Matin du 6 février 1974.

« Le dernier grand bidonville de France a disparu hier en quelques heures. L'opération de résorption qui a pris, dans le courant de la matinée, des allures de grandes manœuvres concernait également le bidonville de l'aéroport, rasé peu de temps auparavant. Malgré des inscriptions sur les murs («Foyer égale prison»... «Remboursez les baraques»... «Des papiers pour tous») tracées par des gens extérieurs au bidonville, on était arrivé au point de non-retour. Grondement

de bulldozers, rotations de cars, files d'attente pour les formalités d'enregistrement, puis le départ, l'exode organisé vers la cité modulaire, enfin d'autres attentes, d'autres formalités à "Nice-Village" avant l'installation définitive. A 7 heures, à l'aéroport, ils quittaient leurs baraques, et prenaient les cars qui les conduisaient aux deux grandes tentes prêtées par l'armée, installées sur le parking du parc des sports. Là, avant midi et sans précipitation, plus de 900 personnes avaient retiré leur carte d'admission à la cité modulaire ou aux foyers-hôtels de Riquier et des Sagnes. A 13 heures, les bulldozers s'attaquaient à la "Digue des Français" et, en fin d'après-midi, il ne restait plus que des amas de planches et de tôles broyées. Sous une pluie battante, les retardataires repoussent des tôles, jettent un regard sur leur "maison". Entre les planches arrachées et les matelas éventrés, ils s'assoient sur leurs valises pour se servir un dernier thé à la menthe puis, à pied ou sur un vieux cyclomoteur surchargé, ils prennent le chemin boueux qui borde le Var. Une dizaine de policiers, mains dans les poches, inspectent les baraques vides. Deux kilomètres plus loin, ceux qui viennent de quitter leur "village", à bord des cars, à pied, ou entassés dans de vieux camions, découvrent une cité aérée au milieu d'un chantier terminé de justesse. Là, encore de la boue, mais cette fois, de vraies maisons, de vraies chambres, de vrais lits, des sanitaires, un bar, des salles de réunion, un atelier de bricolage, une salle de prière. De tout cela il faudra faire une ville. Il faudra remodeler une communauté, s'adapter à ce nouveau mode de vie, animer ces modules jaunes, blancs et verts, dont certains arrivent à peine du complexe de Fos. En quelques heures, près d'un millier de travailleurs ont découvert leurs nouveaux habitats. L'opération à peine terminée, on sait que les vrais problèmes commencent à se poser.»

Nice-Matin du 17 mars 1976.



Argenteuil entre 1969 et 1971

VII - Intervention

Igloos, journal d'Aide à Toute Détresse, n° 27-28, mars-juin 1966.

IGLOOS

SCIENCE ET SERVICE
BI-MESTRIEL N° 27 - Mars - Avril 1966
N° 28 - Mai - Juin 1966

Prix 5 F
L'abonnement France 10 F
L'abonnement Etranger 15 F

AIDE A TOUTE DETRESSE

UN MOUVEMENT QUI, PAR LA CONNAISSANCE ET L'ACTION,
PRÉPARE L'AVENIR DU SOUS-PROLÉTARIAT

1. — Le besoin de regrouper les forces qui agissent en faveur de la population sous-prolétarienne :

Un document photographique compose la Première Partie de ce présent « Igloos ». Il révèle le sort qui est actuellement fait aux familles les plus pauvres des bidonvilles et des quartiers dégradés, le dénuement dans lequel elles demeurent dans les cités d'urgence ou de « transit ». Ceci nous fait comprendre que leur protection et promotion ne dépendent pas uniquement de notre action locale. Les documents de la Deuxième Partie soulignent que la solution des problèmes du sous-prolétariat dépend d'une prise de conscience et de mesures à adopter au niveau national. Le financement de logements et équipements socio-culturels suffisants pour ces familles est déterminé selon une hiérarchie nationale des priorités. Aussi, pour obtenir des moyens sérieux de lutte contre la misère, faut-il agir sur cette hiérarchie nationale. Une telle action suppose un certain regroupement, une canalisation des efforts locaux.

Par ailleurs, les problèmes de la misère exigent un effort d'étude et de recherche qu'il est difficile de fournir sur le seul plan local. Ils demandent l'alliance de toutes les intelligences et expériences disponibles.

2. — La dispersion des efforts :

Nous savons que pendant longtemps, les efforts ont été dispersés. La tendance moderne à la spécialisation des services, l'absence de solidarité entre les œuvres, le manque d'une vue d'ensemble ou même d'une prise de conscience du problème de la misère en France, ont favorisé l'émiettement des forces. Il n'existe pas une ville ni même un village en France où ne vit pas un souci, où n'est pas mis en œuvre un effort quelconque d'aide aux familles sous-prolétariennes. L'ignorance de l'action des autres, l'absence d'un canal de communication, d'un moyen de conjuguer les efforts, ont fait que pendant des années l'action est demeurée inefficace et que le problème reste entier.

AIDE A TOUTE DETRESSE, 53, rue de la Fontaine-au-Roi, PARIS XI^e
C.C.P. 13.551-80 PARIS ATTENTION - Tél. 389 à NOISY-LE-GRAND (S.-et-O.)



PHOTORAMA D'UN BIDONVILLE

Vous croyez connaître les bidonvilles, mais êtes-vous allé les voir de près ?

Mes premiers pas dans un bidonville datent du 28 juin 1965, à « la Campa », situé dans la Commune de La Courneuve, pour un reportage sur une opération de police.

J'ai découvert avec stupeur une agglomération de 3.000 habitants, travailleurs et contribuables (patentes, impôts sur les revenus, taxes indirectes par la consommation) sans voirie, sans eau courante, sans électricité ni gaz, sans égouts, sans ramassage des ordures, parce qu'on ne voulait pas reconnaître officiellement le bidonville.

Des familles de 11 personnes disposent de 10 mètres carrés au niveau de la boue, mais si une baraque plus spacieuse se trouve inoccupée, la police la détruit.

Une seule famille a été reléguée par l'Administration depuis 12 ans. Pour construire une Cité neuve, la Caisse des Dépôts et Consignations a déplacé ce bidonville de 500 mètres, de l'autre côté de la route, dans un champ de betteraves.

◀ Le cadre de la vie quotidienne de 3.000 habitants



▲ Les habitants ont entrepris une campagne de nettoyage.

Les 12 et 13 juin 1965 une grande opération de nettoyage est entreprise par les habitants eux-mêmes avec le concours des amis des cités voisines. Des tonnes de détritus sont regroupées puis sorties du terrain avec des moyens de fortune. Mais les camions promis par les Services publics ne sont pas tous là,

les décharges qui devaient rester ouvertes refusent de recevoir les camions. Tout est à reprendre les 26 et 27 juin.

Les ordures accumulées par 3.000 habitants n'avaient pas été enlevées depuis trois ans, mais devant tant d'obstination les responsables cédant enfin, l'enlèvement régulier s'organise.



▲ La nuit, les 40 panneaux sont arrachés par la police.

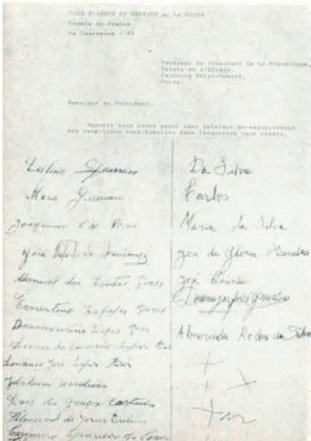
▶ Pourtant, les autres affichages libres ne sont pas enlevés.





▲ L'élection du Président du Club Science et Service.

"La Campa" passe à l'action



Les habitants de « La Campa » ont compris, peu à peu, qu'il fallait agir eux-mêmes, ensemble, pour sortir de l'oubli; révéler l'opinion sur le manque de logements populaires, obtenir des services publics un minimum d'égard et de coopération.

Des représentants des différents groupes ethniques, des membres d'Aide à toute Détresse, des amis du quartier, se sont réunis pour créer un Club SCIENCE ET SERVICE.

Ils s'efforcent de régler des problèmes de leur communauté : nettoyage du terrain, lutte contre les nombreux incendies, apprentissage administratif.

Ils ont entrepris des campagnes de presse, des démarches auprès des autorités pour obtenir des logements décentes et, en attendant, un équipement sanitaire minimum.

L'amicale compréhension des pompiers, du facteur et de quelques fonctionnaires les ont beaucoup aidés.

▲ Pétition adressée au Président de la République pour obtenir des logements humains.

OPERATION SILENCE



▲ « Mettez-vous à notre place » - « Inondation » - « Boue » - « Maladie » - « MALADIE » - « CHOMAGE » - « Ici Bidonville, 3.000 personnes »



Des panneaux de carton sont accrochés le 6 janvier 1966 en bordure de la route qui longe La Campa.

Dans la nuit suivante, ils sont enlevés par la police.

D'autres panneaux, réalisés par les adultes des cours d'alphabétisation, sont mis en place le 24 janvier suivant.

Dans la nuit du 24 au 25, à 0 h. 30, des agents conduits par un officier sortent d'une 403 « familiale » bleu nuit et subtilisent en moins de dix minutes les 40 panneaux.

Pourtant, à quelques pas de là, d'autres affichages libres achèvent de pourrir sans les intéresser.

Le 18 février, la Télévision diffuse une émission intitulée « la mort des bidonvilles ». Sur un ton rassurant, devant une cité neuve construite sur l'emplacement d'un ancien bidonville, un haut fonctionnaire explique que ce triste habitat sera supprimé. Mais le délai prévu pour la résorption des bidonvilles est de 10 ans !

▲ « 600 familles - 2.000 enfants dans la boue et dans l'eau »

DES SOLUTIONS FAUSSES



▲ Echappons au bulldozer...

- Des recensements multiples et sans suite.
- Des refus de renouvellement de cartes de séjour.
- Des démolitions de parties de maisons qui ne sont pas considérées par les autorités publiques comme indispensables. (Par exemple, la cour, qui cependant est intégrée dans l'habitat nord-africain, le garage qui abrite le vélomoteur ou la buanderie pour laver le linge, en ce lieu où n'existe qu'une seule fontaine.
- Des destructions improvisées sans que la population sache ni où ni quand ni pourquoi.
- Des projets de relogement par secteur de terrain à libérer sans tenir compte des besoins réels des familles ni des groupements qu'elles ont formés par affinités.
- Des mouvements de bulldozer qui ignorent les problèmes humains : ils sont là pour supprimer le scandale esthétique et récupérer des terrains.

« Vous avez deux jours pour démanteler. » Vous serez plus loin de votre travail désormais. Dites merci et ne discutez pas. Ce serait de la mauvaise volonté.

Des destructions improvisées sans que la population sache ni où, ni quand, ni pourquoi.



LES VRAIES SOLUTIONS

- La limitation de la spéculation foncière.
- Une recherche qui aboutisse à la démocratisation de la construction, telle que la 2 CV pour la voiture, les grands magasins pour la mode.
- Pour les familles ouvrières françaises : des logements à loyer réellement modéré.
- Pour les familles ouvrières étrangères : de véritables Cités d'accueil et d'acculturation française, suivies de logements à loyer modéré.
- Pour les familles françaises sous-prolétariennes qui, après transition, peuvent accéder à un logement normal : des Centres de Promotion familiale et sociale.
- Pour les familles françaises sous-prolétariennes trop usées par la misère pour habiter un logement normal : le réaménagement d'habitations vétustes.
- Pour les nomades : des aires d'accueil, avec un équipement semblable à celui qu'on impose au moindre terrain de camping.
- Pour les hommes seuls : des Foyers d'accueil en nombre suffisant et accessibles à tous.
- POUR TOUS, une action sociale exercée par des équipes spécialisées en nombre suffisant, c'est-à-dire un financement de leur formation, dans un Institut spécialisé, et de leur rémunération.
- Tout ceci suppose que les responsables comprennent que toute promotion sociale bénéficie à l'ensemble de la Nation.

Déjà la Campa a su créer un courant d'amitié qui prépare à la vie en cité nouvelle

▼ Une soirée amicale entre des familles de « La Campa » et de la cité Floral.

▼ Les cours de rattrapage scolaire.



Vie quotidienne

Les bidonvilles de Mérignac

De notre correspondant à Bordeaux

Voici quelques extraits d'un article de presse locale paru le 5 décembre, dont nous goûterons le cynisme : « Le bidonville portugais de Mérignac offrait hier matin le spectacle lamentable de treize personnes qu'un incendie venait de jeter dans le froid et la boue et qui cherchaient désespérément au milieu des décombres de leurs cabanes qui un objet familial, qui un souvenir du pays qu'ils avaient quitté... Les familles Gomez Ferreira et Vaz, comme la plupart des habitants du bidonville de Mérignac, avaient clandestinement fui le Portugal et s'étaient établies en communauté dans la banlieue bordelaise. Ils y vivaient depuis plusieurs années et devaient être relogés bientôt avec nombre de leurs semblables, dans des logements que le programme social de rélogement finissait d'édifier à proximité... Dans la soirée, la vie avait repris son cours dans le « village » des Portugais. Et, pour eux, cet incendie ne sera finalement qu'une péripétie parmi tant d'autres... »

Afin de comprendre la réponse faite par le groupe P.S.U. de Mérignac à cet article, il convient de connaître quelques données du problème :

1) La mairie de Mérignac est tenue par le député Robert Brettes, élu sur une liste S.F.I.O. qui avait pour seule concurrence une liste P.C.F.-P.S.U. et qui a donc dû faire des concessions importantes à la droite.

2) La municipalité de Mérignac fait partie de la Communauté Urbaine de Bordeaux, communauté qui, dernièrement, vient de signer un contrat avec la Lyonnaise des Eaux, compagnie privée, pour tous les travaux d'assainissement, domaine vital qui devrait donc être géré par un organisme public. Ce contrat a été signé à l'unanimité.

3) Les logements du programme social mentionnés dans l'article ci-dessus sont des logements dits transitoires, logements en location et au nombre de 48.

4) Le nombre de départs d'Espagne et du Portugal, de 1945 à 1965, s'élève à 1.050.000, sans compter les passages clandestins pour avoir un chiffre approchant la réalité, il faut multiplier ce

nombre par 1,5). On peut affirmer que près de la moitié de ces émigrés sont passés par Bordeaux.

5) C'est à Bordeaux que fut arrêté, au début de cette année, un réfugié politique de nationalité espagnole qui fut par la suite livré à la police franquiste.

Voici maintenant la réponse du Groupe P.S.U. de Mérignac, réponse communiquée au journal local qui nous l'espérons, la publiera intégralement :

« A l'occasion d'un fait divers (incendie), le grand public a été informé de l'existence de bidonvilles à Mérignac, ville de la Communauté Urbaine de Bordeaux dont le président est l'actuel Premier Ministre. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un incendie survienne dans un tel lieu d'habitation : des cabanes de tôles et de planches, dans lesquelles, pour se chauffer un peu, il faut faire un feu d'enfer. »

Il est donc odieux de se lamenter sur ces gens désormais sans abri. La source du mal est plus profonde : c'est l'ordre social actuel. Ce bidonville existe depuis de nombreuses années et rien n'a été fait jusqu'à ce jour pour reloger ses habitants. A ce propos, il est à noter que moins de 10 % des appartements construits sur Mérignac sont le fait d'organismes publics (H.L.M.) et que même les loyers de ces appartements sont trop élevés pour ces émigrés. Rien n'est fait pour abriter ces hommes et leurs familles, obligés de quitter leur pays, terre de chômage et de répression policière.

La patronat profite de cet afflux de main-d'œuvre pour sous-payer les travailleurs émigrés, c'est-à-dire les exploiter encore plus durement que les travailleurs français. La police exerce sur eux un chantage : « Tenez-vous tranquilles, ne vous révoltez pas contre les conditions inhumaines dans lesquelles vous vivez, car sans cela, nous vous renvoyons dans votre pays où vous êtes sûrs d'être torturés et de passer quelques années en prison. »

Le P.S.U. affirme que seule la lutte contre l'ordre social établi peut faire changer la situation des travailleurs émigrés, c'est-à-dire la lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme. □

LE LOGEMENT

DIX ANNÉES D'IMPUISANCE GOUVERNEMENTALE...

● LES MAL LOGÉS SONT DES INADAPTÉS SOCIAUX !...

Fournir un logement aux trois ou quatre millions (?) de personnes qui vivent dans des constructions provisoires, chambres meublées, appartements surpeuplés.

Il n'est pas possible d'intégrer ces personnes dans un habitat NORMAL, car :

- ou bien elles quitteraient les logements qui leurs seraient « offerts » (?), chassées par leur environnement...
- ou bien elles feraient partir cet environnement au profit d'éléments semblables à elles.

(« Le Monde », 15 Mars 1969.)

C'est un ex-Ministre de la Construction, M. MAZIOL, du Gouvernement gaulliste qui, cyniquement, fait cette déclaration.

LES MAL LOGÉS SONT DES PARIAS.

● CONSTRUISONS DES GHETTOS POUR LES MAL LOGÉS !

Isolons les mal logés dans des camps de barbelés.

Les H.L.M. et bidonvilles et Cités d'urgences sont insuffisants, dit le Gaullisme... Construisons des camps de concentration pour la pègre des sans argent...

A QUI LA FAUTE ?...

● LE POUVOIR MONTRE SON VRAI VISAGE...

ALLONS-NOUS NOUS LAISSER INSULTER ?...

**La pègre des mal logés
c'est nous !**

Les Elèves Architectes de Toulouse.

H.P. GUYRIÈRE, 4, Rue Bayard - Toulouse

non aux bidonvilles
non aux villes-bidons

L'Urbanisme est un acte politique. Il doit être au service du peuple

Dans notre société qui s'effrite notre cadre de vie est confié à des technocrates soigneusement divisés, muselés et coupés du public.

Ces technocrates collaborent involontairement ou pas avec les promoteurs publics ou privés pour favoriser la spéculation et le profit.

Ils sont dans l'incapacité de concevoir valablement l'aménagement du territoire et du cadre de vie.

Ils ne peuvent pas répondre aux plus élémentaires de nos besoins.

Des professionnels, des associations d'usagers (A.P.P.A.U.R.), des étudiants se sont unis pour briser toutes ces cloisons et tous ces "verrous".

Ils veulent dénoncer publiquement les contraintes qui briment leurs activités, font de l'usager la principale victime et du capitalisme le seul bénéficiaire.

Nous avons tous le droit d'habiter !

Nous avons tous le droit de connaître et d'intervenir.

Venez tous à LA MUTUALITÉ
le MARDI 18 JUIN à 21 heures

MARDI
18
JUIN
à 21 h.

**DÉBATS PUBLICS
MUTUALITÉ**

1. Square de la Mutualité - PARIS-5^e
Entrée Gratuite

**NON AUX BIDONVILLES
NON AUX VILLES-BIDONS**

**L'URBANISME
est un acte politique
IL DOIT ÊTRE
au service du peuple**

ORGANISÉES par des étudiants et des Professionnels de toutes les disciplines concernées à l'aménagement du cadre de vie, des Associations d'usagers de l'A.P.P.A.U.R.

Intervention

Pourquoi des bidonvilles ? Comité d'Action Bidonvilles, ex. Beaux-Arts, 05-06-1968. Affiche, Au bout de la rue... un bidonville, mai 1968.

« POURQUOI DES BIDONVILLES ?

Pourquoi les bidonvilles apparaissent-ils autour des grandes villes du monde capitaliste ?

— Pourquoi les bidonvilles naissent-ils spontanément autour des villes étrangères, dès que les trusts capitalistes y investissent leurs capitaux. (Cacablanca, Abidjan, Hong-Kong, Rio de Janeiro...)?

— Parce que la société capitaliste est fondée sur l'exploitation maximale de la force de travail de l'homme ; plus les salaires sont bas, plus les charges sociales sont légères, plus la sécurité de l'emploi est précaire, plus le profit est élevé.

— L'ÉTAT a intérêt à perpétuer cette situation car il cherche continuellement à disposer d'une masse de manœuvre pour sa politique de sous-emploi et de bas salaires.

Ouvriers et étudiants, les revendications propres aux travailleurs étrangers font partie intégrante des revendications communes à tous les travailleurs.

— Les travailleurs immigrés doivent obtenir :

1. De véritables *contrats de travail* supprimant le « chantage » à la carte de travail.

2. De véritables *salaires* car les salaires des travailleurs immigrés sont de 20 % inférieurs à ceux des travailleurs français.

3. De véritables *garanties sociales* : en 1968, un père de trois enfants touchait s'il était français : 180,55 F ; s'il était Italien : 117 F ; s'il était Algérien 72 F et 51,51 s'il était Portugais.

4. Une véritable qualification : 90 % sont manœuvres ou ouvriers spécialisés.

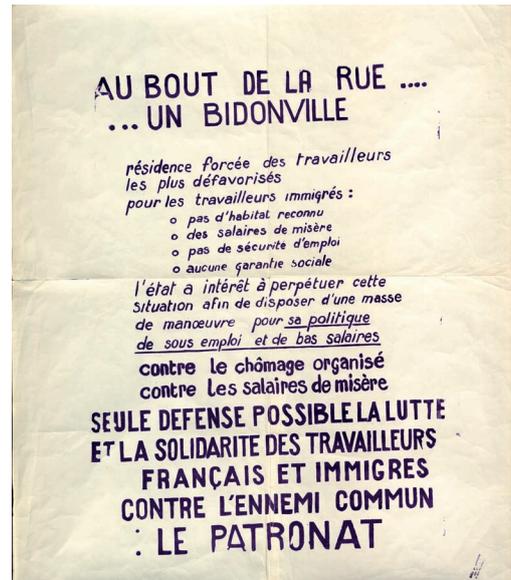
5. La reconnaissance des bidonvilles comme *domicile légal* et le respect de leur mode de vie propre afin de ne leur imposer ni le mode de vie en HLM, ni un logement raciste (bidonville) ou paternaliste (cité d'urgence).

— Contre le CHOMAGE ORGANISÉ.

— Contre les salaires de misère.

La seule défense possible est : LA LUTTE COMMUNE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS CONTRE L'ENNEMI COMMUN : LE PATRONAT.

Comité d'action : Bidonville
Ex. Beaux-Arts. Le 5 juin 1968. »



30 MAI 1968.

CAMARADES,
LES GREVISTES DE CHAMPIGNY ET DES AUTRES BIDONVILLES

MEURENT DE FAIM

EN VUE D UN SOUTIEN ACTIF AUX CAMARADES GREVISTES JOIGNEZ
LE COMITE D'ACTION DE VOTRE QUARTIER

OU CEUX DE LA SORBONNE (ESC. C Ier ET.)

AGISSEZ VITE !

COMITE D'ACTION " BIDONVILLES "

4 juin 68

Beaucoup d'organismes privés et semi-publics "s'occupent" des bidonvilles. Ils apportent une aide matérielle et morale qui, loin de contester l'existence même du bidonville, permet à celui-ci de se perpétuer et de rester une "réserve" de main-d'oeuvre à bon marché. Or, c'est là la contestation majeure.

Les équipes du Comité d'Action, formées de 5 à 6 personnes, prennent directement contact avec les habitants du bidonville, non seulement pour apporter de la nourriture mais surtout pour mettre à la disposition des travailleurs du bidonville les moyens de diffusion capables de renforcer leur unité face à l'exploitation du régime Capitaliste (affiches, tracts élaborés en commun et traduits en plusieurs langues).

Le patronat, en effet, cherche par tous les moyens à désolidariser les travailleurs français et immigrés (provocations policières, telles que celles de Belleville, lettre menaçant d'expulsion les travailleurs qui ne reprendraient leur travail); c'est pourquoi, l'objectif de ces équipes est aussi de populariser la lutte des travailleurs immigrés alentour du bidonville et sur les lieux de travail, de montrer combien la lutte des travailleurs immigrés participe à la lutte commune et que leurs revendications propres, qui sont les plus élémentaires, font partie intégrante des revendications de tous les travailleurs.

- droit au logement

Le bidonville n'est pas reconnu comme domicile légal.

- droit au travail

La plupart n'ont aucun contrat de travail.

- droit à de véritables salaires

Dans le bâtiment un Portugais et un Algérien reçoivent 20% de moins que leurs homologues français

-o-o-o-o-o-o-o-o-

Intervention

Tracts: Vive la résistance du bidonville des Champarts contre les magouilles de Julien!, Gauche Prolétarienne Maoïste.

VIVE LA RESISTANCE DU BIDONVILLE DES CHAMPARTS CONTRE LES MAGOUILLES DE JULIEN !

Depuis un an et demi, Julien, crapule bien connue des travailleurs immigrés, car il s'occupe du bureau de la main d'oeuvre à la mairie, s'engraisse sur le dos des portugais du bidonville des Champarts.

- Pour un logement de misère, il leur prend quelquefois 50 000 francs.

- Tout le bidonville, en tout 700 personnes, doit lui verser chaque mois 1 700 000 francs pour l'eau, sinon il menace de raser les baraques. Il n'en verse que 300 000 à la mairie; son compte-chèque doit s'être arrondi depuis le temps qu'il fait la sangsue!

- Il joue au grand seigneur féodal : il a vidé une femme et ses trois gosses dans les vingt quatre heures parce que sa tête ne lui revenait pas ! Un travailleur portugais a fait coucher chez lui un copain; le lendemain, Julien et ses larbins sont arrivés et ont tout saccagé; le travailleur s'est retrouvé à la rue !

Il croit avoir droit de vie et de mort sur eux !

- Il en vide certains, en met d'autres à leur place, leur prend tout leur fric

- Il démolit les baraques quand les ouvriers sont en vacances.

- et comme il ne peut réprimer ses instincts bestiaux, il oblige, par chantage, des portugaises à coucher avec lui. Ce vieux satyre a fait mettre une jeune fille Portugaise nue et l'a obligée à danser sur une table, pendant qu'il se bidonnait avec trois autres fripouilles !

Il traite les travailleurs portugais comme des chiens, mais ceux-ci en ont eu marre, et lundi ils se sont battus contre Julien et ses flics qui les menaçaient de leur raser les baraques; même les femmes s'y sont mises; ils les ont proprement mis dehors !

Maintenant Julien a la trouille de s'y repointer car il sait ce qui l'attend: les masses populaires vont lui casser la gueule et lui raser sa belle moustache. Les Portugais sont décidés à résister très violemment car ils ne peuvent plus supporter la répression et la terreur qu'il exerçait sur eux.

Les travailleurs étrangers sont importés en France par les patrons parce qu'ils sont sans défense contre la surexploitation, et que leur présence permet de maintenir bas les salaires des travailleurs français. Il est donc dans l'intérêt de ces derniers de se battre pour que des conditions égales dans le logement, le travail et le salaire soient assurés aux travailleurs immigrés.

A BAS LA MAIRIE RACISTE !

A BAS JULIEN, PETIT SEIGNEUR DES BIDONVILLES A MASSY !

VIVE L'UNITE DE TOUTE LA POPULATION A MASSY AVEC LES TRAVAILLEURS
PORTUGAIS CONTRE LA VIE CHERE ET LA VIE D'ESCLAVE !

GAUCHE PROLETARIENNE MAOÏSTE

LISEZ LA CAUSE DU PEUPLE.

ARCHIVES GETAWAY

Tracts: Nous «la pègre». Comités Bidonvilles, fin mai, début juin 1968.

8

Paris
Semaine
27/5 - 3/6/68

NOUS "LA PÈGRE"

Après être partis pour abattre une société de profit et de gaspillage organisé ce mouvement profond en cours doit-il tendre à se rabattre sur des revendications particulières ?

Dans ce cas, quel sort réservera-t-il aux couches les plus opprimées de la population, que le système actuel a privé de voix ?

ON REFUSE DE VOIR :

- A combien de français qualifiés de sous-prolétaires
 - A combien de milliers de travailleurs émigrés
 - A combien d'hommes dénommés avec mépris "voyous" et pègre"
- Le système d'oppression en place rend la vie insupportable ?

QU'ON LE SACHE DONC :

- A nous, est réservé le privilège de l'oppression permanente, policière et administrative,
- A nous, ne sont laissés pour survivre que bidonvilles, ghettos, îlots insalubres, taudis, cités d'urgence et de transit illusoire,
- A nous les emplois non qualifiés et d'insécurité, les salaires de misère, le chômage,
- A nous les mises à l'écart de toute participation, l'impossibilité à toute association et à tout pouvoir syndical, municipal politique,
- A nous, les régimes spéciaux, les programmes marginaux inventés par une bourgeoisie culpabilisée, qui nous maintiennent dans l'exclusion.

NON, MENSIEUR FOUCHET, NOUS N'ETIONS PAS TOUS ENCORE SUR LES BARRICADES,
MAIS TOUS :

- Nous refusons le système sélectif établi au seul profit d'une élite se coupant du peuple et qui multiplie seulement la chance des chanceux,
- Nous refusons le système dont la logique est d'engendrer des exclus et de faire de nous des esclaves,
- Nous refusons le système régi par la compétition où les droits d'une classe, d'un groupe, d'un homme sont fonction de leur seule rentabilité au profit des plus nantis.

NOTRE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER :

Notre situation d'injustice se doit d'être aujourd'hui levier de la volonté révolutionnaire.

CAR CE SONT LES PLUS VIOLENTES QUI, EN ACCUSANT LE PLUS DUREMENT, APPELLENT LE PLUS UNE VOIE NOUVELLE.

Comités Bidonvilles

VOLTE S'ETEND

Les détachements d'agitation et d'enquête ont pénétré jusque dans la Fac de Nanterre, pour qu'y pénètre avec eux le point de vue prolétarien, celui des révoltes qui jaillissent semaine après semaine des masses opprimées : c'est là une initiative importante, encore limitée, que de propager parmi les étudiants de telles révoltes, par des affiches, des panneaux illustrés, surtout grâce aux prises de parole énergiques des camarades au bidonville.

Les leçons de la lutte d'Argenteuil sont extrêmement précieuses :

Seuls, la mobilisation audacieuse des masses, le soulèvement des travailleurs immigrés pour le relogement de tous, ont permis de démasquer complètement ce que sont, dans les villes qu'ils « tiennent », les « petits seigneurs » du PCF.

Ce ne sont pas des « complices », de la bourgeoisie, ni des « ennemis secondaires ». NON. Ce sont des bourgeois à part entière. Quand les travailleurs demandent un HLM, ils trouvent devant eux le responsable PCF qui leur refuse et les insulte. Quand un bidonville est expulsé, le responsable est le maire PCF. Enfin, quand ils agissent, quand ils font connaître leur lutte, ils ont en face d'eux les révisos armés du PCF.

Que ceux qui ont encore des illusions sur la nature réelle des révisionnistes du PCF considèrent tout ce dont est capable la municipalité d'Argenteuil :

Pour briser la lutte des 700 habitants du bidonville, le PCF a tout employé : les promesses fallacieuses, la difamation, la dénonciation ; les preuves abondent (ainsi, les listes de noms et d'adresses dans « La Renaissance » et « L'Humanité »), qui montrent que les « petits seigneurs » travaillent en coordination étroite et constante avec les forces de répression.

A preuve enfin leur dernière « arme » : DUPOUY (maire d'Argenteuil - Président de la SEMARG), et CAR-RARA intentent un procès en difamation à plusieurs maoïstes ; ces deux « petits seigneurs » demandent plus d'un million d'AF de « dédommagement » parce qu'ils ont été dénoncés pour ce qu'ils sont. Ils sont allés jusqu'à faire inculper ces camarades de « menaces de mort » sur leurs personnes parce qu'un tract concluait « mort aux spéculateurs »...

Face à une telle lâcheté, nous ouvrirons devant les masses le dossier de la SEMARG (voir Cause du Peuple 12), le dossier des expulsions de 1964, celui du « grand bidonville ». Si ils espèrent que le silence va retomber sur la lutte des travailleurs arabes, ils se trompent lourdement !

Si ils croient qu'ils vont briser, grâce à l'appareil de la justice bourgeoise, l'esprit du marché, celui de la révolte et de la lutte, ils se trompent encore plus... Ils ne font que « soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ».

Dans toutes les villes de la misère, le fleuve s'est mis en marche ! A Argenteuil, à Nanterre, comme à Houilles et à Sartrouville, ce sont les jeunes ouvriers des « bandes » qui lèvent le drapeau rouge du « marché », le drapeau de la révolte.

Et c'est la détermination de tous à vaincre, que reflète ces tracts, rédigés par des jeunes algériens d'Argenteuil et de Nanterre, diffusés dans les foyers et les bidonvilles :

LE BIDONVILLE

Les habitants du bidonville en ont marre de voir les faces de rats de flics se pointer chaque soir.

Est-ce qu'il viennent nous féliciter ou nous remettre les médailles d'or de nos travaux ? Ils viennent sûrement pas pour cela.

Ils viennent pour nous intimider de renoncer à la lutte en nous menaçant de nous faire expulser comme de vulgaires chiens qu'on chasse à coups de pieds, sans même avoir un logement.

Mais nous les immigrés et les français vivant dans la misère, et aidés par les maoïstes, nous avons décidé de continuer la lutte, même si le sang doit couler, il coulera. Pour nous la victoire est notre seul but.

CE BUT NOUS L'OBTIENDRONS COUTE QUE COUTE.

Vous les spéculateurs, vous entendrez bientôt parler de nous. Vous vous rendrez bientôt compte de ce que le bidonville est capable de faire.

IL Y A DIX ANS QUE ÇA DURE ET ÇA SUFFIT.

On veut des logements pour tous, nous les aurons de gré ou de force.

Mais bientôt ce sera la déchéance de la SEM ARG et de la Mairie.

Les habitants du bidonville

(17 octobre)

La Gauche Proletarienne

MORT AUX VACHES !

Les flics veulent faire la loi : ils viennent dans nos bidonvilles et nos cités pour nous casser les pieds. Ils rentrent dans les cafés ; ils cuvent leur vin ou leur bière sans payer ou en prennent en supplément pour le cuver dans leur trou.

Nous en avons marre que cette racaille vienne nous emmerder et qu'à chaque coin de rue, on nous arrête pour nous demander nos papiers. Alors maintenant

Y EN A MARRE !

Nous disons toujours : nous les aurons, mais jamais nous ne nous révoltons contre eux, les sales flics, les salopes. Il est temps de se réveiller, nous les jeunes. Ailleurs, on nous montre la voie : à Saint-Dizier, les flics veulent empêcher la projection de films sur Mai : pendant toute une nuit, les jeunes vont les harceler ; bref, les flics vont en prendre plein la gueule. A Jarville, dans une vraie prison (« Centre d'éducation surveillée »), les élèves se sont révoltés : ils ont séquestré le directeur-flic, coupé les fils du téléphone, résisté aux poulets arrivés matraque au poing.

A Nanterre non plus, nous ne nous laisserons pas faire : qu'ils prennent garde ces chiens enragés, c'est notre tour de mordre. Depuis mai, nous avons appris quelques petites choses et entre autres ceci : les jeunes préfèrent tuer du flic que faire l'amour. Si les poulets se mêlent de nous casser les pieds, ON LEUR CASSERA LA GUEULE.

Les moutons bêlent : la répression sera dure. Nous, nous disons : on s'en fout, nous vaincrons. Flics gaullistes ou indics du P"C" F, personne ne nous intimidera : nous n'avons rien à perdre mais au contraire tout à gagner.

Donc REVOLTONS-NOUS ! Révoltons-nous contre ces pourris de flics qui font le sale travail des bourgeois, qui tapent sur les ouvriers quand ils font grève (comme à Flins et à Sochaux en mai 68) et qui tapent sur les jeunes, écorchés des HLM taudis et des bidonvilles. Battons-nous contre ceux qui veulent faire de nous des esclaves : flics, patrons, faux-jetons du P"C" F achetés par la



MARS 1971



POUR LA COMMUNE DES 100 QUARTIERS DE PARIS

Le peuple travailleur de PARIS proclame la fondation de la Commune de Paris,
Les délégués des 100 conseils de quartier constitués en Assemblée de la Commune,
seul pouvoir souverain, décrètent :

ARTICLE 1

Les anciennes autorités de tutelle faites pour opprimer le peuple de PARIS sont abolies : Préfecture de Police, Préfecture de PARIS, Mairies d'arrondissements et Conseil dit municipal. Leurs ramifications multiples : commissariats, agences, justice de paix, tribunaux etc... sont également dissoutes et leur personnel prié de se présenter de toute urgence au nouveau service de l'emploi relevant des Conseils élus de quartier ou de la commune.

ARTICLE 2

La Commune proclame que deux principes gouverneront à l'avenir les affaires municipales :
-la gestion populaire de tous les outils de la vie collective
-la gratuité de tout ce qui est nécessaire et de tous les services publics.

ARTICLE 3

Le pouvoir est exercé, dans le cadre des principes détaillés ci-dessous, par les CONSEILS ELUS DE QUARTIER. Sont électeurs et éligibles à ces conseils de quartiers l'ensemble des personnes y habitant ayant plus de seize ans. Les anciennes discriminations contre les jeunes, les proscrits, les étrangers, sont abolies.

Intervention

Pour la commune des 100 quartiers de Paris, mars 1971.

ARTICLE 4 -

Concernant l'habitat, les mesures suivantes sont prises :

- expropriation générale des sols et communalisation de celui-ci. (la jouissance du sol est libre et gratuite).
- les professions de promoteur, agent immobilier et autres profiteurs de la détresse générale sont interdites.
- les services communaux de l'habitat travailleront dans l'optique de redonner pleinement à la population parisienne son caractère travailleur et populaire. L'orientation capitaliste visant à faire de PARIS une ville bourgeoise, ville de cadres et de riches, sera combattue par tous moyens appropriés.
- notamment, l'attribution de logements dans tout nouvel ensemble sera attribuée, par priorité décroissante, dans l'ordre qui suit :
 1. Les anciens habitants du lieu
 2. Les habitants des bidonvilles
 3. Les ouvriers et autres travailleurs travaillant dans le quartier ou ses environs
 4. Les autres ouvriers, employés, étudiants ou artistes
 5. Le reste de la population.
- dans chaque immeuble de plus de trois étages, un étage sera d'usage collectif. Son aménagement et sa gestion seront assurés collectivement par les habitants de l'immeuble réunis en assemblée.

./.

Journal des Comités d'action de la banlieue Nord

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS: LE LOGEMENT.

Chaque année, l'Office National de l'Immigration, pour répondre aux besoins des patrons, fait venir en France des milliers de travailleurs étrangers.

Aux Algériens et aux Marocains, il promet entre autres le logement assuré dès l'entrée. Et quand ils arrivent, ils ont le choix... Le choix entre les 60 bidonvilles de la région parisienne, les cités de transit, les "foyers de travailleurs" et des "HLM" aux loyers la plus souvent inaccessibles.

DANS LES BIDONVILLES, les conditions de vie, on la sait généralement, sont abominables. Mais de plus, ces derniers temps, les terrains sur lesquels sont entassés ces milliers de baraques et de tentes sont convoités par les grosses Sociétés Immobilières, pour expulser les travailleurs, ces Sociétés font appel aux maîtres aux municipalités qui leur obéissent au doigt et à l'oeil: elles lâchent les flics, qui brutalisent les habitants, rasent ou incendient une partie des baraques, coupent l'eau, etc... comme à MASSY l'an dernier.

LES CITÉS DE TRANSIT: dans ces baraquements, les travailleurs immigrés sont censés attendre leur relogement dans les HLM. En fait, cette "attente" se prolonge des années durent, et pour cause: on leur propose le plus souvent des appartements cloisonnés (une chambre par famille); à 400F par mois...

A Gennevilliers, au Port, il y a deux de ces cités. Les conditions de vie de leurs habitants y sont scandaleuses: ils sont surveillés étroitement, leurs enfants vont dans des écoles "spéciales" où les enseignants n'ont le plus souvent pour leurs élèves que du mépris. Eh bien, la municipalité dite "communiste" a dit ceci: le terrain sur lequel sont bâties ces cités ne nous appartient pas - elles sont donc du ressort de la Préfecture de Nanterre. CE QUI REVIENT À LIVRER CES FAMILLES ARABES AUX FLICs FRANÇAIS - ainsi d'ailleurs qu'aux flics algériens, marocains qui "travaillent" avec eux.

Bref, pour "justifier" ces cités, les autorités disent qu'elles sont provisoires: pour des milliers d'"immigrés", c'est un "provisoire" qui dure toute la vie...

DANS LES FOYERS, les conditions de vie sont pires encore: LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS Y SONT ENTASSÉS COMME DANS DES CAMPS DE PRISONNIER.

Un exemple: à Aubervilliers, il y en a un (en cours de transfert): c'est un baraquement en longueur, non cloisonné, où les lits superposés (par deux ou trois) sont espacés de moins d'un mètre, avec une table pour 4 groupes de lits. Pour la toilette, il y a des robinets, dehors; pour les WC, les égouts, etc une rigole, creusée le long du bâtiment, et c'est tout. Et pour avoir droit à cette étable, les ouvriers (portugais, pour la plupart) doivent payer un loyer à peine accessible.

Intervention

Journal des Comités d'action de la banlieue Nord, L'exploitation des travailleurs immigrés: le logement.

LES ETUDIANTS DE NANTERRE AUX COTES DU PEUPLE

Un an après la mise en place de la "participation" à l'université (loi Faure) la bourgeoisie affolée constate que dans ses facultés rien ne va plus. Les étudiants refusent les cours coupés de la réalité ils boycottent leurs examens qui sélectionnent les futurs cadres de la bourgeoisie pour l'exploitation capitaliste.

En plus, les plus avancés d'entre eux, rejetant leurs privilèges, se lient de façon vivante aux travailleurs immigrés.

- Ils organisent une crèche sauvage pour garder et soigner les enfants du bidonville et chaque jour les parents en amènent.
- Ils veulent mettre les terrains de foot à la disposition des jeunes ouvriers des boites de la région et que tout le monde puisse profiter à l'œil, dx comme les étudiants de la piscine luxueuse.
- Dans les bibliothèques ou l'on ne parlait que de philosophie l'alphabétisation des immigrés est prise en mains.
- Ils veulent aussi qu'au lieu de se faire voler par les comités d'entreprise tenus par les pontes syndicaux (prix d'un repas 4 F pour une bouffe infecte) les ouvriers puissent manger dans les restos de la fac pour 1F 65 seulement.

Bref, la bourgeoisie voit d'un mauvais œil l'ordre réactionnaire qu'elle veut faire régner dans l'université piétiné par le mouvement révolutionnaire étudiant.

ALORS QUAND SON ORDRE NE REGNE PLUS, QUE FAIT LA BOURGEOISIE ?

- Elle se sert de l'action des commandos fascistes à l'affut de la provocation : ils sont violemment repoussés par la masse des étudiants
- Elle se sert de l'action des soi-disants "communistes" du P"CF qui organise la chasse aux gauchistes dans la fac: eux aussi sont violemment repoussés!
- Alors il ne restait plus comme garantie de "l'ordre républicain" que les bandes de Marcellin.

Le ^{doyen} Ricœur, humaniste, gonflant les événements, trafiquant les faits, usant de son auréole libérale, décrète la "banalisation du campus" les flics peuvent donc intervenir comme ils veulent sur la fac.

Face aux provocations policières, pour vider les flics de la fac, pour la garder ouverte sur l'extérieur, ce sont les masses qui s'y mettent, on voit les silencieux rallier progressivement le mouvement et jusqu'à 2000 étudiants, extrêmement résolus, participer aux affrontements.

A 18 h mardi 1000 flics battus refluent à l'extérieur. Affrontements victorieux malgré les blessés : la bourgeoisie perd les pédales.

Les brigades spéciales sont renforcées et c'est l'assaut sauvage contre le resto-U. Les flics font preuve d'une sauvagerie inouïe, attaquent à la grenade, cassent les bagnoles et matraquent indifféremment manifestants et autres.

Non seulement on a raison de riposter aux flics mais en plus on peut vaincre. VOILA LA LEÇON DE NANTERRE.

Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle tellement peur ? :

Comme en Mai la majorité silencieuse a ralliée les gauchistes sur ces 2 mots d'ordre:

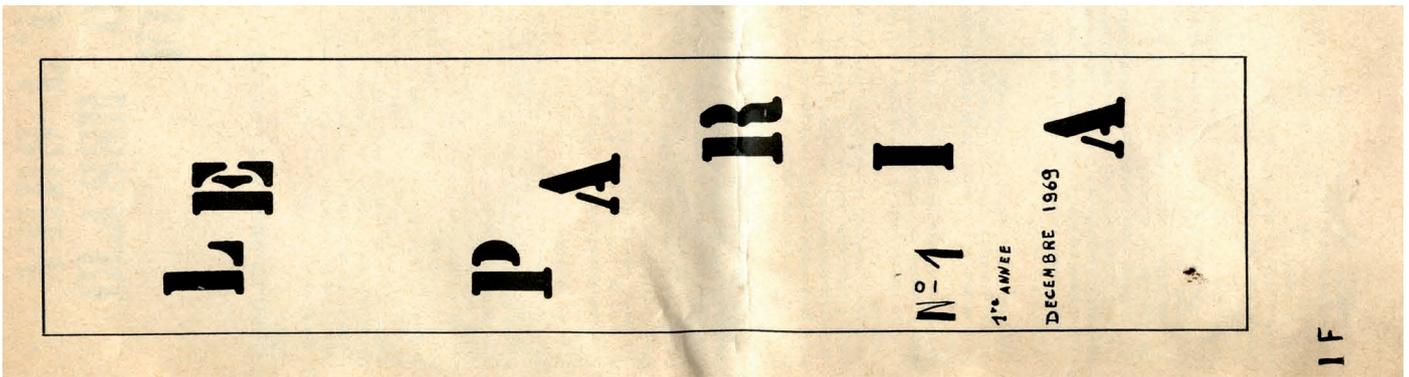
LES FLICS HORS DU CAMPUS

LA FAC OUVERTE AU PEUPLE

Assemblée Générale des Beaux-Arts en grève

supplément au PACTA n° 2 . Imprimerie spéciale Bx-Arts.

1968



II L'objectif pour les militants révolutionnaires.

Pour impulser la solidarité, l'unité, nous devons balayer l'idée qu'il existe une classe ouvrière française, et que c'est elle qui doit diriger la Révolution en France. L'analyse objective de la situation générale comme l'analyse des grèves qui ont eu lieu en Mai 68 dans certaines usines (comme Citroën) montrent que seule peut triompher l'unité de la classe ouvrière de France, c'est-à-dire l'unité des ouvriers français, algériens, grecs, africains, marocains, espagnols, portugais, italiens, etc... qui travaillent en France. Sans cette unité, la destruction du capitalisme français est impossible. C'est cette unité que nous devons avoir pour objectif général.

Il faudrait d'autre part se garder d'une erreur qui consisterait à considérer les travailleurs immigrés comme une force d'appoint pour le prolétariat français. Il ne faut pas oublier en effet que la situation des immigrés est particulière entre autres sur un point: c'est que ces travailleurs au bout d'un certain temps (3, 5 ou 10 ans) doivent rentrer dans leur pays où règne également une bourgeoisie qu'ils devront abattre pour s'assurer liberté et bien-être.

Nous devons aussi créer les conditions pour que ces travailleurs, de retour au pays, s'intègrent dans la lutte pour renverser leur propre bourgeoisie.

III Comment intervenir?

Nous n'avons pas la prétention de nous substituer aux ouvriers immigrés. Notre rôle est, à court terme, de les soutenir dans leurs luttes revendicatives (logement, conditions de travail) et de les aider au cours de ces luttes, à prendre conscience du rôle révolutionnaire qu'ils ont à jouer, en tant que partie constitutive de la classe ouvrière de France.

Pour cela, il faut que les travailleurs immigrés dirigent eux-mêmes leurs luttes. Quant à nous, nous devons les soutenir d'autant plus activement qu'ils sont plus isolés des autres travailleurs et de la population par l'action conjointe de capitalisme et du PCF.

Il faut nous soucier des conditions de vie, de travail et de lutte des immigrés. Il faut les soutenir contre la répression accrue dont ils sont l'objet depuis Mai 68: répression culturelle, administrative, policière, patronale; et contre la surexploitation impérialiste dont ils sont les victimes à tous les moments de leur immigration. Ce soutien peut prendre des formes concrètes très diverses selon les cas: alphabétisation, organisation des loisirs, aide pour remplir les papiers, réunions, lectures publiques etc... Il faut surmonter au cours de ce travail les difficultés telles que répression et divisions nationales. Il faut s'appuyer sur les points positifs de la situation: traditions de lutte nationale, absence d'électoratisme, aspect communautaire de la vie des nord-africains par exemple.

Ce soutien représente une forme importante de la lutte anti-impérialiste en France. Cette lutte a des aspects anti-capitalistes et anti-révissionnistes qui lui sont subordonnés. En effet si concrètement les

▲ ARGENTEUIL

Comité de Soutien aux habitants des bidonvilles

"Voilà un texte formulé à la demande des travailleurs immigrés logés dans le bidonville d'Argenteuil et rédigé au cours de séances de travail:

"Le Comité de Soutien aux habitants des bidonvilles se crée dans la lutte pour la défense des travailleurs immigrés logés dans des masures qu'ils ont construites eux-mêmes sur un terrain vague bordé par les rues de Lens et de Soissons à Argenteuil.

Le Comité dénonce la politique gouvernementale et patronale qui condamne des familles de travailleurs à l'atroce misère des bidonvilles.

Il condamne avec autant de force la municipalité d'Argenteuil, composée de membres d'un Parti qui se prétend ouvrier mais accuse les enfants nord-africains de compromettre par leur seule présence les études des petits français. Cette municipalité n'a pas craint de réclamer et d'obtenir un jugement d'expulsion contre un millier d'Algériens et de Gitans habitant le bidonville des rues de Lens et de Soissons. Elle a usé de violence pour interdire aux porte-paroles de ces familles immigrées d'expliquer leur situation dramatique sur le marché d'Argenteuil. Elle a honteusement calomnié ceux des Français qui se montraient solidaires de la population condamnée à l'expulsion.

Le Comité souligne que dans la période actuelle la lutte pour les conditions de vie et de travail des ouvriers immigrés et français revêt une importance décisive.

Les habitants du bidonville doivent d'abord être protégés contre la menace inhumaine de l'expulsion sans relogement, c'est à dire de la séparation des hommes et des femmes, du père et de la mère des enfants voués à des foyers et des asiles différents selon l'âge et le sexe. Le Comité proclame qu'il luttera jusqu'au bout pour le relogement des habitants des bidonvilles dans des appartements décentes, à des prix accessibles et dans la localité de leur choix. Il n'accepte ni le refus des crédits gouvernementaux ou municipaux, ni la volonté affirmée par le maire d'Argenteuil de refouler bon gré mal gré une partie des 20 000 immigrés dont 15 000 algériens de sa commune. Le Comité ne se définira par rapport aux différents partis et forces politiques qu'à la lumière de leur attitude par rapport aux familles ouvrières immigrées et françaises, et plus particulièrement aux habitants des bidonvilles. Il appelle à toute action, prises de paroles, meetings, tracts, affiches, de nature à faire connaître ce combat et à défendre en particulier les droits des familles du bidonville des rues de Lens et de Soissons.

Les membres du comité sont conscients qu'il ne leur appartient pas de diriger la lutte des habitants des bidonvilles, mais de soutenir leurs revendications. Bidonville // vaincra! Des logements normaux pour tous les travailleurs!

(Septembre 1969)

Intervention

«L'essor des luttes des immigrés» (début), *Le Paria*, n° 1, décembre 1969, p.4. - «Nouvelle société... nouvelles méthodes», *Le Paria* n°3, 1 mai 1970, p.8.

L'ESSOR DES LUTTES DES IMMIGRÉS

L'unité de la classe ouvrière de France peut être facilitée par l'essor actuel du mouvement des immigrés, le développement de luttes qui lui sont propres, à partir de la surexploitation spécifique dont les immigrés sont l'objet. Quelques exemples:

- grèves d'immigrés dans le bâtiment à Paris, et aux frontières franco-belges au moment de la dévaluation.
- luttes pour les questions de logement: grèves de loyers contre les foyers-taudis et prisons, luttes pour des logements décentes pour tous, contre les expulsions sans relogement dans les bidonvilles et foyers; plus généralement révolte contre les conditions de vie et la répression policière et administrative.

Pour mener ces luttes les camarades immigrés se regroupent le plus souvent sur la base de leurs nationalités. Cependant des groupes multinationaux (espagnols, portugais, algériens en particulier) commencent à apparaître sur quelques chantiers.

Pourquoi ces luttes propres aux immigrés sont-elles un facteur important dans le développement de l'unité des ouvriers français et immigrés?

Ces luttes, touchant principalement aux conditions de vie et de travail, et remettant en cause les conditions générales de l'immigration, tendent, dans leur développement, à mettre en cause le système capitaliste lui-même. Ces luttes immédiates permettent aux ouvriers immigrés de prendre conscience de l'insuffisance des luttes locales même victorieuses. Pour aider l'immigration tout entière des luttes générales sont nécessaires; cependant le succès sur les objectifs immédiats est une des conditions premières pour aller plus loin.

Dans ces luttes les immigrés attaquent les mêmes ennemis que les ouvriers français. Une grève des loyers dans

un foyer-taudis, même si elle ne s'attaque d'abord qu'au logeur, met en cause la politique de l'appareil d'Etat en matière d'immigration et la responsabilité de la municipalité, qui, refusant d'aider les immigrés à se loger pour empêcher leur nombre de trop grandir sur son territoire, les condamne de fait, étant donné leurs salaires de misère et la surexploitation dont ils sont l'objet, à des conditions de vie ignobles. La lutte contre les expulsions des bidonvilles sans relogement pour tous est aussi une lutte directe contre l'appareil d'Etat tant elle dévoile la collusion entre tous les pouvoirs: préfectoral, judiciaire, etc.

Les luttes actuelles des immigrés font peur à la bourgeoisie. Récemment le député U.D.R. Vivien exprimait la crainte d'un nouveau mai du logement. Les camarades italiens viennent de montrer qu'il a raison de s'affoler.

Actuellement le développement de ces luttes se heurte à leur isolement

- Les travailleurs immigrés sont isolés par rapport aux populations locales. Cet isolement est renforcé par la propagande raciste de la presse bourgeoise. (Certains titres du *PARISIEN LIBRE* sont particulièrement scandaleux.)
- Souvent les luttes des travailleurs immigrés sont isolées entre elles. Plusieurs luttes à objectifs identiques se déroulent simultanément à l'échelon local sans que soit assurée aucune liaison parce que ces diverses luttes ne concernent pas des immigrés de même nationalité. L'Etat français cherche d'ailleurs à briser les luttes en refusant de construire de nouveaux foyers et en organisant la dispersion des immigrés d'une même nationalité (cf. Ivry)
- la liaison des luttes des immigrés avec le mouvement révolutionnaire est encore faible. Il n'existe que très peu de groupes de base travaillant avec des foyers ou des groupes de travailleurs immigrés.

nouvelle société ... nouvelles méthodes!

LE 19 MARS, CHABAN-DELMAS
DECLARE APRES SA VISITE DANS
LES BIDONVILLES ET LES FOYERS:

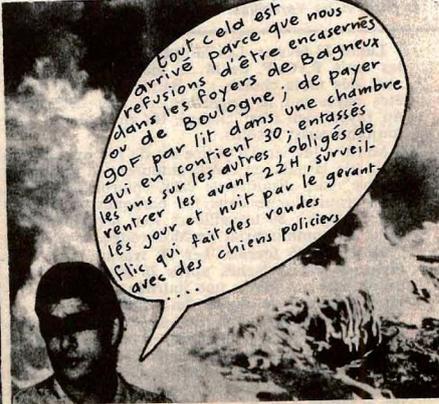
Dès demain, je dis
bien des demain
ordres pour
faire disparaître
cette LEPRE!



LE 21, TROIS ...
CARS DE C.R.S.
ARRIVENT AU
BIDONVILLE DE
CHATENAY MALABRY...



...IL EST 7H30, LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SONT AU
TRAVAIL. ARMÉS, CASQUÉS, LANCE-FLAMMES EN ACTION
LES CRS CASSENT TOUT, ENFONCENT LES MURS,
FONT UN TAS AVEC LES AFFAIRES PERSONNELLES
DES TRAVAILLEURS ET Y METTENT LE FEU...



Tout cela est
arrivé parce que nous
refusions d'être encasernés
dans les foyers de Bagneux
ou de Boulogne; de payer
90F par lit dans une chambre
qui en contient 30, obligés de
les uns sur les autres, obligés de
rentrer les avant 22h, surveil-
lés jour et nuit par le gérant.
Elic qui fait des vouldes
avec des chiens policiers.

... IL NE RESTE AU BIDONVILLE QUE TROIS
FAMILLES D'IMMIGRÉS ET UNE FAMILLE
FRANÇAISE...



A
BAS LA
LEPRE!

Pourtant des liaisons se développent: Quelques exemples:

- A Argenteuil en popularisant le fait que la municipalité voulait expulser en douce les Algériens du bidonville sans les reloger, les camarades ont fait échouer cette tentative.
 - A Ivry, une des tâches que s'était données le comité d'action était d'informer les Ivryens de la situation des Africains, en grève des loyers, des les appeler à soutenir leur lutte pour un nouveau foyer, de combattre le racisme dans la population, d'aider les Africains du foyer à faire la liaison avec les autres foyers d'Africains dirigés par le même logeur. (cf. tracts diffusés sur Ivry, tract diffusé sur les autres foyers)

Les luttes s'engagent et se développent

En mai-juin 1969 dans six foyers taudis de la région parisienne, dont trois appartenant au même logeur, près de 5000 ouvriers africains déclenchent la grève des loyers. La grève part du foyer d'Ivry parce que c'est le plus sordide, parce que les locataires y sont très unis et sentent la nécessité de combattre tous ensemble, parce que l'esprit de communauté y est très développé, parce que le logeur africain lui-même a soulevé la colère des chefs et anciens en les exploitant en France, alors qu'au Mali ils auraient été à égalité, parce que des militants africains d'un pays anglosaxon leur avaient expliqué qu'ils luttèrent dans leur propre pays, parce que les Africains avaient confiance dans le soutien d'un comité d'action qui faisait depuis huit mois avec succès un travail d'alphabétisation: ils pensaient qu'ils ne seraient pas seuls.

Le P.C.F. entrave le développement des luttes

La municipalité d'Ivry qui s'est toujours désintéressée de ce foyer n'a pas pris garde au déclenchement de la grève. Elle a dû suivre en apportant sa sympathie très tard mais aussi en attaquant les gauchistes. Elle voudrait bien que les immigrés s'en aillent (cf. article paru dans le Travailleur le 27 Juin 1969, deux mois après le début de la grève)

Mais cette lutte l'égrène: comment un foyer aussi scandaleux a-t-il pu subsister depuis cinq années en pleine municipalité PCF?

Entre temps les grèves dans les autres foyers, encouragées par l'exemple d'Ivry se déclenchent, mais sans coordination, sans objectifs d'ensemble clairs. Comme ces foyers sont tous en municipalité PCF, celui-ci est bien placé pour s'apercevoir de l'extension du mouvement. Il intervient alors sur le point faible des foyers en grève celui de Saint Denis. Point faible, car foyer dirigé par une association liée à l'Etat, plus sûre d'elle qu'un logeur de garni clandestin comme à Ivry. Point faible car la grève y repose sur trois ou quatre dirigeants et peut donc être brisée plus facilement.

Le PCF déclare s'occuper de tout pour empêcher les Africains de s'en occuper eux-mêmes, fait intervenir députés, maires, conseillers municipaux, accentue la démobilisation du foyer. Forts de cet "appui", les dirigeants du foyer vont se plaindre à la police des exactions du gérant. Ils sont arrêtés sur place, deux sont expulsés et le troisième inculpé de "menace de mort" sur le gérant est emprisonné.

Cette répression, la disparition des dirigeants, fait cesser la grève à Saint-Denis. Elle entraîne la fin de la grève dans les autres foyers sauf à Ivry où elle dure encore. Le P.C.F. utilise alors cette répression dans l'intérêt de sa propre organisation, comme prétexte pour faire intervenir la C.G.T., ses organisations démocratiques ses avocats et démontrer à ses militants qu'il garde le monopole du soutien aux immigrés. Le premier article de l'Humanité sur ces grèves paraît le 8 Juillet 1969, deux mois après leur déclenchement. Il a pour titres " Halte à la répression des travailleurs immigrés. La C.G.T. intervient au Ministère de l'Intérieur, le scandale des foyers africains rebondit." Ce n'est pas le scandale qui rebondit, car il a toujours été scandaleux. C'est le PCF qui se réveille, prend la balle au bond et "soutient" après la bagarre.

L'absence de liaison entre les travailleurs du foyer de Saint Denis et le comité d'action fut une des principales raisons de la démission du foyer devant le PCF et de l'échec consécutif de sa lutte.

Intervention

«La politique du PCF» (extrait), Le Paria, n° 1, décembre 1969; pp.16 et 17.

LE PCF et les travailleurs immigrés

Comme les travailleurs immigrés ne votent pas le PCF ne s'était guère soucié jusqu'à présent de s'implanter politiquement parmi eux. L'influence croissante des "gauchistes", même si leur travail avec les immigrés reste bien embryonnaire, lui a fait réviser cette politique depuis peu.

L'essor des luttes des immigrés, et leur autonomie par rapport à ses propres organisations, qu'il s'agisse des grèves dans les entreprises (Citroën en mai) ou dans les foyers, l'oblige à prendre conscience de sa faiblesse d'implantation. Le regain d'intérêt du PCF pour les immigrés à l'heure actuelle correspond à sa volonté de maintenir son contrôle sur tout mouvement ouvrier spontané, de conserver le monopole de la revendication auprès des pouvoirs publics, sinon de l'organisation des luttes. Le PCF a donc fait quelques démarches officielles en faveur des immigrés depuis mai 1968; mais dans tous les articles de l'Humanité qui en rendent compte il passe allègrement sous silence les luttes des camarades immigrés qu'il a cherché à récupérer par ces démarches.

De plus parce qu'il participe dans ses mairies du pouvoir municipal, qui n'est qu'un des échelons les plus décentralisés de l'appareil d'Etat, le PCF peut devenir localement l'ennemi direct des travailleurs immigrés comme il l'a fait à Argenteuil par exemple. Dans cette localité la mairie a laissé une société immobilière expulser les algériens du bidonville, sans les reloger évidemment, pour construire à la place, sur les terrains

"libérés, des constructions de prestige financièrement rentables. De même à Ivry la municipalité PCF se propose de construire un CES de 1200 places sur le terrain qui aura été libéré du foyer des travailleurs africains au lieu d'y reconstruire un nouveau foyer qui pourrait tous les abriter.

Pour apprécier la politique du PCF en la matière le mieux est encore de le laisser parler lui-même, comme on le verra en lisant ces extraits d'un article de L. FEIX sur Argenteuil, paru dans l'Humanité en septembre 1969

* QUE SE PASSE-T-IL A ARGENTEUIL?

... L'une des principales questions à résoudre en permanence, dans une ville dont la population s'accroît chaque année de plusieurs milliers d'habitants, est celle du logement. Elle se complique ici du fait qu'Argenteuil compte plus de 20 000 immigrés, soit 23% de la population totale. Parmi eux 15 000 Algériens contre 7 000 en 1958 et 13 000 en 1966. Plus de 3 000 d'entre eux vivent dans quatre importants bidonvilles; des milliers d'autres sont logés dans des conditions qui ne sont guère meilleures, soit dans des bidonvilles plus petits installés dans des cours d'immeubles, soit dans de véritables taudis, entassés à 10 ou davantage par pièce, payant aux "marchands de sommeil" des loyers de l'ordre de 10 000 AF par lit et par mois.

Les élus d'Argenteuil n'ont pas attendu 1969 pour se préoccuper de cette situation. Dès 1955 Victor DUPOUY faisait adopter par le Conseil Général de Seine et Oise un vœu demandant la mise en chantier de logements et de foyers pour les travailleurs originaires d'Afrique du Nord et leurs familles. Depuis lors de multiples démarches ont été entreprises dans le même sens et des propositions précises faites aux pouvoirs publics. Le résultat est là: bien que la municipalité d'Argenteuil ait logé plus de 2500 immigrés, depuis quelques années la situation de ceux-ci n'a fait qu'empirer.

Une situation inextricable s'est présentée il y a quelques mois. Une zone industrielle a été aménagée... Une route d'accès à cette zone industrielle doit être construite rapidement. Or, un bidonville existe sur son

emplacement. La Société d'Economie Mixte d'Argenteuil chargée de l'aménagement de la ville, demandait en juillet 1969 au tribunal de Pontoise de prononcer un jugement lui permettant d'entreprendre les travaux nécessaires: cela en vue d'obliger l'administration à prendre enfin ses responsabilités et de reloger les Algériens du bidonville.?



Ce qu'on oublie simplement de dire Léon FEIX, c'est qu'il s'agit d'un jugement d'expulsion pour 1000 algériens du bidonville, dont on attend toujours le relogement, et que la municipalité est le principal bailleur de fonds de la dite société, comme pour toute société d'économie mixte

La suite de l'article attaque en règle le groupe Maoïste qui a osé dénoncer ce scandale, les traitant successivement de nervis fascistes et d'organisation d'importation de la main d'œuvre immigrée en France. Puis avec des trémolos dans la plume L. FEIX s'attendrit sur le sort inhumain de ces malheureux immigrés pour en arriver aux problèmes sociaux et politiques que leur présence pose aux municipalités communistes sur les territoires desquelles ils sont le plus souvent concentrés.

C'est surtout la fin de l'article qui nous semble intéressante car révélatrice du type d'action entreprise par le PCF "en faveur" des immigrés. Pour leur part, les élus - conseillers municipaux et généraux, sénateur, député - ont effectué de nombreuses démarches auprès du sous-préfet du préfet du Val d'Oise, du Ministère de l'Équipement. Lors d'un entretien qu'ils ont eu, lundi dernier, avec le préfet du Val d'Oise, celui-ci a donné l'assurance que les familles du bidonville seraient relogées par ses soins dans les toutes prochaines semaines. Nous avons pris acte de cette promesse. Nous veillerons naturellement à ce qu'elle soit tenue."

Mais pourquoi serait-elle plus tenue que les précédentes qui ont dû venir conclure les ~~précédentes~~ démarches identiques évoquées au début de cet article? Depuis quand obtient-on quelque chose de l'ennemi de classe sans avoir préalablement instauré par une lutte de force favorable? Pourquoi le PCF n'envisage-t-il pas de travailler avec les immigrés et envoie-t-il pour parler en leur nom des élus à l'élection desquels ils n'ont même pas participé? Pourquoi les immigrés n'ont-ils pas le droit de s'organiser pour lutter à l'égal des travailleurs français? Pourquoi le PCF ne combat-il pas cette inégalité voulue par l'Etat français? et la considère comme une chose acquise dans toutes ses actions à propos des immigrés, actions qui dès lors se déroulent toujours en dehors d'eux et revêtent toujours la forme de l'intercession auprès des pouvoirs publics?

FOYER ET BIDONVILLES, MÊME LUTTE POUR DES LOGEMENTS DÉCENTS

EPONE-MEZIERES

— Sortis de l'usine en se croit libres, mais à l'intérieur comme à l'extérieur c'est la même lutte contre les patrons.

Aubervilliers : cinq camarades africains sont morts en voulant se réchauffer parce que leur gérant n'avait pas jugé utile d'installer le chauffage.

5 camarades sont morts mais nous étions des centaines du C.N.P.F. occupé à Ivry à crier que le vrai responsable c'est l'Etat.

EPONE MEZIERE, un autre foyer où 90 travailleurs algériens et marocains vivent dans des conditions infectes.

MEME CRIME : il fait froid, pas de feu, un camarade algérien a laissé allumé son chauffage alimenté par une bouteille de butane ; un matin, en craquant une allumette c'est l'explosion.

Un camarade algérien est mort à Mézière, 2 autres camarades sont grièvement blessés.

Bien sûr le propriétaire est coupable, mais bien plus la régie est responsable, l'état patron embauche, peu lui importe où logeront les travailleurs ce qui compte c'est produire, c'est le fric, le reste...

La colère monte en nous, des centaines de poings se serrent, des centaines de camarades murmurent : « Nous te vengerons, camarade assassiné par le Capital ».

A MEZIERE on n'oubliera jamais, on luttera. **Dans la lutte, dans les grèves, ces crimes nous revendrons en mémoire et augmenteront notre détermination à lutter face à Guirric, Chaban et tous les autres.**

VAUX-SUR-SEINE

« Ce sont des salauds ces patrons, cet Etat policier » se dira-t-on peut-être après avoir vu la vie de ce foyer de **VAUX-SUR-SEINE** où survivent d'autres camarades immigrés.

Un d'entre eux nous explique de quoi est faite sa vie, de son exploitation à l'usine, de sa misère au foyer, du vol sur le peu qu'il gagne. Il veut nous aider à comprendre, à franchir le pas d'oser se battre pour que ça change, lui en tout cas il a franchi ce cap.

« Nous sommes 220 camarades dont 120 marocains, le reste ce sont des portugais et des yougoslaves.

Le foyer, c'est l'Hôtel-Bar à Vaux-sur-Seine. On peut dire que c'est la misère, on loge de 6 à 9 camarades par chambre, chaque chambre mesure 3 mètres sur 2. On peut y mettre 4 lits, on dort à 2 dans chaque lit, ça tient moins de place, souvent un neuvième camarade dort sur le sol sous un lit...

Pour les lits le patron les trouve au dépôt d'ordures municipal ou chez le ferrailleur, c'est pourri ; cela ne lui revient pas cher.

Les draps, les « couvertures » c'est la même chose : le patron fouille dans la poubelle et ramasse les chiffons... Ils ne seront jamais changés jusqu'à notre départ.

C'est plein d'humidité, les cafards courent dans les coins...

Le chauffage, bien sûr, on en a pas, et puis il n'y a presque plus de carreaux sur les fenêtres ; la lumière, souvent quand on branche un poste, ça saute et c'est fini.

Mais pour payer, le salaire de patron nous prend 10.000 AF par mois, ce qui fait qu'une chambre pourrie où logent 9 camarades, lui rapportent 90.000 AF.

Lui aussi payera, le gouvernement, tous les salauds qui nous volent, **ils payeront ! La pitité on en a pas besoin les larmes de crocodiles des journaux non plus !**

Notre haine de classe grandit ! Pour les travailleurs français où ceux qui ne vivent pas dans des foyers, c'est à peu près pareil : encasernés, entassés dans des boîtes à sardines aux loyers monstres. Et bien souvent avant d'avoir ce logement, on attend des années entassés dans un taudis, une pièce sombre avec des gosses...

Oui le problème du logement touche tous les travailleurs !

Oui nous sommes tous unis nous n'avons rien à perdre !

En osant lutter, en osant aller jusqu'au bout, nous vaincrons !

Tous, on crie :

Vive la solidarité de tous les travailleurs !

VILLENEUVE-LA-GARENNE

Le 30-3-69 au bidonville de Villeneuve-la-Garenne, l'eau a été coupée et toute la canalisation achetée et installée par les immigrés a été détruite. Les habitants (Portugais, Algériens et Yougoslaves) ont été avisés qu'ils devaient quitter le bidonville au plus vite : pendant la première semaine d'avril la construction d'une piscine devait commencer et les bulldozers viendraient faire le nettoyage.

La première réaction des travailleurs a été de chercher des solutions individuelles. Trouver une piauhe chez un copain ou changer de bidonville.

Un voisin français, mis au courant de ce qui se passait a voulu leur fournir gratuitement l'eau dont les travailleurs avaient besoin. Le soir même toute la canalisation était refaite.

Cet acte concret de solidarité a permis aux habitants du bidonville de tenir avec courage (sans eau ils ne pourraient pas continuer) et de prendre contact entre eux pour savoir ce qu'il y avait à faire et ceux qui étaient disposés à rester. Les Algériens célibataires, qui auraient pu trouver une solution individuelle ont décidé de rester pour appuyer la lutte de leurs camarades.

Ils se présentent massivement à la mairie pour exiger qu'avant leur expulsion, on leur donne des

logements convenables et que, en attendant, l'eau soit rétablie par les autorités compétentes.

Ni le maire, ni les flics n'ont accepté la responsabilité de l'ordre d'expulsion qui avait été donné.

De la part de la mairie, la garantie de non-expulsion et beaucoup de promesses : l'eau serait rétablie, on étudierait le problème de l'électricité, la benne de nettoyage passerait tous les jours.

Quelques jours après, certaines promesses étaient réalisées : les poubelles, l'eau, les certificats de résidence seraient désormais délivrés.

Ces victoires ont prouvé la force des travailleurs. L'action des camarades français a été importante. Ils ont soutenu leur lutte et ont permis de populariser les revendications des travailleurs immigrés en les encourageant à tenir.

La discussion à l'intérieur du bidonville s'est développée, des tracts ont été édités, des journaux muraux affichés. Tout le monde était prêt à tenir le coup.

Presque un an s'est écoulé depuis ce fait.

Le bidonville est toujours là. L'expulsion menace.

Après la visite au bidonville d'Aubervilliers de Chaban-Delmas, l'expulsion, la mise sur le pavé menace les travailleurs des bidonvilles.

Pour cela, l'expérience des camarades de Villeneuve-la-Garenne est importante. A cela, une seule réponse : s'organiser et refuser massivement la répression.

Pas question de quitter le bidonville sans garantie !



Photo Ete Kagan.

APPEL FINANCIER

Un certain nombre de dépenses ont été engagées par « LE PARIA » dans des actions de défense des travailleurs immigrés et pour assurer la parution de ce numéro.

LES FINANCES DU PARIA

Souscription		Dépenses	
D.G.	500 F	Dépenses Castro	
M.L.	1 000 F	Inculpés C.N.P.F.	1 000 F
F.G.	1 000 F	Banderolles, tracts, affiches	1 000 F
J.H.	400 F	Tract-Affiche (150 000 ex.)	4 000 F
S.	500 F	Paria n° 1	1 500 F
C.A. Ivry	200 F		
Collecte A.G.	300 F		
Collecte dans une entreprise	300 F		
B...	1 000 F		
Vente Paria	600 F		
	<hr/>		
	5 800 F		

« LE PARIA » outre les recettes de la vente, insuffisantes à assurer toutes les dépenses, ne vit que sur les cotisations des militants et groupes d'action qui participent à sa diffusion.

Nous faisons un appel d'aide financière à tous les camarades, pour que notre action de soutien aux travailleurs immigrés et le journal « LE PARIA » puissent continuer.

Tous les versements doivent être effectués au nom de Catherine DEBEAUVAIS, C.C.P. 31 195 29, La Source.

Nous avons aussi besoin de votre aide, critiques et suggestions. Ecrivez-nous : « LE PARIA » B.P. 235 16, Paris 16°.

Intervention

Brochure: «Procès de militant», Procès n°2, 1970, p.11.

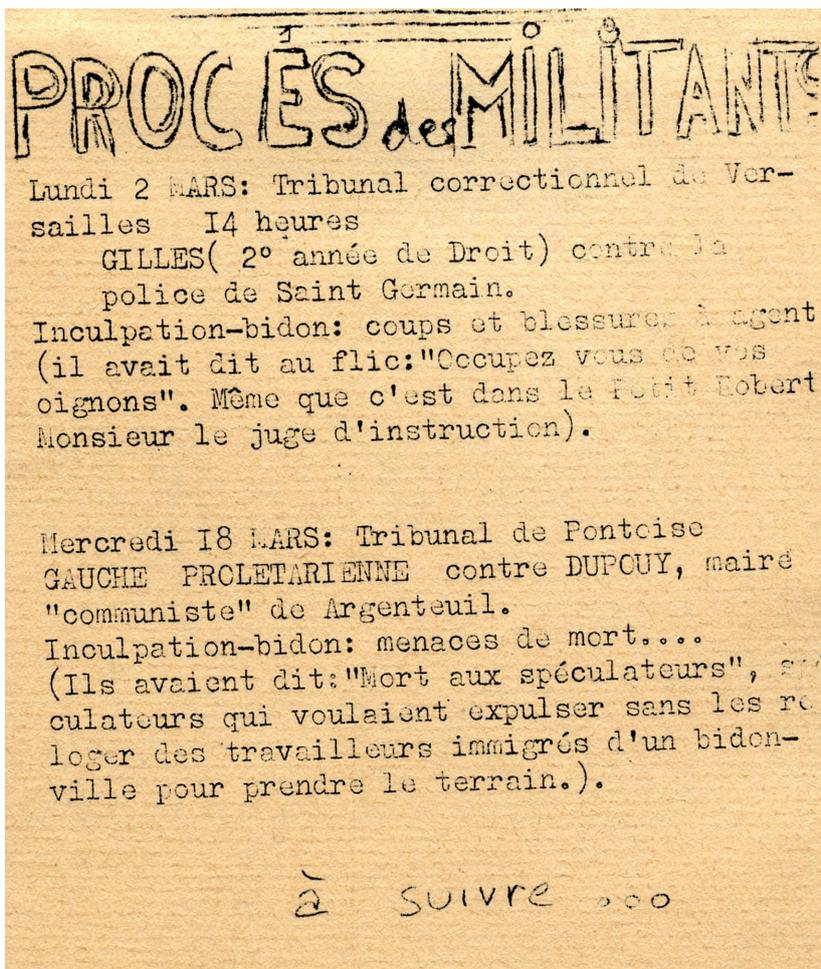
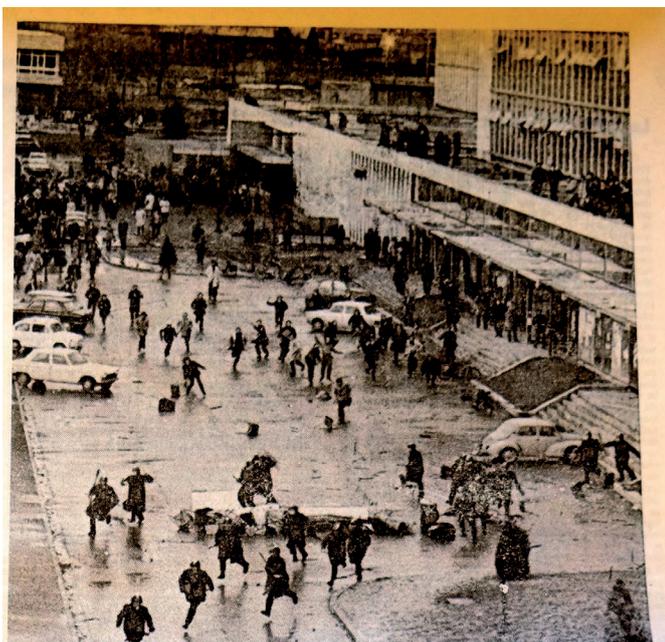
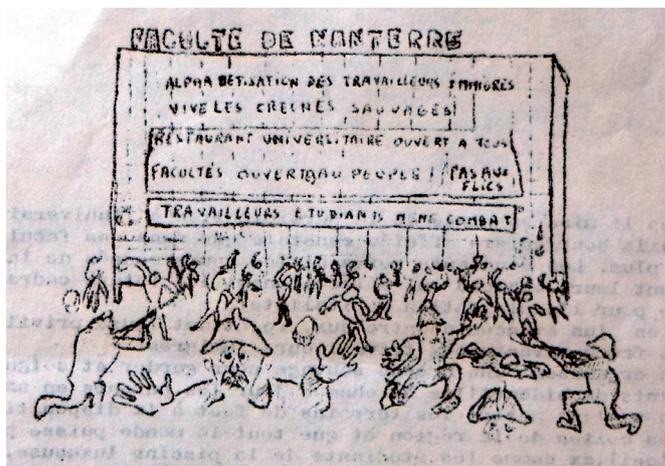


Photo légendée «Les flics prennent une raclée», Vive La Révolution n°3-4, mars 1970, p.9.

Brochure: Les étudiants de Nanterre du côté du peuple, « faculté de Nanterre, alphabétisation des travailleurs immigrés, vive les crèches sauvages, restaurant universitaire ouvert à tous, facultés ouvertes au peuple et pas aux flics, travailleurs étudiants même combat »



Les flics prennent une raclée



Crèche crucifiée.

L'épée de Damoclès : Police + Mandat d'amener

Depuis plusieurs semaines le gouvernement orchestre une campagne de presse visant à montrer que les gauchistes sont des terroristes en puissance, cela afin de mieux les isoler pour les frapper ensuite. Ainsi des militants de la GP de Nanterre ont été condamnés à des peines de 4 à 8 ans de prison ferme, avec 8 000 francs d'amende, pour une tentative montée de toutes pièces d'incendie de « La Nation ». A ces provocations du pouvoir envers les militants révolutionnaires, non seulement l'appareil de la Justice est mis en marche, mais encore l'appareil policier nous est offert gentiment par l'administration qui se propose de faire venir, quand la situation lui sera favorable, un certain nombre de policiers assermentés dont le témoignage aura valeur de preuve et pour lesquels le flagrant délit n'est pas nécessaire. Cependant, le parquet a préparé un certain nombre de mandats d'arrêt concernant les militants de Nanterre, se réservant la possibilité de les sortir au moment choisi par lui, ce qui constitue une menace permanente ayant pour but de décourager les militants nanterrois.

A propos de ces affaires, il faudra là encore déjouer les provocations et opposer à ces menaces la riposte de masse des étudiants et voir les formes les plus appropriées pour ne prolonger la cohabitation avec la gente policière et les menaces envers les militants.

Dans ce contexte, les problèmes suscités par les agissements des jeunes du bidonvilles et des communes avoisinantes prend une dimension particulièrement importante. En effet, pour isoler les militants révolutionnaires le meilleur moyen est de dire qu'ils utilisent les bandes de jeunes et que par là le fonctionnement de la faculté est gravement perturbé : ainsi, les « bons étudiants » se sépareront des militants révolutionnaires pour ne pas voir leur fac livrée aux « voyous » dirigés par les gauchistes ; ces voyous qui mendient, bousculent, menacent, empruntent ou volent voiture ou mobylette. De cette façon, la séparation s'opérera dans un premier temps entre les « bons étudiants » et les gauchistes, puis entre les gauchistes et les jeunes, pour mieux les frapper séparément ensuite.

Le personnel menace de faire grève sir la situation se dégrade, que les jeunes circulent en bandes et qu'ils se livrent à leur fantaisie du moment : intimidation-menaces-bousculade.

La solution que la Bourgeoisie veut donner au problème de ces jeunes marginaux, elle qui est responsable de leur situation, de leurs conditions de vie et finalement de leur inadaptation à sa société, cette solution consiste à les mettre en maison de correction, ce qui brise, défait, toute possibilité pour eux de s'en sortir et les condamne à un avenir sans horizon ; de plus, en s'attaquant aux familles de ces enfants qui, étant étrangères, sont de ce fait à la merci du pouvoir. Enfin, vu le comportement para-social

de ces jeunes qui sont nord-africains pour la plupart, un climat de racisme encore larvé tend à se développer dans le campus.

Ce climat tient de la psychose collective ; une fille de la piscine voit un bambin d'un an ouvrir son sac en sortir les objets et s'amuser avec eux, crie au vol d'autres crient au viol si tôt qu'un jeune les frôle. Ce comportement est le fruit de la non-acceptation des jeunes ressentis comme marginaux et de leur comportement agressif dû justement au rejet dont ils ont été l'objet et qui les conduit à bousculer, menacer ou même voler ce qui les amuse.

Populisme et Action révolutionnaire

De cette situation un certain nombre de camarades sont particulièrement responsables. Car quand on lance une crèche sauvage, camarades, il faut être capables de l'organiser et d'en comprendre la dynamique qui était d'être un pôle pour les jeunes. La Fac, pour ces jeunes, c'est l'univers paradisiaque et auquel ils ne peuvent accéder qu'« en fraude ». Le sentiment de révolte de ces jeunes se change en une recherche de prise de possession de ce monde : voitures, filles, cinéma, mobylettes. Ils réagissent en agressant cette société qui les rejette socialement et ne s'intéresse à eux et à leurs familles qu'en tant qu'armée industrielle de réserve, main-d'oeuvre sous-payée et sous-qualifiée afin de l'exploiter pour pourvoir aux nécessités d'un développement de l'économie capitaliste.

Le problème des bidonvilles et de ces pré-adolescents est un problème politique et comme tel, ne peut être réglé par des actions relevant du populisme ou la stratégie de construction de l'organisation révolutionnaire passe par des médiations du type autonomisation des travailleurs immigrés, considérés comme plus révolutionnaires, car n'ayant rien à perdre, surexploités et révoltés. Or, camarades ces catégories marginales ne sont pas déterminantes dans les rapports de production du fait même du rôle marginal qu'elles jouent dans le processus de production à l'époque du capitalisme monopoliste, alors qu'elles jouent un rôle important comme forces productives sur le marché du travail. Enfin, camarades, le degré d'exploitation ne détermine pas le degré de conscience politique, et au contraire, c'est parmi les ouvriers culturellement les plus développés que se constituent les noyaux révolutionnaires- ce qui ne veut pas dire que les révolutionnaires n'aient pas un travail à mener vers les travailleurs immigrés, bien au contraire. Ce travail doit viser à homogénéiser entre eux ces travailleurs pour qu'ils puissent se joindre au prolétariat français ce qui suppose une pédagogie politiques permettant d'élever leur niveau de conscience. La jonction avec les travailleurs immigrés se fait par leur organisation dans et pour la lutte du prolétariat dans son ensemble.

Ce type de politique est rendu possible par le comportement des municipalités du PCF, telles que celle de Nanterre qui se sont désintéressés des travailleurs étrangers immigrés et du problème des bidonvilles don elles considèrent la présence comme une pénalisation

Intervention

Crèche Crucifiée, Résident Rouge - Cellule Lettres de la Ligue Communiste section française de la 4ème Internationale, juin 1971.

du pouvoir, d'autant que les habitants des bidonvilles ne votent pas et ne sont par là même peu intéressants, puisqu'ils ne s'inscrivent pas dans la perspective de « Démocratie avancée ». Elles s'opposent donc à toute amélioration des bidonvilles sous le prétexte que ceux-ci doivent être détruits.

Ne maîtrisant plus la dynamique de la crèche sauvage et de la présence des jeunes sur le campus, les camarades de VLR font un appel au secours à tous en disant : « Nous sommes tous responsables de la crèche et des jeunes ».

Pour VLR, la jonction avec les travailleurs immigrés peut se réaliser magiquement. Le jeune passe magiquement de la révolte à l'anticapitalisme et ceci à la fac, hors de toute insertion sociale. En accueillant ces jeunes à la fac, on ne fait qu'aggraver leur désinsertion sociale.

Or, cette insertion doit exister pour qu'une pédagogie politique puisse exister valablement. De plus, VLR s'est avérée incapable d'organiser et d'éduquer ces jeunes. C'est là, le fait de l'impuissance de VLR à mettre en pratique jusqu'au bout sa stratégie de construction de l'organisation révolutionnaire dans ses médiations. Et, Camarades de VLR, nous ne vous apporteront aucun soutien pour la mise en pratique de votre ligne-populiste-accueillons les enfants.

La solution-miracle c'est maintenant devant l'imminence d'un danger pour les enfants de changer de lieu, de leur faire quitter la fac et de transformer les militants révolutionnaires en moniteurs de patronage : « Faisons jouer les enfants, construisons un terrain de foot, passons-leur des films pour capter leur confiance, occupons les. »

C'est encore une fois méconnaître la nature du problème qui est politique et le travail qu'il est possible de faire avec les travailleurs immigrés qui ne ressort en aucun cas du travail de l'Armée du Salut, même avec une optique différent. C'est essayer pour avoir les mains pures auprès du peuple de se couper les mains et de ne savoir alors intervenir qu'on proposant la solution patronage, sans jamais fournir un cadre de vie organisé où ces jeunes pourraient développer des luttes. Ce qui doit être fait : leur trouver une insertion sociale – école, travail-, les éduquer politiquement et scolairement en les organisant. Ils doivent, par exemple, trouver à la fac un lieu où manger, suivre des cours, mais ne doivent pas plus qu'ailleurs être livrés à eux-mêmes, car c'est une mauvaise pédagogie politique et que la situation ne le permet pas. Etant donné les provocations et le climat de rejet des jeunes qui s'installe à la fac et qui fait que certains y trouvent la condition suffisante pour un racisme larvé, on doit faire en sorte que ces conditions soient réduites pour que le racisme ne puisse exister.

Enfin, il est évident que les militants révolutionnaires n'ont pas à tomber dans les provocations du pouvoir et doivent protéger les jeunes contre la Bourgeoisie et ses provocations

RESIDENT ROUGE ----- CELLULE LETTRES DE LA LIGUE COMMUNISTE SECTION FRANCAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE (supplément à Rouge n°64).



Argenteuil entre 1969 et 1971

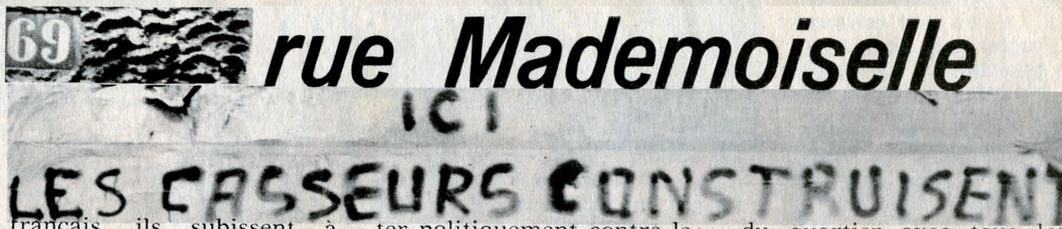
Dans le 15^e, il y a environ cinq mille travailleurs immigrés. 80 % sont algériens. Tous vivent dans des conditions dégueulasses : des hôtels et foyers branlants où les types paient en moyenne 100 F par mois chacun à quatre ou cinq par chambre.

Ils travaillent à Renault, à Citroën ou sur les chantiers. L'exploitation, ce n'est vraiment pas la peine de leur expliquer ce que c'est : ils savent ! Ils sont moins payés que les travailleurs

prennent ça et rappellent : les nombreuses luttes violentes de l'année contre l'administration et les fascistes font que les flics ne leur font pas peur. Ils décident de populariser la lutte commencée spontanément et d'utiliser ce premier abcès de fixation comme base d'appui sur le 15^e.

A ce moment se crée le G.R. XV (Groupe Révolutionnaire) qui regroupe tous ceux, lycéens, travailleurs ou étudiants, qui veulent lut-

répartir en sept brigades de trois camarades : cinq sur les foyers de travailleurs immigrés, une sur un foyer de jeunes travailleurs bretons et une sur les chantiers qui sont de plus en plus nombreux. Tout ça peut amener une liaison ouvriers-étudiants si le boulot est correctement mené. Pour ça, on a décidé que chaque brigade devait être autonome politiquement, c'est-à-dire capable d'impulser la lutte et de faire le lien de la vie



français, ils subissent à l'usine et dehors le racisme entretenu par les patrons ; et quand ils rentrent dormir, c'est pour se retrouver entassés avec l'hôtelier-flic qui refuse de faire les réparations et les oblige à manger dans son restaurant : tout ça avec l'appui des flics qui ratonnent dans le quartier le soir.

En bref, dans le 15^e, il y a cinq mille types révoltés et qui disent eux-mêmes qu'ils en ont marre de vivre moins bien que les chiens : les chiens au moins ne travaillent pas. Alors, quand la bourgeoisie décide de « rénover » le quartier pour en faire un nouveau 16^e et qu'elle commence à expulser les travailleurs de leurs logements, quand des chantiers s'élèvent des immeubles de luxe ou des H.L.M. que même les travailleurs français du quartier ne peuvent pas s'offrir, la révolte frise la révolution.

Un exemple : 69, rue Mademoiselle, début mai, les pressions et les menaces du propriétaire et de la police font que dix-sept travailleurs quittent l'hôtel pour la rue. Mais quatorze autres sont déterminés à rester chez eux. La mairie U.D.R. envoie cinquante flics casqués, la matraque à la main et chiens policiers en avant pour les intimider. Résultat : la rue se remplit de travailleurs français et algériens du pâté de maison et les flics foutent le camp tête basse et matraque rentrée !

Des lycéens de Buffon ap-

ter politiquement contre les expulsions et changer les conditions de vie dans le quartier. L'étiquette on s'en fout, on travaille avec ceux qui veulent et qui viennent établir avec nous la politique à mener, au cours des assemblées générales. De toute façon, à ce moment-là, on était trop pris par la pratique pour poser tous les problèmes qu'on pose maintenant. Ça n'a pas si mal marché d'ailleurs puisqu'on a réussi à conserver la base d'appui pendant les vacances et à mener tout un travail d'enquêtes sur le quartier qui nous a permis de commencer à connaître la réalité du 15^e.

Aujourd'hui, tout le quartier sait ce qui s'est passé ; il y a deux foyers en grève des loyers et comme les menaces d'expulsions se précèdent de plus en plus, les grands panneaux qu'on a collés dans les rues les plus passantes attirent la foule.

COMMENT ON TRAVAILLE

C'est vrai malgré tout que c'est difficile de se lier à la population française et de leur faire comprendre que c'est le même combat : ça fait trois mois qu'on est dans le quartier et les contacts suivis, on commencent seulement à les avoir.

On est en rapport avec le comité d'action Citroën et, avec la rentrée scolaire, on commence à être assez nombreux pour systématiser le boulot sur les foyers.

A la dernière assemblée générale, on a décidé de se

du quartier avec tous les aspects de la vie, d'élargir au point de vue d'ensemble.

Ces sept brigades — et il y en aura d'autres suivant l'état de nos forces — sont contrôlées politiquement par l'assemblée générale où s'expriment tous les points de vue et où est définie la politique d'ensemble sur le quartier, les rapports avec les autres groupes, etc.

Un des moyens sur lequel l'A.G. a décidé de mettre le paquet est la maison du peuple au 69, rue Mademoiselle. On s'est inspiré de l'expérience de Villeneuve-la-Garenne (on va faire une projection de diapos sur le sujet dans le quartier avec les camarades des Beaux-Arts). Cette maison doit avant tout être un lieu de rencontre du peuple et satisfaire le besoin que les masses ont de vivre mieux et de s'exprimer.

Permanence juridique, permanence médicale, cours d'alphabétisation (réciproques !) et surtout centre de loisirs populaires. La base d'appui cristallise les contradictions de la justice et de la médecine de classe et unit le peuple contre l'oppression capitaliste. Tout le monde peut y exprimer sa créativité (dessin, musique, poésie...) et y partager les expériences de lutte, les victoires et les échecs des uns et des autres.

Dans le 15^e, c'est déjà moins le paradis des spéculateurs immobiliers. La maison du peuple respire la politique, mais une politique qui vit au rythme des masses.

Intervention

«Week-end sauvage», Tout ! n° 1, 23 septembre 1970, p. 5 - Document interne, Projet de bilan du week-end « sauvage ». (extrait).

Week-end sauvage

Qui c'est Lin Caro ?

24 juillet, 18 h 30 :
De nombreuses familles des Bidonvilles sont rassemblées autour d'un car près des HLM de Nanterre.

Trente gosses de 5 à 13 ans s'embarquent vers un nouvel horizon... Vers quelque chose d'inconnu pour la plupart d'entre eux ; LA MER, et retentissent au long du voyage les « Vive Mao et Lin Piao ».

— Qui c'est Lin Caro ? (Lin Piao), demande un gamin de cinq ans.

— Ils sont quand même sympas les Maos !

Le voyage se poursuit joyeusement.

A bas les autoroutes à péages ! crient les gosses au « contrôleur de l'air pur ».

BLONVILLE-sur-MER :

Nous arrivons enfin. La ferme, « aimablement prêtée » par le plus gros propriétaire du coin, est

belle : spacieuse, bourgeoise, mais la grange qui doit nous abriter pour la nuit manque du confort le plus élémentaire pour une grange : « le foin ». Qu'importe la prochaine fois c'est dans son lit que nous irons dormir. 6 heures :

Le froid nous réveille, nous nous retrouvons tous sur la plage. — Qu'est-ce qu'il y a comme eau !

Nous courons, ramassons des coquillages...

— Alors c'est vous les casseurs de Nanterre ! demande très étonnée une brave dame du coin. Mais c'est très bien ce que vous faites.

Puis nous nous rendons au camp de camping pour y planter nos tentes. Le travail se répartit, s'organise, nous préparons les repas (sur un camping gaz), c'est casse-pied mais marrant, et malgré tout nous mangeons de bon appétit.

L'après-midi : baignades, jeux,

courses, les enfants sont contents, saouls d'air pur et de détente sans contrainte.

Le lendemain, la pluie et le vent nous obligent à plier bagages dans la matinée, direction Honfleur, les bateaux, les péniches, et les moules dans un petit restaurant sympa du port ravient tout le monde.

Le retour est aussi animé que l'aller « ne pleure pas Jeannette » et « l'internationale » se confondent joyeusement, chacun apprenant l'un à l'autre.

Nous arrivons à « Nanterre la sordide » « C'est court deux jours, mais qu'est-ce qu'on a comme trucs à raconter aux copains. »

Ce week-end, malgré la quasi inexpérience pratique et pédagogique des militants, nous a permis :

— d'abrèger l'image du « Mao casseur et gangster » ;

— de nous lier au peuple et plus précisément aux femmes qui sont très vite sensibilisées quand

il s'agit de leurs enfants. Certaines familles, réticentes au départ, ont changé d'avis après le retour des gosses.

Par contre la propagande sur le terrain a été totalement négligée, bien des gens curieux demandaient des explications et approuvaient notre initiative. Le flic du camping, perplexe, après une discussion d'une demi-heure :

— Alors vous croyez vraiment que la seule voie possible soit le maoïsme ?

Nous avons prouvé, malgré les difficultés matérielles de tous ordres, malgré l'angoisse permanente d'un possible accident, qu'il n'y a ni besoin d'autorisation préférentielle, ni d'énormes moyens financiers pour se prendre par la main et faire quelque chose de nouveau.

Depuis, le Secours Rouge en a fait un autre, bien plus gros, c'était chouette (voir Nouvel Observateur).

Projet de bilan du week-end "sauvage".

Le projet initial avait été proposé par un camarade ouvrier qui a déjà commencé un travail politique avec les jeunes de sa cité, aux camarades de Nanterre. Il s'agissait d'occuper une plage privée de Deauville avec une vingtaine de gosses des cités et bidonvilles de Nanterre qui ne partent pas en vacances, en expliquant l'action par voie de panneaux et de tracts sur la plage.

Les objectifs politiques étaient :

-faire prendre 2 jours de vacance aux gosses (qui ne ressemblent pas à 2 jours de colo), apparaître ainsi, dans les cités et bidonvilles, comme une force réelle capable d'initiative concrètes face aux révisos, se lier aux familles pour démarrer un travail prolongé.

-faire un travail d'agitation et de propagande sur les plages.

Après discussions le projet a du être modifié vu que :

-il n'y avait pas de plage privée à Deauville
-étant donné les risques de flicage, l'opération risquait d'en traîner la répression sur les familles et d'apparaître manipulatrice.

Le projet finalement adopté fut d'emmener les gosses à Blonville (à côté de Deauville) sans occupation, sans faire courir de risques aux gosses et aux familles. En ce sens, les objectifs politiques principaux restaient les mêmes (se lier aux familles et aux gosses des cités), l'objectif secondaire (agitation et propagande sur le terrain) était provisoirement abandonné.

15 jours plus tard le projet commence à se matérialiser :

-prise de contact avec les familles
-collecte de fric et de matériel
-répartition du travail au niveau des militants
-rédaction du tract pour les cités, diffusion etc...

Une semaine plus tard nous partons pour Blonville en car (loué pour 3 jours). Le départ se fait de la cité à 18 h 30, il y a 30 gosses de 6 à 13 ans, (les places étaient limitées par la force des choses mais il aurait pu y en avoir bien davantage) et l'encaissement est assuré par 8 militants (3 de plus sont déjà sur place, 3 autres viendront nous rejoindre) plus 3 jeunes des cités et bidonvilles.

Le premier soir nous couchons dans une grange qu'un fermier nous a prêtée ; le second soir nous nous répartissons dans les tentes disponibles et dans la grange. Le premier jour à cause des vaches et à cause des gosses et à cause des deux nous nous trouvons propulsés sur la plage à 6 h du matin où nous repêchons un militant égaré (venu de Paris en voiture). Après un certain flottement dans la matinée, nous commençons à nous organiser (bouffe, montage des tentes etc...). Baignade sans incident dans l'après-midi, jeux etc... Le lendemain, vu le temps, nous partons plus tôt

alphabétisation

1967 — Arrivé en France. Veut parler, ne sait pas. Révolté l'étranger se demande comment, il peut y avoir un pays avec tant d'immigrés qui n'est pas capable d'installer une école d'alphabétisation. En 67 il n'y en avait pas mais aujourd'hui... non plus. Pourquoi ? Les immigrés pour la Bourgeoisie ne sont pas des vrais hommes ! Racisme...

1968 — L'étranger sait parler le français, bref se faire comprendre ; écrire ? un peu. Comment ? Par des petits groupes chrétiens qui veulent qu'on croie toujours à leurs fables antiques. Pourquoi des chrétiens ? bourgeoisie, soutenir les bourgeois en leur piedestal. Résultat ? l'étranger est content. Il ira passer les vacances dans son pays et puis propagande : « les français, qu'ils sont sympathiques, ils s'intéressent à nous, à ce qu'on sache écrire. »

L'étranger vit moins dans la révolte, la bourgeoisie a encore triomphé.

C'est le bref résumé d'un immigré révolutionnaire qui a compris le système et veut le faire comprendre.

Militants, aller à l'inconnu dans les bidonvilles enseigner le français à des immigrés c'est briser une partie de leur révolte. Lorsque vous obtenez un résultat vis-à-vis de la langue, que se passe-t-il ? Ils vous sont très reconnaissants, ils sont toujours très sympathiques, ils sont très contents de savoir le français, ils s'imaginent que savoir parler c'est l'essentiel pour se tirer de leur merde. Combien d'étrangers, surtout des européens : disent « ah, si je savais le français ! »

Tous les militants doivent savoir que l'alphabétisation est une arme si elle est employée pour faire comprendre à quel point la bourgeoisie se fout des immigrés. Cette arme doit être utilisée, après avoir dénoncé le capitalisme, pour sa destruction tant que les immi-

grés sont bien en colère de ne pas savoir le français, et non pas quand les immigrés savent déjà le français, parce qu'une partie de leur révolte est éteinte.

Il devient plus facile de leur faire comprendre ce que nous voulons dire quand ils savent le français mais plus difficile de les mettre à l'action parce qu'ils éprouvent le besoin de se révolter.

Choisir : ou enseigner le français « humanitairement » pour servir les immigrés dans leur besoin immédiats, c'est-à-dire faire le travail que ne fait pas la bourgeoisie ; ou bien vouloir que les immigrés prennent leurs affaires en mains eux-mêmes et le français ne sera utile qu'une fois conscients de la lutte qu'il y a à mener contre le capitalisme.

Aux camarades intéressés je leur demande de se rassembler et de discuter ce sujet qui est très important (écrire au journal).



Nanterre, vieille municipalité du P « C » F au cœur de la banlieue rouge, présente depuis dix ans les signes d'une grande expansion. Beaucoup d'industries sont installées mais surtout s'élevaient maintenant un grand lycée mixte, un centre sportif ultra-moderne, un théâtre, une faculté de quinze mille étudiants et, en construction, une super-préfecture de luxe et une caserne de gardes-mobiles. Le prestige, le clinquant, tout y est : la municipalité peut se vanter de ses réalisations et se faire réélire chaque fois. Pourtant Nanterre, c'est aussi un foyer de gangrène de notre société. Tout est en place pour la contestation la plus radicale. Car il y a des bidonvilles, une faculté « enragée », des jeunes désœuvrés, des travailleurs mécontents. Et les explosions ont lieu, qui se succèdent depuis un mois.

NANTERRE-LA-FOLIE :

Ses gauchistes célèbres, ses incidents perpétuels. La rentrée n'est pas encore terminée que déjà les incidents éclatent. Le restaurant universitaire est le premier lieu d'affrontement ouvert, par la volonté des étudiants à tous depuis 1967, on pouvait y rencontrer surtout l'an dernier, des enfants du bidonville, des travailleurs qui mangeaient au tarif étudiant. L'exploitation capitaliste était là, palpable, gênante. Aussi, l'administration du CROUS, organisme qui gère les œuvres universitaires, y fait porter son effort. Un contrôle de cartes est maintenant effectué par des vigiles dont les attitudes et les propos rappellent étrangement ceux des « appariteurs musclés » qui s'étaient illustrés en janvier 1969 dans les couloirs de la fac en matraquant les

étudiants. Pour faciliter ce contrôle, des barrières de bois sont édifiées le long de la chaîne du self-service. Le prétexte invoqué est le déficit du restaurant qui serait dû à la présence d'éléments étrangers et à de nombreux vols. Pas un mot, bien sûr, du prix qu'ont coûté l'attaque et la dévastation de ce même restaurant par la police le 3 mars. Les étudiants acceptent mal de manger dans des cages et de montrer leurs cartes : la faculté doit rester ouverte à tous. Les 13, 16 et 22 octobre, des barrières sont arrachées et brûlées ; tous les jours, « vigiles » et étudiants s'affrontent, verbalement pour l'instant. La répression entre alors en jeu. Sur témoignage des « vigiles », trois étudiants sont arrêtés, d'autres inculpés. Comme par hasard, ce sont ceux qui sont considérés comme des meneurs, ceux qui sont arrêtés à chaque incident à la fac. Comme par hasard, les faux témoignages abondent : un des trois arrêtés se trouvait pendant toute cette période en Espagne. La tension monte alors. Les révolutionnaires de plus en plus unifiés sur le terrain regroupent autour d'eux un nombre croissant d'étudiants. Le boycott du R.U. est décidé : les militants préparent la soupe : sandwiches, merguez, etc. Les explications se succèdent : les étudiants, amusés, sympathisent. En même temps, des contradictions apparaissent au sein du personnel du R.U. : les délégués C.G.T., cuisiniers et autres aident la direction et empêchent toute expression des ouvriers sympathisants au mouvement révolutionnaire. Le 5 novembre, malgré des pratiques désastreuses de substitution aux masses (*) 1 000 à 1 500 étudiants sentent la nécessité de faire cesser tout contrôle policier au restaurant. Plus nettement encore le 6, après le kidnapping d'un journaliste par les administrateurs du CROUS, aidés par les « vigiles » et quelques

membres fascistes du personnel (dont un armé d'un couteau), une A.G. se tient : 1 500 étudiants marquent leur volonté de lutte : les gauchistes ne sont plus isolés. Bien que le restaurant U. reste le front principal, la contestation s'étend à toute la fac. Jean Foyer, professeur de droit et ancien garde des sceaux, est interdit de cours à Nanterre : il est le fondateur de la Cour de Sécurité de l'Etat qui emprisonne nos camarades, le signataire des accords franco-tchadiens qui permettent l'intervention de l'impérialisme français en Afrique, le défenseur du propriétaire du foyer d'Ivry où sont morts cinq de nos frères immigrés, en quelque sorte une incarnation parfaite de la réaction. Des comités de lutte se forment dans les départements, remettant en question l'enseignement pétrifié des faiseurs d'idéologie. L'ouverture au monde extérieur et à sa misère devient un débat de plus en plus important au sein des groupes révolutionnaires. Nanterre-la-Folie continue...
NANTERRE, LA CRASSE, LA MISÈRE :

L'argent est là pour construire des ouvrages de prestige. Il manque, pour résoudre le problème du logement des travailleurs immigrés. Le 23 octobre, un enfant de six mois meurt brûlé vif dans un bidonville. Les vrais responsables de cet incendie, ceux qui exploitent de façon éhontée la main-d'œuvre étrangère, sont libres : une cabane où vivent des Portugais qui brûle, c'est moins grave pour la « justice » française que le feu mis aux barrières de bois du restaurant universitaire. Mais ce n'est pas tout : au bidonville de la rue de Rouen, aidée par la police, la municipalité « assainit ». Le 24 octobre, douze baraques sont démolies : les familles (neuf sur douze), sont « reléguées » dans des cités de

transit : l'entassement continue. Le 15 novembre, vingt baraques doivent être détruites, mais là, pas un mot du relogement. Des incidents ont déjà eu lieu : matraques et grenades lacrymogènes sont entrées en action. Aujourd'hui, les jeunes du bidonville parlent de résister.

NANTERRE, L'ENNUI :

Un centre sportif très moderne, un théâtre « de gauche », cela ne suffit pas quand on est jeunes et que le quotidien c'est avant tout la pauvreté dans les cités-dortoirs délabrées, quand le quotidien c'est la publicité variant à chaque coin de rue, le « bonheur de consommer », mais qu'il n'y a pas d'argent pour le faire. Alors, la « délinquance » : quelques menus larcins, quelques débuts d'activités politiques et le 25 octobre, au petit matin, la cité des Marguerites est encerclée par la police. Quarante-vingt jeunes sont arrêtés, trente gardés pendant 24 heures. On leur fera tout avouer et plus encore ; au besoin, pour cela, on les matraque à coups de nerf de bœuf. L'ennui est vaincu, l'abcès vidé : trente jeunes passeront en justice.

Alors que, triomphantes, s'élevaient à Nanterre la nouvelle préfecture et la caserne de gardes-mobiles, tous les ferments de la révolte sont présents. Le processus d'unification de la gauche révolutionnaire est enfin entamé à la fac. Les liaisons avec l'extérieur se font plus sérieuses, plus solides. Petit à petit, mais de façon durable, le fossé se comble entre les gauchistes et Nanterre sauvage. Une affaire à suivre...

(*) Pendant une A.G., les militants envahissent le bureau du doyen, en viennent aux mains avec ses assesseurs, puis, devant leur échec, s'attaquent au restaurant U. et se heurtent au personnel. Tout cela pour finir par un simulacre d'auto-défense de la fac.

Intervention

«Détruit...», Tout ! n°9, 16 novembre 1970, p. 8.

DETRUIT ..

AU BIDONVILLE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE UNE CONSTRUCTION A ETE RASEE AU BULLDOZER SUR ORDRE DE LA MAIRIE, CE VENDREDI 6 NOVEMBRE, EN UNE HEURE, ENTRE 14 ET 15 HEURES, PENDANT QUE LES HABITANTS, DES TRAVAILLEURS PORTUGAIS, ETAIENT AU BOULOT.

DES BARAQUES RASEES DE CETTE FAÇON-LA, DANS LES BIDONVILLES, IL Y EN A CHAQUE JOUR. MAIS LA, CE QUE LA BOURGEOISIE A VOULU DETRUIRE C'EST TOUT AUTRE CHOSE.

POUR LES PORTUGAIS DU BIDONVILLE, UNE VINGTAINE DE FAMILLES, ENVIRON 100 PERSONNES, C'ETAIT LA « CASA DO POVO ».

Pour les Portugais du bidonville, une vingtaine de familles, environ 100 personnes, c'était la « Casa do Povo ».

LA MAISON DU PEUPLE :

C'est eux qui avaient décidé de s'emparer d'une ancienne baraque de chantier — 4 murs de parpaings, pas de toit — en bordure du bidonville et des grands ensembles.

Ils avaient voulu qu'elle ait un toit, qu'elle ait des portes, des fenêtres... qu'une grande salle (7 m x 20 m) puisse leur servir de salle commune pour des réunions, pour l'alpha, pour garder les gosses en hiver, pour faire la fête... qu'il y ait un petit bureau où ils puissent mettre au clair, avec des militants qui les aideraient, toutes les paperasses administratives et flicardes dont la bourgeoisie les inonde... et puis un endroit pour faire la bouffe, des chiottes, des lavabos... et puis aussi un petit bâtiment à côté à faire entièrement avec des chiottes, des douches et un lavoir.

Tout ça, ils l'avaient décidé quasiment à l'unanimité, entre eux. Et s'ils avaient fait appel à des gauchistes, c'était pour construire vite, par surprise, dans les 3 jours de Pentecôte contre tous les règlements, toutes les lois, toutes les procédures.

« POUR NOUS LA « LEGALITE », C'EST LA SATISFACTION IMMEDIATE DES BESOINS REELS DU PEUPLE. »

Et ça ils savaient bien que c'était une lutte, entre eux d'abord : c'était un bâtiment commun pour tout le bidonville, face à l'individualisme, face aux divisions internes (différentes origines provinciales, différences de métier, différence de morales, familles nombreuses et célibataires, etc.), et puis face à l'ennemi : la bourgeoisie c'est-à-dire les flics, la mairie (républicaine indépendante) et l'hostilité raciste d'une bonne partie des français du grand ensemble.

Ils avaient dit : « OSONS PRENDRE CE QU'ON NOUS REFUSE » et ils l'avaient fait, et ils en avaient rajouté : un terrain de jeu pour les gosses, balançoire, bac à sable, et un grand terrain de foot, bien délimité, poteaux de but et tout. Tout ça en 3 jours.

Et puis 6 mois avaient passé il y avait eu des hauts et des bas dans la vie de la « casa do povo » et juste maintenant ils venaient de faire les branchements d'eau pour les douches et de mettre deux poêles à mazout pour l'hiver.

Tout ça c'est la première chose que la bourgeoisie n'a pas pu supporter : QU'ILS PRENNENT UNE PARCELLE DE POUVOIR DANS L'ORGANISATION DE LEUR VIE.

Et puis il y avait l'autre chose : dans le bidonville il n'y avait qu'une vingtaine d'hommes ; le reste du chantier sauvage, les quelques 150 personnes sur trois jours c'étaient « les gauchistes » :

« ICI, LES CASSEURS CONSTRUISENT... »

Pas n'importe quels gauchistes (pas le genre trotskystes bien sûr !), pas d'organisation politique dominante non plus (la Gauche Prolétarienne toute affairée à sa « résistance » regardait ça de haut. Vive la révolution était dans le coup mais sans plus) des gauchistes, quoi ! certains du journal le « Paria » (journal de soutien aux travailleurs immigrés) quelques-uns de la région, la plupart de l'école d'architecture aux Beaux-Arts.

Pour ces derniers, étudiants, ça réalisait un peu ce qui est une obsession depuis mai : sortir des facs, s'écarter de ce bourbier politique, avoir une pratique, se lier aux masses... Et cette « sortie » elle était relativement massive (plus d'une centaine sur une unité d'enseignement d'un millier).

POURQUOI : PARCE QUE C'ETAIT UNE ACTION CONCRETE, LIANT LES PREOCCUPATIONS SPECIFIQUES DES ETUDIANTS (LA CONSTRUCTION) A LEURS MOTIVATIONS POLITIQUES (LA REVOLUTION).

Et sur ce coup, les facs, c'était pas tout à fait inutile : avant le chantier sauvage il a fallu réussir à détourner le fric de l'école pour des achats de matériaux et se servir largement des locaux une semaine avant pour préfabriquer au maximum de façon à aller au plus vite.

Pas seulement pour le mouvement étudiant, mais pour tout le mouvement gauchiste c'était un pas politique important, une sorte de percée où il se rendait crédible, justifiant un peu ses multiples déclarations d'intention : se soucier des conditions de vie des masses, servir le peuple, etc. Et l'écho que cette action a trouvé aussi bien dans la population de Villeneuve que dans l'opinion (les journaux de « gauche »), montre tout le profit de ce type d'action. Sans oublier qu'elle a permis de bien désigner l'ennemi sous toutes ses formes : les flics qui essayèrent d'intervenir la première nuit, la mairie gaulliste, qui promettait sans arrêt l'ordre bourgeois, le P.C. « F., qui dénonçait « la provocation pour attirer la répression, l'exploitation de la misère de gens sans traditions politiques... », le curé, ridicule dans ses contradictions : « ce que vous faites, pour les choses du ciel, c'est très bien, mais pour les choses de la terre, je ne peux pas être d'accord avec vous ! »

Sur le terrain, ça avait fait avancer l'unité entre Français et immigrés : il y avait un comité de soutien dans le grand ensemble, et une équipe du grand ensemble qui se servait du terrain de foot.

LAISSER SUBSISTER CE TYPE D'INITIATIVE GAUCHISTE C'ETAIT EN SUSCITER D'AUTRES, ET ACCROITRE LEUR AUDIENCE ET ÇA, LA BOURGEOISIE L'A BIEN COMPRIS.

CHANGER LA VIE

Et puis, il y a une troisième chose, dont ça m'étonnerait que la bourgeoisie ait compris l'entière signification : Pour tous les types qui ont participé au chantier sauvage c'était un encouragement enthousiasmant pour la Révolution. ça laissait entrevoir que la Révolution c'était bien « changer la vie ».

Que deux maçons italiens soient venus faire du plâtre, qu'un électricien du coin, qui disait au début : « pas de politique ! », ait pris en charge une distribution de tracts dans le grand ensemble, que des plombiers de la région soient venus faire des branchements comme ça, pour aider, que des immigrés d'un autre bidonville soient venus jouer au foot... tout ça rendait tangible l'unité populaire et ça laissait entrevoir que réellement, comme disaient les communards, on peut « libérer le Travail ».

Que pendant trois jours, le foot, la bouffe, la musique, se prélasser dans l'herbe, aient coexisté avec ce Travail Libéré, ça disait : « LA FETE ET LA REVOLUTION C'EST POSSIBLE AILLEURS QUE SUR LES BARRICADES ! »

Et ça rassurait : « CHANGER LA VIE C'EST AUSSI POUR LES GAUCHISTES, ET FAUT COMMENCER TOUT DE SUITE ! »

Tout ça la bourgeoisie a voulu le faire disparaître par la violence. Apparaissant quelquefois on avait eu des doutes ; on se disait : c'est un peu réformard, c'est l'aménagement de la misère... maintenant on en aura plus.

CREONS 1, 2, 3... VILLENEUVE !

ET LA-BAS MAINTENANT ?

On a vu les Portugais, on a vu les copains qui militent sur place... bien sûr, y aura plus la baraque, mais ils disent : Villeneuve, ça continue.

ET LA RIPOSTE ?

Dès le soir, l'entreprise de démolition qui avait accepté ce sale boulot, a eu quelques ennus : pneus de camion crevés, secrétariat un peu bousculé... et la bagnole du maire, cette crapule qui a décidé la destruction, a été couverte de peinture. Réactions de colère mais limitées... et insuffisantes.

Le dimanche, on était une centaine à discuter en regardant les décombes. La discussion c'était pas clair. On a été devant chez le maire en manif avec les Portugais pour lui demander des comptes et il ne s'est pas montré ; il a bien fait (son gendre qui a voulu nous engueuler a pris un coup de pied au cul), par contre, il a fait venir les flics, et nombreux (6 gros cars) qui ont dispersé brutalement et ratonné toute la soirée.

Mais tout ça, c'est pas à l'échelle de l'initiative de Villeneuve. Mais c'est difficile aussi de ne pas se substituer aux masses pour la « vengeance », de ne pas jouer les « Maos-justiciers ».

PAR CONTRE C'EST LA BOURGEOISIE QUI A EU L'INITIATIVE DE LA VIOLENCE, ON COMPTE BIEN LA LUI RENDRE.

LES CASSEURS CONSTRUISENT, MAIS ILS CASSENT AUSSI !

On espère en parler dans le prochain numéro.

LEON



Le bidonville d'Argenteuil et, en arrière-plan, les immeubles neufs dont les appartements ne seront pas attribués aux habitants du bidonville. On conçoit, en effet, que dans une politique électorale bien menée, les logements disponibles vont en priorité à ceux qui possèdent une carte d'électeur. La municipalité (P.C.F.) d'Argenteuil n'échappe pas à cette logique. Ses journaux, de plus, n'hésitent pas à dénoncer à la police des militants qui s'efforcent de venir en aide aux habitants du bidonville. Mais des incidents récents — seraient-ils provoqués par la municipalité — montrent les dangers d'un certain type d'intervention qui risque de se retourner finalement contre les travailleurs immigrés auxquels on désire venir en aide. C'est leur intérêt et leurs décisions qui doivent compter avant tout.

Devant la menace d'expulsion, les habitants décident de résister jusqu'à leur relogement. Avec l'aide d'un groupe de militants extérieurs, ils prennent contact avec d'autres bidonvilles de la région parisienne.

Nous publions ci-dessous le texte d'un appel conçu par un groupe d'une dizaine d'Algériens, habitants de ce bidonville, après les derniers incidents qui ont eu lieu à Argenteuil :

UN APPEL DES HABITANTS DU BIDONVILLE D'ARGENTEUIL

A Argenteuil, à Nanterre, à Massy, à Champigny comme dans tous les bidonvilles, nous vivons dans la boue, l'humidité, les ordures et parmi les rats. Nous sommes plus souvent malades, surtout nos enfants, que ceux qui ont un logement normal. Nous devons souvent arrêter le travail, et les patrons nous licencient à la quatrième ou cinquième maladie.

Quand une baraque brûle avec tout ce qu'on a dedans, la mairie d'Argenteuil nous donne 1 kg de sucre, 1 kg de pâtes, 1 kg de café. Le sucre, c'est pour le lit ? le café c'est pour le toit ? Tout ce qu'on fait pour nous, c'est de nous envoyer les harkis et les pieds noirs de la police française parce qu'ils parlent arabe. La police est toujours là à nous contrôler et nous considérer comme suspect.

Nous les Algériens avons les premiers construits les bidonvilles depuis plus de 15 ans. Nous n'avons pas eu le choix. Nous sommes venus en France pour travailler. Nous n'avons rien trouvé pour nous loger. D'autres travailleurs émigrés : Maronnais, Tunisiens, Espagnols, Portugais, etc., ont été obligés de nous suivre au bidonville. Il en arrive tous les jours, et pour eux comme pour nous, il n'y a toujours pas de logement.

Nous ne voulons pas de notre bidonville. Nous sommes des travailleurs comme les autres, et la plupart d'entre nous pourrait payer un loyer. Cela fait 5 à 15 ans et même plus que nous avons fait des demandes de logement. A la mairie, on nous répond : « Qu'est-ce que tu fais chez nous, va voir ton Ben Bella... Si tu veux être relogé, tu n'as qu'à prendre la nationalité

française. » Le racisme vient toujours des autorités et du patron, pas des Français avec qui on travaille qui sont souvent eux aussi mal logés. Nous en avons assez de voir construire devant les bidonvilles où nous habitons des logements neufs qui ne sont pas pour nous, à Massy, à Nanterre, à Champigny, à Super Argenteuil.

Si les patrons ont besoin des travailleurs émigrés, des 35 000 Algériens qu'ils font venir chaque année, qu'ils les logent. Quand les Français vont travailler en Algérie, ils ont bien un logement.

TOUS LES TRAVAILLEURS ONT DROIT A UN LOGEMENT

Maintenant, à Argenteuil, on veut nous expulser pour faire passer les voitures vers Super Argenteuil. Nous avons résisté. Alors la mairie a voulu nous reloger dans une usine en cours de démolition, elle nous a même dit d'aller construire un autre bidonville ailleurs. On promet maintenant un logement à cinq familles par ci, dix familles par là, et les autres ? C'est TOUTES les familles qu'il faut reloger, même celles qui ne sont pas expulsées.

Il faut démolir les bidonvilles en relogant tout le monde collectivement. 15 ANS DE BIDONVILLE, ÇA SUFFIT !

Quand le bulldozer arrivera, si nous n'avons pas TOUS la clef d'un nouveau logement correct, il faudra l'arrêter, hommes, femmes et enfants, et par tous les moyens. Empêchons toute expulsion, opposons-nous aux démolitions baraque par baraque ou morceau par morceau.

Au bidonville d'Argenteuil, tous unis la main dans la main, exigeons notre droit au logement.

Dans tous les bidonvilles de la région parisienne et de France, tous unis, tous solidaires, travailleurs arabes, espagnols, portugais, travailleurs immigrés, travailleurs français, nous devons exiger notre relogement à proximité de notre lieu de travail.

PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT POUR TOUS ! PLUS DE BIDONVILLES, RELOGEMENT POUR TOUS !

Des habitants du bidonville d'Argenteuil.

باركت من "البدونفيل" السكني للجميع
 من ميه ارجونتيه، ميه نونا، ماسي، شيبيني، ميه ماني كل
 البدونفيل نعيشون الطوفان، والوسخ ومع الفيران.
 نحن في الاكثريه مرضي، ولا بيتمنا اولادنا ومع الدبير لهم
 اسكنه لا بأس بها، لازم علينا ان نغيب الفيل في الرابطة
 الخامسة الفركيبه يعني لنا مهننا. وادا مرفقت احدى ديارنا،
 دار العالبيه ميه ارجونتيه تعطينا كيل من السكر، كيل من
 الرز، كيل قموه. السكر يساوي الشربس؟ القموه تساوي
 السقف؟ يرسلوا ايلنا الدوكي والنسنتيميرين و
 الشراطه فر نمتي لا نعم ينكلون العربيه. الشراطه تغف
 عندنا وبيتمنا اننا نكل سبيل تمليه. نمانف الغاقون.
 نحن الجراشيم اول من صوح الي ايار الغشبيه منذ 15 سنة
 لبيتمنا لانا اختيار. جينا الفرنسيون لتعمل ليس بجودو الشك
 الفيل الغاربه، التنوسيه، اسبيني، برنفايليه تبعونا في
 ديارنا الغشبيه. لا نغيب تالنتنا الا ان نصح فكل ميه الا
 قراشيتيم قاد ريس ميه تمان تشعيلهم في الديار. منذ 5
 ايام 15 سنة طلبنا الشك من دار العالبيه. والعاليل يترد لنا:
 « قلنا تفعل مئذنا؟ اذهب عند بن بلة... »
 ان اردت الشك ليس ميه عند الفرنسيين مع الدبير نعمل
 و الدبير ليس لهم صوح بقسنتي. نشهد لانا في م شكني
 جديدي ايام شكنيتنا وليتمنا لانا! ارا دوا الشكيبه العال
 الجراشيم. 35,000 ميه افرين الدبير. با تون كل عام مالمشكنا

الفرسيه لما يعمل من العراشله قصر!
 لان من ارجونتيه يريد ان يطرنا ليشكنا بشاوم ليميتان شو
 اهد ارجونتيه. شو فمنا بعد اللويه ان نلقلنا ابي مصل مالح
 نكل التعطيم. فاممنا ليشكيبو بدونفيل آخر لان
 بسكني م عائلة هنا و 10 هنا. و الاخيرون؟
 بيجمع الشك في العاللان عشي التي لهم ليشكنا مطردين.
 يجيب شطليم البدونفيل ونسكيبه الجامع!
 15 سنة من البدونفيل يركت!
 فقليتنا ان نفع رجال ونسا و اطفال عمل عالبيه تعطيه ادا
 انه نكلون بين ايدنا ممان مكارل جديدي.
 نلقلنا كل تطرد! نلقلنا عظم عظيم بقدمهم اوميزو بعد
 بر. من بدونفيل ارجونتيه يبد ولا نلقلنا في مزار.
 من جميع البدونفيل بخالت لعيبه بارسي فوا نسا. كلنا كيد
 وا جد منطنا ميه موعرب و اسانبول و برنفايليه ممال الايبين
 وعمال فوا نسا شكلم م مزار فوه مكل مينا.
 شريد مزارل بدونفيل شكني للجميع.
 نيش من البدونفيل، الشكني للجميع!
 سكان (ارجونتيه)، منطاميه ماسكان
 (نشان دوني) وسان (مژو) وسان (نونا)

En 1972 à Saint-Denis un professeur de collège technique, Jean-Louis Hurst est muté d'office (ce qui veut dire contre sa volonté), en cours d'année. On lui reproche officiellement d'avoir fait travailler ses élèves sur un sujet contestable avec des méthodes inhabituelles (dans le cadre d'une pédagogie inspiré de Freinet il a invité des gens de l'extérieur, de Slon Vidéo, à venir filmer dans sa classe une reconstitution du procès de Clairvaux joué par les élèves). Il affirme quant à lui que c'est le fait que ses élèves aient invité la caméra, et ceux qui la portaient, à venir filmer chez eux, dans le bidonville des Franc-Moisins, qui a été insupportable à la mairie communiste. Cette dernière a obtenu son éviction du collège, puis devant la lutte et l'entêtement à ne pas se laisser faire, Jean-Louis Hurst a été radié de l'éducation nationale. Avant que cela ne finisse comme ça c'est la mobilisation pour sa défense qui a lancé le Mouvement de Libération de l'École, mais c'est une autre histoire. Les textes ci-dessous sont extraits d'une correspondance entre ses élèves et une classe de Bretagne.

LA 6^{ème} C

LETTRE COLLECTIVE A NOTRE CLASSE CORRESPONDANTE DE BRETAGNE
Décembre 1971

Chers amis,

Nous vous remercions de votre premier envoi. Nous sommes heureux de correspondre avec vous en espérant que nous nous entendrons bien.

Nous sommes les élèves de 6ème C du C.E.S. Degeyter de Saint-Denis.

Pierre Degeyter était un ouvrier qui a mis en musique l'« Internationale », le chant des ouvriers. Notre collège comprend 20 classes. Il est situé sur le boulevard Sembat dans le vieux Saint-Denis, mais la majorité des élèves habitent la plaine, le quartier des usines, qui est à plusieurs kilomètres d'ici et qui n'a pas de C.E.S. Beaucoup d'élèves se plaignent ici du bruit et des vols. A la cantine on ne mange pas très bien. Mais il y a quand même des choses agréables comme la bibliothèque gratuite, le gymnase, le ciné-club, et d'autres clubs.

Dans notre classe il y a 16 filles et 13 garçons. Presque la moitié sont étrangers (espagnols, portugais, italiens et algériens) mais nous sommes tous de bons camarades. On lie souvent le français et l'instruction civique pour rendre les cours vivants et savoir s'exprimer dans la vie. Nous faisons des enquêtes (la 1ère sur la peine de mort, la 2ème sur notre quartier), des interviews, un procès sur l'affaire de Clairvaux. Nous les avons enregistrés sur magnétophone puis filmés. On écoute nos erreurs, on les corrige et on s'en sert pour faire des exercices.

La classe est divisée en six équipes. Au début c'étaient des groupes de copains, à présent elles sont constituées par quartiers pour faciliter le travail collectif en dehors de l'école. Il y a en vérité quatre quartiers : SEMBAT qui est dans le vieux Saint-Denis près du C.E.S. et de la gare ; CASANOVA qui est un ancien quartier de l'autre côté de l'autoroute du nord ; LA PLAINE entre Saint-Denis et Paris est le quartier des usines traversé par l'autoroute ; le FRANC-MOISIN est un grand bidonville au milieu duquel se construit une cité d'H.L.M. qui va le remplacer. Saint-Denis est donc partagé en deux : au centre les quartiers résidentiels et commerciaux, au sud, le secteur industriel.

Nous vous proposons de faire vous aussi une enquête par équipes sur votre ville et de nous fournir des renseignements sur le relief et les paysages, la pêche, l'agriculture, les usines, les transports et le tourisme chez vous. Nous espérons venir nous-mêmes au troisième trimestre pour voir tout cela avec vous.

Nous vous souhaitons une très bonne année et nous attendons votre deuxième envoi avec impatience.

La 6ème C

ARTICLE COLLECTIF :

INCENDIE AU BIDONVILLE DU FRANC-MOISIN

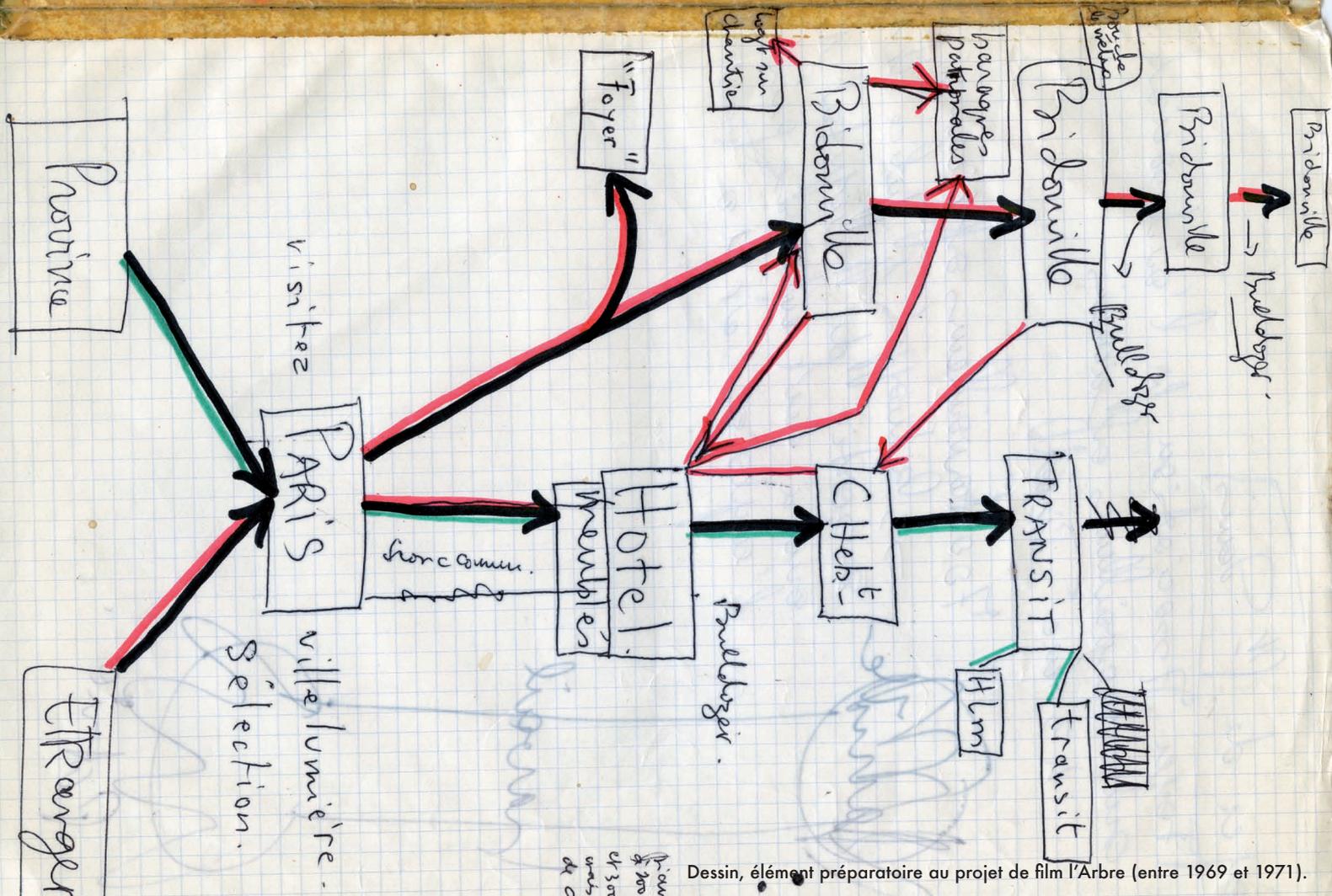
St Denis, le 6 janvier 1972 — Il était 19 h 30 quand éclata un grave incendie dans la partie nord du bidonville du Franc-Moisin. Les flammes atteignaient la hauteur du sixième étage des H.L.M. voisins. C'était trois baraques de familles immigrées (deux algériennes, une portugaise) qui brûlaient. La famille portugaise avait oublié d'ouvrir la clef du poêle à charbon : il explosa. Les pompiers arrivèrent vingt minutes après, alors qu'ils auraient pu intervenir beaucoup plus vite, car ils ont la priorité routière. Ils ont arrosé les baraques qui étaient aux alentours, ont coupé les câbles pour que le feu ne se propage pas et ont laissé brûler celle qui était déjà en flammes. On se pose des questions sur le retard des pompiers. N'était-il pas volontaire ?

Car la construction de la nouvelle cité du Franc-Moisin demande de la place.

QUI JE SUIS

Je m'appelle Mario. Je suis portugais. Maintenant je suis en France avec ma mère. Je demeure à St-Denis. J'ai treize ans et je suis fils unique.

La vie au bidonville du Franc-Moisin est pénible. Le chauffage chez moi est le mazout. L'eau, il faut la chercher à 50 mètres à une fontaine. Pendant l'hiver, il y a beaucoup de boue. Maintenant ils construisent une grande cité. C'est la cité des Franc-Moisin. Quand la cité sera finie, le bidonville sera détruit et nous ne savons pas encore où on va être logés.



Dessin, élément préparatoire au projet de film l'Arbre (entre 1969 et 1971).